



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 6 octobre 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, October 6th, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

A. A. A. Furniture Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix août 1951, constituant en corporation: Lionel Charest, camionneur, Yvon Imbeault, camionneur, et Dame Laurette Maher Vincent, entrepreneur en transport, épouse contractuellement séparée de biens de G.-A. Vincent, gérant, et dûment autorisée aux présentes par ce dernier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, ouvriers généraux en menuiserie, ébénisterie et marchands de toutes sortes d'accessoires et de matériaux, sous le nom de "A.A.A. Furniture Incorporée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Letters Patent

A. A. A. Furniture Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1951, incorporating: Lionel Charest, truckman, Yvon Imbeault, truckman, and Dame Laurette Maher Vincent, transport contractor, wife separate as to property by marriage contract of G. A. Vincent, manager, and duly authorized by the latter for the purposes hereof, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and engage in the business of general workers in joinery, cabinetmaking and dealers in all kinds of materials and supplies, under the name of "A.A.A. Furniture Incorporée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1951.

31058 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ace Trucking Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt août 1951, constituant en corporation: Nathan Selig, camionneur, Sydney Maislin et Sam Maislin, camionneurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de rouliers publics par terre, par eau ou air; exercer le commerce d'expéditeurs, courtiers de douanes, entreposeurs, sous le nom de "Ace Trucking Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1951.

L'Assistant-procureur général,

31058 L. DÉSILETS.

Archer Brand Clothes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juillet 1951, constituant en corporation: Joseph Cohen, avocat et Conseil en Loi du Roi, Ezra Leithman, avocat, Hyman Cohen, marchand, et Dorothy Singer, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou chacun des commerces de drapiers, confectionneurs, et manufacturiers de vêtements; faire le commerce de marchandises en caoutchouc, gutta-percha, cellulose, celluloïde ou autres matériaux similaires, vêtements imperméabilisés et marchandises, bottes de caoutchouc et toutes autres marchandises faites de composées de caoutchouc et autres substances, sous le nom de "Archer Brand Clothes Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général, le dix-huit juillet 1951.

L'Assistant-procureur général,

31058 L. DÉSILETS.

Arno Laboratories Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept août 1951, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, David Love, comptable et Jacob Boaz Bobrove, étudiant en Loi, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir et diriger un laboratoire de chimie, sous le nom de "Arno Laboratories Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept août 1951.

L'Assistant-procureur général,

31058 L. DÉSILETS.

Ace Trucking Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of August, 1951, incorporating: Nathan Selig, trucker, Sydney Maislin and Sam Maislin, truckers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of common carriers by land, water or air; to carry on the business of forwarders, custom house brokers and warehousemen, under the name of "Ace Trucking Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,

31058-o Deputy Attorney General.

Archer Brand Clothes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1951, incorporating: Joseph Cohen, advocate and King's Counsel, Ezra Leithman, advocate, Hyman Cohen, merchant, and Dorothy Singer, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of clothiers, cloth and clothing manufacturers; to deal in rubber goods, rubber, gutta-percha, cellulose, celluloid or other similar materials, water-proofed garments, and goods, rubber boots and all other goods made of compound of rubber and any other substances, under the name of "Archer Brand Clothes Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1951.

L. DÉSILETS,

31058-o Deputy Attorney General.

Arno Laboratories Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1951, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, David Love, accountant, and Jacob Boaz Bobrove, law student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To maintain and operate chemical laboratories, under the name of "Arno Laboratories Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1951.

L. DÉSILETS,

31058-o Deputy Attorney General.

Ascot Grain & Feed Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize août 1951, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, Ralph C. Tees, officier d'une compagnie de fiducie, tous deux de Westmount, et Stanley Stanger, officier, d'une compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et vendre du grain, des céréales, et tous autres produits agricoles de toute sorte, sous le nom de "Ascot Grain & Feed Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 614 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DESILETS.

Ascot Grain & Feed Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1951, incorporating: Seymour Elkin, notary, Ralph C. Tees, trust company officer, both of Westmount, and Stanley Stanger, trust company officer, of the Town of Hampstead, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To purchase and deal in grain, cereals, and all other agricultural products of every kind, under the name of "Ascot Grain & Feed Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at 614 St. James Street West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1951.

L. DESILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Autos Wheels & Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juillet 1951, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et Conseil en Loi du Roi, Edward O'Toole, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Pierre Decary, avocat de la cité de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce en général de toutes sortes d'automobiles, moteurs et accessoires, sous le nom de "Autos Wheels & Supplies Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 125 actions ordinaires d'une valeur de \$100 chacune et 375 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juillet 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DESILETS.

Autos Wheels & Supplies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1951, incorporating: John Austin Murphy, advocate and King's Counsel, Edward O'Toole, advocate, both of the City of Montreal, and Pierre Decary, advocate, of the City of Lachine, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in all kinds of automobiles, motors, and accessories, under the name of "Autos Wheels & Supplies Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 125 common shares of a par value of \$100. each and 375 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of July, 1951.

L. DESILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Bert S. Holt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du deux août 1951, constituant en corporation: Bert S. Holt, gérant, June Kirlin et Joyce Hogg, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir une agence générale d'affaires se rapportant aux menus articles, nouveautés, crayons, plumes et articles similaires sous le nom de "Bert S. Holt Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DESILETS.

Bert S. Holt Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of August, 1951, incorporating: Bert S. Holt, manager, June Kirlin and Joyce Hogg, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal for the following purposes:

To maintain a general agency business in connection with smallwares, novelties, pencils, pens and similar articles, under the name of "Bert S. Holt Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of August, 1951.

L. DESILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Bickerdike & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du six août 1951, constituant en corporation: Max Liverman, Julius Briskin, Leonard Liverman, avocats, Jack Klineberg, notaire, et Annie McNamers, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Conformément à la Loi des assurances des compagnies de Québec, exercer dans toutes ses spécialités le commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de "Bickerdike & Company Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Bickerdike & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the sixth day of August, 1951, incorporating: Max Liverman, Julius Briskin, Leonard Liverman, advocates, Jack Klineberg, notary, and Annie McNamers, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Subject to the Quebec Insurance Act, to carry on in all its branches the business of insurance brokers, under the name of "Bickerdike & Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of \$100 each and 200 common share of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Biquil Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quinze août 1951, constituant en corporation: Paul-H. Lévesque, avocat, Alcide Grenon, comptable, et Bella Bugeaud, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre des bicycles, bicyclettes, tricycles et autres articles de même genre, ainsi que leurs accessoires, sous le nom de "Biquil Cie Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$6,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Biquil Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of August, 1951, incorporating: Paul H. Lévesque, advocate, Alcide Grenon, accountant, and Bella Bugeaud, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell bicycles, small bicycles, tricycles and other articles of a like nature, and their accessories, under the name of "Biquil Cie Ltée".

The capital stock of the company is divided into 500 shares having no par or nominal value and into 400 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations is \$6,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, his fifteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Buckingham Feldspar Limited

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six août 1951, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et Conseil en Loi du Roi, Clovis Dagenais, avocat, Edward O'Toole, avocat et Francis Dolan, comptable, tous de la cité de Montréal, et Pierre Decary, avocat, de la cité de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, brayer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou au-

Buckingham Feldspar Limited

Notice is hereby given that under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1951, incorporating: John Austin Murphy, advocate and King's Counsel, Clovis Dagenais, advocate, Edward O'Toole, advocate, and Francis Dolan, accountant, all of the city of Montreal, and Pierre Decary, advocate of the city of Lachine, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of

trement en disposer, sous le nom de "Buckingham Feldspar Limited", avec un capital de \$150,000 divisé en 100,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Cap-Chat Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept août 1951, constituant en corporation: Paul-Emile Gagnon, Gilles Gagnon et J.-Claude Gagnon, avocats, de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires de toutes façons comme manufacturiers et marchand de bois, sous le nom de Cap-Chat Lumber Ltd., avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-Chat, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Château Bleu Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quinze août 1951, constituant en corporation: Oscar Larocque, hôtelier, Conrad Proulx, bourgeois tous deux domiciliés au Lac Bleu, district judiciaire de Terrebonne, Raymond Lagacé, entrepreneur général, domicilié à L'Abord-à-Plouffe, et Jean Marien, comptable agréé, domicilié à Saint-Lambert, ces deux derniers du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, pour l'exploiter, le commerce d'hôtellerie connu et opéré sous le nom de "Château Bleu", au Lac Bleu, paroisse Saint-Hippolyte, district de Terrebonne, sous le nom de "Château Bleu Ltée", avec un capital de \$125,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac Bleu, en la paroisse de Saint-Hippolyte, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le quinze août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Claude Taxi Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept août 1951, constituant en corporation: Léo Ménard, Georges-Sylvio Lebeau, et Armand Lapointe, chauffeurs de taxi, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le transport de personnes, moyennant rémunération, par taxis, ou autres moyens de

"Buckingham Feldspar Limited", with a capital stock of \$150,000 divided into 100,000 common shares of a par value of \$1 each and 10,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Cap-Chat Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of August 1951, incorporating: Paul Emile Gagnon, Gilles Gagnon and J. Claude Gagnon, advocates, of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds as lumber manufacturer and merchant, under the name of "Cap-Chat Lumber Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap-Chat, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Château Bleu Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1951, incorporating: Oscar Larocque, hotel-keeper, Conrad Proulx, bourgeois, both domiciled at Lac Bleu, judicial district of Terrebonne, Raymond Lagacé general contractor, domiciled at L'Abord-à-Plouffe, and Jean Marien, chartered accountant, domiciled at Saint-Lambert, the two latter of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, for the purpose of operating the same, the hotel business known and operated under the name of "Château Bleu", at Lac Bleu, parish of Saint-Hippolyte, district of Terrebonne, under the name of "Château Bleu Ltée", with a capital stock of \$125,000, divided into 250 common shares of a value of \$500 each.

The head office of the company will be at Lac Bleu, parish of Saint-Hippolyte, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Claude Taxi Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1951, incorporating: Léo Ménard, Georges Sylvio Lebeau, and Armand Lapointe, taxi drivers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in transporting passengers, for remuneration, by taxi or other means of transportation

transport sur terre, à l'exception de chemin de fer, sous le nom de "Claude Taxi Limited", avec un capital de \$30,000 divisé en 30,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

**Club de Golf de Joliette Inc.
Joliette Golf & Country Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze août 1951, constituant en corporation: Jean Tellier, agent d'assurances, Jean Poitras, gérant, Raymond Marchand, vendeur, Georges Lepoutre, industriel, Louis-Philippe Laporte, médecin, Octave Gadoury, pharmacien, tous de Joliette, et Lorne Crabtree, industriel, de Crabtree Mills, tous du district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Maintenir et exploiter un ou plusieurs terrains de golf, de tennis, de curling ou d'autres sports de toute espèce, nature et description permis par la loi, sous le nom de "Club de Golf de Joliette Inc." — "Joliette Golf & Country Club Inc.", avec un capital de \$175,000 divisé en 150 actions ordinaires de \$500 chacune et en 200 actions privilégiées de \$500 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

**Comité de Secours et de Reconstruction
de Cap Chat Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un août 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Côté, commerçant, James Gordon Russell, industriel, et Édouard Keable, comptable, tous du village de Cap Chat, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Secourir et aider toutes les personnes qui ont été directement ou indirectement éprouvées par la conflagration de Cap Chat, sous le nom de "Comité de Secours et de Reconstruction de Cap Chat Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Cap Chat, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

**Comité du Monument Lavallée Routhier
Weir Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2,

on land, with the exception of railway, under the name of "Claude Taxi Limited", with a capital stock of \$30,000 divided into 30,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

**Club de Golf de Joliette Inc.
Joliette Golf & Country Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1951, incorporating: Jean Tellier, insurance agent Jean Poitras, manager, Raymond Marchand, salesman, Georges Lepoutre, industrialist, Louis Philippe Laporte, physician, Octave Gadoury, pharmacist, all of Joliette, and Lorne Crabtree, industrialist, of Crabtree Mills, all of the judicial district of Joliette, for the following purposes:

To maintain and operate one or more golf links, tennis courts, curling rinks and other premises for sports of any kind, nature or description permitted by Law, under the name of "Club de Golf de Joliette Inc." — "Joliette Golf & Country Club" Inc., with a capital stock of \$175,000 divided into 150 common shares of \$500 each and 200 preferred shares of \$500 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

**Comité de Secours et de Reconstruction
de Cap Chat Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Côté, trader, James Gordon Russell, industrialist, and Édouard Keable, accountant, all of the village of Cap Chat, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To assist and help all those who were directly or indirectly affected by the fire at Cap Chat, under the name of "Comité de Secours et de Reconstruction de Cap Chat Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Cap Chat, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

**Comité du Monument Lavallée Routhier
Weir Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter

chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf août 1951, constituant en corporation sans capital actions: Archambault Désy, amir de Montréal-Nord, Raoul Lavallée Duquette, musicien, L.-J.-N. Blanchet, publiciste, Félix Routhier Bertrand, musicien, Paul Massé, avocat, P.-E. Paquette, marchand quincaillier, tous cinq de la cité de Montréal, Aquilas Maynard, ex-maire, Chambly-Canton, Joseph Vary, propriétaire de l'aqueduc, de Saint-Ours-sur-Richelieu, pour les objets suivants:

S'occuper de faire connaître davantage les hauts faits historiques accomplis par Calixa Lavallée, Basile Routhier et Robert Stanley Weir; les moyens qui seront employés pour ce faire seront la parole, la plume, les actions collectives ou individuelles, sous le nom de "Comité du Monument Lavallée Routhier Weir Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Curly-Q Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix août 1951, constituant en corporation: Mœ Sandberg, marchand, Pearl Sandberg, ménagère, épouse séparée de biens de Mœ Sandberg, et Sylvia Sandberg, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et maintenir des restaurants, cafés, sous le nom de "Curly-Q Ltd", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Dufresne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec représenté par M. Alfred Morisset conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois août 1951, constituant en corporation: Georges Dufresne, peintre, J.-E. Prud'homme, commerçant, et Géraldine Soucy-Prud'homme, ménagère, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les fonctions d'entrepreneurs-peintres, sous le nom de "Dufresne Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

276, R.S.Q.: 1941, bearing date the ninth day of August, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Archambault Désy, mayor of Montreal-North, Raoul Lavallée Duquette, musician, L. J. N. Blanchet, publicist, Félix Routhier Bertrand, musician, Paul Massé, advocate, P. E. Paquette, hardware merchant, all five of the city of Montreal, Aquilas Maynard, ex-mayor, Chambly-Canton, Joseph Vary, water-works proprietor, of Saint-Ours-sur-Richelieu, for the following purposes:

To interest itself in making better known the historical doughty deeds accomplished by Calixa Lavallée, Basile Routhier and Robert Stanley Weir; the methods to be used for such purposes will be: by word, pen or collective or individual actions, under the name of "Comité du Monument Lavallée Routhier Weir Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Curly-Q Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1951, incorporating: Mœ Sandberg, merchant, Pearl Sandberg, housewife, wife separate as to property of Mœ Sandberg, and Sylvia Sandberg, clerk, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate and maintain restaurants, cafés, under the name of "Curly-Q Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Dufresne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of August, 1951, incorporating: Georges Dufresne, painter, J. E. Prud'homme, merchant, and Géraldine Soucy-Prud'homme, housewife, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of painting contractors, under the name of "Dufresne Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

E. H. Cerny Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix août 1951, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi du Roi Clarence Reuben Gross, avocat et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, vendeurs manufacturiers, de machineries nouvelles et anciennes, outillage, automobiles et accessoires d'automobiles, articles ferrugineux et non-ferrugineux neufs et usagés, accessoires de navigation et de plomberie neufs et usagés, sous le nom de "E. H. Cerny Co. Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1951.

L'Assistant-procureur général,

31058

L. DÉSILETS.

E. H. Cerny Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1951, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and King's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, and Sarah Miller, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes;

To carry on the business of importers, exporters, dealers, manufacturers of new and old machinery, equipment, automobiles and automobile supplies, new and used ferrous and non ferrous goods, new and used marine and plumbing supplies, under the name of "E. H. Cerny Co. Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,

31058-o

Deputy Attorney General.

Emile Hamel & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt août 1951, constituant en corporation: Rodolphe Roy, avocat, Léonce Lévesque, notaire, et J.-A. Dion, avocat, tous de Roberval, district de Roberval, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation d'omnibus, autobus, taxis-cabs, autocars, auto-camions, véhicules-moteurs ou autres moyens de transport publics ou privés, sous le nom de "Emile Hamel & Fils Limitée", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt août 1951.

L'Assistant-procureur général,

31058-o

L. DÉSILETS.

Emile Hamel & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of August, 1951, incorporating: Rodolphe Roy, advocate, Leonce Lévesque, notary, and J. A. Dion, advocate, all of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To operate omnibuses, autobuses, taxi-cabs, cars, motor trucks, motor vehicles or other means of transportation whether public or private, under the name of "Emile Hamel & Fils Limitée", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,

31058

Deputy Attorney General.

European General Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize août 1951, constituant en corporation: Gregory Charlap, avocat, Israel Schwarzbaum, ouvrier, et Henry Kalinowicz, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "European General Contractors Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1951.

L'Assistant-procureur général,

31058

L. DÉSILETS.

European General Contractors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1951, incorporating: Gregory Charlap, advocate, Israel Schwarzbaum, workman, and Henry Kalinowicz, merchant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "European General Contractors Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,

31058-o

Deputy Attorney General.

Geo-Explorers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Geo-Explorers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du neuf août 1951, constituant en corporation: Donald John Salt, géophysicien, John Craig McDonald, métallurgiste, tous deux de Noranda, Michael Paul Cuddihy, Conseil du Roi du Roi, de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire des examens géophysiques sur les propriétés minières ou sur tous autres propriétés dans le but de déterminer par des méthodes reconnues d'examen géophysique l'étendue de la zone minéralisée sur toute propriété déterminée, sous le nom de "Geo-Explorers Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 181, 3^{ème} avenue, dans la cité de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Georges Mansour Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juillet 1951, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de la cité de Westmount, Jack Lightstone, avocat et Yvonne Bélanger, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger un magasin de détail de marchandises sèches, et faire le commerce de vêtement, articles d'habillements et accessoires sous le nom de "Georges Mansour Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juillet 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

J. A. Duranceau Construction Ltée J. A. Duranceau Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1951, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Léo Davignon, comptable, de la cité de Montréal, et Jeanne Drouin, secrétaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire et exercer toutes ou aucune des opérations d'entrepreneurs-général, sous le nom de "J. A. Duranceau Construction Ltée" — "J. A. Duranceau Construction Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the ninth day of August, 1951, incorporating: Donald John Salt, geophysicist, John Craig McDonald, metallurgist, both of Noranda, and Michael Paul Cuddihy, King's Counsel, of Rouyn, all in the Judicial District of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To make geophysical examinations on mining properties or on any other properties for the purpose of determining by any of the known methods of geophysical examination the extent of mineralized areas on any given property, under the name of "Geo-Explorers Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at 181, 3rd Avenue, in the city of Noranda, Judicial District of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Georges Mansour Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1951, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of the City of Westmount, Jack Lightstone, advocate, and Yvonne Bélanger, secretary, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a retail dry goods store and deal in clothing, wearing apparel and accessories, under the name of "Georges Mansour Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of the par value of \$10, each and 2,000 common shares of the par value of \$10, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of July, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

J. A. Duranceau Construction Ltée J. A. Duranceau Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1951, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, of Longueuil, Léo Davignon, accountant, of the city of Montreal, and Jeanne Drouin, secretary, of Outremont, all of the judicial district of Montréal, for the following purposes:

To carry on and engage in all or any of the operations of general contractors, under the name of "J. A. Duranceau Construction Ltée" — "J. A. Duranceau Construction Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Jos. Laplume Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du treize août 1951, constituant en corporation: Jos. Laplume, plâtrier, de Montréal, Marcel Delisle, étudiant, de Montréal-Est, et Bernard Desjarlais, avocat, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de plâtrier;
Faire tout commerce connexe comme celui de lattage métallique ou bois; faire en général le commerce de construction de maisons résidentielles ou d'édifices commerciaux, sous le nom de "Jos. Laplume Limitée", avec un capital se \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1840 De Villiers, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Jos. Plamondon, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept août 1951, constituant en corporation: Jos. Plamondon, marchand, Maurice Plamondon, comptable, et Charles-Edouard Plamondon, ingénieur, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement comme grossiste et/ou détaillant, le commerce de marchand de chaussures, sous le nom de "Jos. Plamondon Inc.", avec un capital de \$150,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

**La Compagnie Provinciale d'Édition
et de Publication Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix août 1951, constituant en corporation: Jean Halin, publiciste, Jean Decelles, avocat, Réal Legris, avocat, tous trois des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, et Roger Pau, éditeur, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, éditeurs, publicistes de journaux, livres, revues, brochures, périodiques, circulaires, dans toutes les spécialités dudit commerce, sous le nom de "La Compagnie Provinciale d'Édition et de Publication Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Jos. Laplume Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1951, incorporating: Jos. Laplume, plasterer, of Montreal, Marcel Delisle, student, of Montreal-East, and Bernard Desjarlais, advocate, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plasterer;
To engage in any business connected therewith such as metallic or wooden lathing: To carry on generally the business of building residential houses or commercial buildings, under the name of "Jos. Laplume Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1840 De Villiers Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Jos. Plamondon, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1951, incorporating: Jos. Plamondon, merchant, Maurice Plamondon, accountant, and Charles Edouard Plamondon, engineer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally, as wholesaler and/or retailer, the business of dealer in footwear, under the name of "Jos. Plamondon, Inc.", with a capital stock of \$150,000 divided into 500 common shares of \$100 each, and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

**La Compagnie Provinciale d'Édition
et de Publication Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of August, 1951, incorporating: Jean Halin, publicist, Jean Decelles, advocate, Réal Legris, advocate, all three of the city and judicial district of Trois-Rivières, and Roger Pau, editor, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, publishers of newspapers, books, reviews, pamphlets periodicals, circulars, in all the specialties of said business, under the name of "La Compagnie Provinciale d'Édition et de Publication Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

L'Association des Entrepreneurs en revêtement de Murs et de Planchers Inc. — The Wall and Floor covering Contractors' Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize août 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Simon Cadieux, contracteur, Armand Perreault, Roméo Clairoux, J.-Louis Fontaine, contracteurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, et Lucie Bélanger, contracteur, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Veiller aux intérêts et à l'avancement de toutes les personnes engagées dans l'industrie du revêtement de murs et de planchers, sous le nom de "L'Association des Entrepreneurs en Revêtement de Murs et de Planchers Inc. — The Wall and Floor Covering Contractors' Association Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Le Peuple, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quinze août 1951, constituant en corporation: Pierre-Paul Blais, Paul Gros d'Aillon, journalistes, et Joseph Boulanger, employé-civil, tous de Montmagny, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Exploiter une imprimerie et effectuer tous genres de travaux d'impression, sous le nom de "Le Peuple, Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le quinze août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Les Immeubles St-Denis Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du sept août 1951, constituant en corporation Alexandre LaRue, administrateur, Henri-Paul Lemay, et Paul-Edouard Ross, avocats tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles St-Denis Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 950 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

L'Association des Entrepreneurs en revêtement de Murs et de Planchers Inc. — The Wall and Floor covering Contractors' Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of August, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Simon Cadieux, contractor, Armand Perreault, Roméo Clairoux, J. Louis Fontaine, contractors, all of the city and judicial district of Montreal, and Lucien Bélanger, contractor, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To see to the interests and advancement of everyone engaged in the trade of covering walls and floors, under the name of "L'Association des Entrepreneurs en Revêtement de Murs et de Planchers Inc. — The Wall and Floor Covering Contractors' Association Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Le Peuple, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of August, 1951, incorporating: Pierre Paul Blais, Paul Gros d'Aillon, journalists, and Joseph Boulanger, civil servant, all of Montmagny, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To operate a printing business and undertake all kinds of printing works, under the name of "Le Peuple, Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Les Immeubles St-Denis Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of August, 1951, incorporating: Alexandre LaRue, administrator, Henri Paul Lemay, and Paul Edouard Ross, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Le Immeubles St-Denis Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$5.00 each, and 950 preferred shares of a par value of 100. each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Lumber Trading Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patente en date du vingt août 1951, constituant en corporation: Gregory Charlap, avocat, Dame Zelma Schmechmann, marchande publique, épouse séparée de biens de Ben Baikowitz, dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité de Montréal, et Henry Fischer, marchand, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce comme marchands et négociants et comme manufacturiers d'accessoires et matériaux de construction de toutes sortes et descriptions, y compris le bois de construction, le bois de charpente, fournitures de construction, matériaux, peinture, vernis, quincailleries, accessoires et outillage de plomberie, sous le nom de "Lumber Trading Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Lyons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit août 1951, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Alva P. Boyd, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et A. Hyman Mettarlin, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtement, article d'habillement et accessoires; acheter, vendre et commercer des draps, taies d'oreillers et tous autres articles de fournitures de maison, sous le nom de "Lyons Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3022 rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du Bureau du Procureur général, le huit août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Magog Autobus Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux août 1951, constituant en corporation: Adélard Haman, rentier, de Sherbrooke, Armand

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Lumber Trading Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August, 1951, incorporating: Gregory Charlap, advocate, Dame Zelma Schemann, marchande publique, wife separate as to property of Ben Baikowitz, duly authorized by him for the purpose of these presents, both of the City of Montreal, and Henry Fischer, merchant, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the business of dealers in and with, and the manufacture of, building supplies and materials of all kinds and descriptions, including lumber, timber, construction supplies, materials, paints, varnished, hardware, plumbing supplies and equipment, under the name of "Lumber Trading Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100. each and 150 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Lyons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of August, 1951, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Alva P. Boyd, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and A. Hyman Mettarlin, notary, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel and accessories; to buy, sell and deal in sheets, pillow cases and all other articles of household furnishings, under the name of "Lyons Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100. each and 250 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at 3022 Masson Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Magog Autobus Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August 1951, incorporating: Adélard Haman, annuitant, of Sherbrooke, Armand

Haman, et Gabriel Haman, journalistes, tous deux de Magog, tous du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation d'autobus, véhicules ou autres moyens de transport, publics ou privés, de passagers ou marchandises, sous le nom de "Magog Autobus Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Marcoland Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-sept septembre 1951, constituant en corporation: Jean Monette, avocat, de Longueuil, Raymond Lachapelle, étudiant, et Cordélia Leclerc, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit: et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Marcoland Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

M. Bouziane & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept août 1951, constituant en corporation: Charles H. Desjardins, Edward C. Tannage, avocats, Jeannette Desjardins, sténographe, tous des cité judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou autrement faire le commerce de courroies d'épaules, rubans, spécialités et accessoires de lingerie, sous le nom de "M. Bouziane & Company Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Haman and Gabriel Haman, labourers, both of Magog, all of the judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To operate autobuses, vehicles, or other means of transportation whether public or private, for passengers or merchandise, under the name of "Magog Autobus Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Marcoland Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1951, incorporating: Jean Monette, advocate, of Longueuil, Raymond Lachapelle, student, and Cordélia Leclerc, stenographer, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Marcoland Mines Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000 divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

M. Bouziane & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of August, 1951, incorporating: Charles-H. Desjardins, Edward G. Tannage, advocates, Jeannette Desjardins, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and otherwise deal in shoulder straps, ribbons, lingerie specialties and accessories, under the name of "M. Bouziane & Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of August 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Mentana Cartage Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix août 1951, constituant en corporation: Paul Dostaler, commis, de la cité d'Outremont, Yvon Imbeault, camionneur, et Laurette Maher Vincent, entrepreneur en transport, épouse contractuellement séparée de biens de G.-A. Vincent, gérant, et dument autorisé par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement le négoce et commerce de transport;

Poursuivre les affaires d'entrepreneurs généraux en transport, sous le nom de "Mentana Cartage Incorporée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Mentana Cartage Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1951, incorporating: Paul Dostaler, clerk, of the city of Outremont, Yvon Imbeault, truckman, and Laurette Maher Vincent, transportation contractor, wife separate as to property of G.A. Vincent, manager, and duly authorized by him for the purposes hereof, the two latter of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general transportation business and industry:

To carry on business as general transportation contractors, under the name of "Mentana Cartage Incorporée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Model Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit juin 1951, constituant en corporation: Paul H. Levesque, avocat, Alcide Grenon, comptable, et Bella Bugeaud, sténographe, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre des bottes et chaussures, marchandises de cuir et accessoires, sous le nom de "Model Industries Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1951.

L'Assistant-procureur général,
21058 L. DÉSILETS.

Model Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of June, 1951, incorporating: Paul H. Levesque, advocate, Alcide Grenon, accountant, and Bella Bugeaud, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell boots and shoes, leather goods and accessories, under the name of "Model Industries Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Montclair Securities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix août 1951, constituant en corporation: Pauline Cabana, Cordélia Leclerc et Isabelle Lemay, sténographes, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et exploiter le négoce de valeurs comme principal ou agent, publier des bulletins financiers sous formes de circulaires, des journaux, revues ou toutes autres formes de publications, sous le nom de "Montclair Securities Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Montclair Securities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of August, 1951, incorporating: Pauline Cabana, Cordélia Leclerc and Isabelle Lemay, stenographers, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal and trade in and with securities as principal or agent, to publish financial information under forms of circulars, newspapers magazines or under all other forms of publication, under the name of "Montclair Securities Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 15,000 common shares of \$1, each and 50 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Montmagny Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt août 1951, constituant en corporation: Lavery Sirois, notaire Evangeline Boutin, comptable, et Madeleine Bernier, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général de tous véhicules, automobiles, camions, tracteurs, de pièces et accessoires d'iceux, d'opérer un ou des garages, sous le nom de "Montmagny Automobiles Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune, et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le vingt août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Montmagny Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of August, 1951, incorporating: Lavery Sirois, notary, Evangeline Boutin, accountant, and Madeleine Bernier, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal generally in all kinds of vehicles, automobiles, trucks, tractors, and the parts and accessories for same: to operate one or more garages, under the name of "Montmagny Automobiles Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Mount Bruno Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du six août 1951, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Léo Davignon, comptable, de la cité de Montréal, et Jeanne Drouin, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de "Mount Bruno Holding Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Mount Bruno Holding Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of August, 1951, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, of Longueuil, Léo Davignon, accountant, of the city of Montreal, and Jeanne Drouin, secretary, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Mount Bruno Holding Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of \$10. each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Nassau Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six août 1951, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, Samuel Greenblatt, avocat, Sonya Schneyer et Anne Zifkin, secrétaires, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la construction dans toutes ses formes et spécialités, sous le nom de "Nassau Construction Company", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Nassau Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1951, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, Samuel Greenblatt, advocate, Sonya Schneyer and Anne Zifkin, secretaries, all three of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business, in every manner and form, of construction, under the name of "Nassau Construction Company", with a capital stock of \$10,000. divided into 100 common shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

North End Builders Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix août 1951, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi du Roi, Clarence Reuben Gross, avocat et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces, négoce et activités de fabricants, manufacturiers, vendeurs, exportateurs et négociants de toutes sortes de matériaux de construction et accessoires d'entrepreneurs, sous le nom de "North End Builders Supply Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Novel Knitting Mills Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize août 1951, constituant en corporation: Jean Drapeau, avocat, Rita Dufresne et Aline Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, fabriquer, importer, exporter, vendre, acheter la laine, la soie, le coton, le nylon, le rayon et tous les tissus actuellement connus et utilisés, sous le nom de "Novel Knitting Mills Co. Limited", avec un capital de \$65,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 550 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

**Plomberie des Deux Montagnes Inc.
Two Mountains Plumbing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du treize août 1951, constituant en corporation: Donat Gauthier, maître-plombier, des cité et district judiciaire de Montréal, André Lacroix, vendeur, et Ulric Lemay, maître-plombier, tous deux de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Sujet à la loi des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec (13 Geo VI, chap 109), exploiter l'industrie et faire le commerce sous toutes les formes comme entrepreneurs en plomberie et chauffage, sous le nom de "Plomberie des Deux Montagnes Inc." — "Two Mount-

North End Builders Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of August, 1951, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and King's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, and Sarah Miller, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses, trades and activities of makers, manufacturers, sellers, exporters and dealers in, and with every kind of building materials and contractors supplies, under the name of "North End Builders Supply Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of the par value of \$100, each and 100 common shares of the par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Novel Knitting Mills Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276 R.S.Q. 1951, bearing date the sixteenth day of August, 1951, incorporating: Jean Drapeau, advocate, Rita Dufresne and Aline Dufresne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, make, import, export, sell, purchase, wool, silk, cotton, nylon, rayon, and all fabrics actually known and used, under the name of "Novel Knitting Mills Co. Limited", with a capital stock of \$65,000, divided into 100 common shares of \$100 each, and 550 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

**Plomberie des Deux Montagnes Inc.
Two Mountains Plumbing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of August, 1951, incorporating: Donat Gauthier, master plumber, of the city and judicial district of Montreal, André Lacroix, salesman, and Ulric Lemay, master plumber, both of Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

Subject to the Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec Act (13 Geo VI, chap. 109), to carry on the trade and business in all lines of same as plumbing and heating contractors, under the name of "Plomberie des Deux Montagnes Inc." — "The Mountains Plum-

ains Plumbing Inc.", avec un capital de \$3,000. divisé en 300 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Provincial Advertising Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept août 1951, constituant en corporation: Charles Meerte, marchand, Lucy Ceminara, ménagère, épouse séparée de biens de Peter Lamberdici, et Joseph Albert Budyk, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'échange d'affiches pour location et distribution et échanger des affiches publicitaires de toutes sortes et acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce général d'affiches de toute description, sous le nom de "Provincial Advertising Service Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Sharon Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du six août 1951, constituant en corporation: Léon Crestohl, avocat, et Conseil en Loi du Roi, Max Crestohl, avocat et Abraham H. Crestohl, gérant, tous de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeuble et de porte-feuille pour fins de placement sous le nom de "Sharon Investment Corporation", avec un capital de \$75,000 divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Ste-Sophie Lumber Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-sept août 1951, constituant en corporation: Isaac Albert, Joseph Goodz, marchands de bois de construction et Katie Albert, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph Goodz et dûment autorisée par lui, tous de Ste-Sophie de la Corne, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

bing Inc.", with a capital stock of \$3,000 divided into 300 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Provincial Advertising Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of August, 1951, incorporating: Charles Meerte, merchant, Lucy Cerminara, housewife, wife separate as to property of Peter Lamberdici, and Joseph Albert Budyk, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a poster exchange, for rental distribution and exchange of advertising posters of all kinds and to buy, sell manufacture and deal generally in posters of every description, under the name of "Provincial Advertising Service Limited", with a capital stock of \$20,000. divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Sharon Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1951, incorporating: Léon Crestohl, advocate and Kings Counsel, Max Crestohl, advocate, and Abraham H. Crestohl, manager, all of the City of Outremont, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate holding company for investment purposes: under the name of "Sharon Investment Corporation", with a capital stock of \$75,000. divided into 7,500 common shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney general this sixth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Ste-Sophie Lumber Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth day of August, 1951, incorporating: Isaac Albert, Joseph Goodz, lumber merchants, and Katie Albert, wife contractually separated as to property from the said Joseph Goodz and duly authorized by him, all of Ste-Sophie de la Corne, Judicial District of Terrebonne, for the following purposes:

Exercer le commerce de marchands de bois de charpente, bois et matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de "Ste-Sophie Lumber Company Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Sophie-de-la-Corne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept août 1951.

L'Assistant-procureur général,

31058

L. DÉSILETS.

Exercise the trade of dealer in timber, lumber and building materials of all kinds, under the name of "Ste-Sophie Lumber Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Ste-Sophie-de-la-Corne, in the Judicial District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS.

31058-o

Deputy Attorney General.

Toledo Biscuits Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize août 1951, constituant en corporation: Gilles Filion, avocat, de la cité d'Outremont, Pauline Cabana, sténographe, Isabelle Lemay, sténographe, toutes deux de la cité de Montréal, et Rose-Aimée Poudrette, sténographe, de Boucherville, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de pâtisseries, de confiseurs et de manufacturiers de biscuits, sous le nom de "Toledo Biscuits Ltée", avec un capital de \$150,000 divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la Municipalité de Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1951.

L'Assistant-procureur général,

31058-o

L. DÉSILETS.

Toledo Biscuits Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1951, incorporating: Gilles Filion, advocate, of the city of Outremont, Pauline Cabana, stenographer, Isabelle Lemay, stenographer, both of the city of Montreal, and Rose-Aimée Poudrette, stenographer, of Boucherville, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, wholesale and retail, the business of pastry-cooks, confectioners, and biscuit manufacturers, under the name of "Toledo Biscuits Ltée", with a capital stock of \$150,000 divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the Municipality of Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS.

31058

Deputy Attorney General.

Tracadie Investment Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du treize août 1951, constituant en corporation: André Poirier, notaire, Jude Gratton, comptable, et Françoise Dallaire, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de contrôle, sous le nom de "Tracadie Investment Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 5,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1951.

L'Assistant-procureur général,

31058-o

L. DÉSILETS.

Tracadie Investment Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of August, 1951, incorporating: André Poirier, notary, Jude Gratton, accountant, and Françoise Dallaire, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding company, under the name of "Tracadie Investment Ltd."

The capital stock of the company is divided into 5,000 shares having no par or nominal value and the amount of capital with which the company will commence its operations is \$25,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1951.

L. DÉSILETS.

31058

Deputy Attorney General.

Vallée et Compagnie Limitée Vallée and Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un août 1951, constituant en corporation: Joseph-Henri-Marion Dion, gérant, Blanche Plante, commis, et William Gagné, rentier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Vallée et Compagnie Limitée Vallée and Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1951, incorporating: Joseph Henri Marion Dion, manager, Blanche Plante, clerk, and William Gagné, annuitant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exploiter le commerce de parties et accessoires de véhicules de toutes sortes, sous le nom de "Vallée et Compagnie Limitée" — "Vallée and Company Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

To deal in parts and accessories for vehicles of all kinds, under the name of "Vallée et Compagnie Limitée" — "Vallée and Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Weston School Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept août 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Harry Heward Stikeman, avocat, de Westmount, George Ross Arnott, gérant de bureau et Eunice Charlotte Bancroft, comptable agréé, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal.

Établir et diriger un pensionnat et un externat du jour, ou écoles sous le nom de "Weston School Incorporated",

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à 18 Avenue Severn, cité de Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058 L. DÉSILETS.

Weston School Incorporated

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of August, 1951, incorporating without share capital: Harry Heward Stikeman, advocate, of Westmount, George Ross Arnott, office manager, and Eunice Charlotte Bancroft, chartered accountant, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To establish and carry on a residential and day school or schools, under the name of "Weston School Incorporated",

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the Corporation will be at 18 Severn Avenue, in the City of Westmount, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058-o Deputy Attorney General.

Z. OTIS & Fils Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un août 1951, constituant en corporation: Zénon Otis, marchand, Robert Otis et Rodolphe Otis, commis, tous de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer en général et dans toutes ses spécialités le commerce d'épicerie, grains, tabacs, fruits, légumes, en gros et en détail, sous le nom de "Z. Otis & Fils Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31058-o L. DÉSILETS.

Z. OTIS & Fils Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of August, 1951, incorporating: Zénon Otis, merchant, Robert Otis and Rodolphe Otis, clerks, all of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on generally and in all the specialties thereof, the grocery business, deal in grain, tobacco, fruit, vegetables, wholesale and retail, under the name of "Z. Otis & Fils Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each,

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31058 Deputy Attorney General.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 17 octobre 1951 et présentés avant le 28 novembre 1951, les pétitions introductives de bills privés devront être présen-

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 17th October, 1951 and introduced before the 28th November, 1951, petitions for the introduction of private

tées avant le 17 novembre 1951, et reçues avant le 22 novembre 1951, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 12 décembre 1951.

Québec, le 16 août 1951.

30719-33-12-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

bills must be presented before the 17th November, 1951, and received before the 22nd November, 1951, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 12th December, 1951.

Quebec, August 16, 1951.

30719-33-12-o ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "Les Frères Mineurs Capucins de Québec" s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la modification de la loi les constituant en corporation, savoir: la loi 3, Édouard VII, chapitre 126, (1903), telle que modifiée par la loi 17, Geo. V, chapitre 109, aux fins d'augmenter le pouvoir de posséder des biens mobiliers et immobiliers en cette Province, de préciser les pouvoirs de la corporation et de son conseil d'administration, et autres fins.

Québec, le 14 septembre 1951.

30947-38-4-o Le Procureur des Requérants,
JEAN RÉMILLARD.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Frederick Francis Myson, mouleur de la Ville de St-Laurent, près de Montreal, Qué., s'adressera, par bill privé, à la législature de Québec à sa prochaine session, a fin de changer son nom de famille, ainsi que celle de ses enfants, de Myson à Griggs.

Cowansville, Qué., le 6 Septembre 1951.

30904-37-4-o Le Procureur du Requérant,
W. F. BOWLES. C.R.

VILLE DE TERREBONNE

Avis est par les présentes donné par la Ville de Terrebonne, qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- Pouvoir d'emprunt.
- Construire et exploiter des édifices publics.
- Autorisation à déboursier les montants nécessaires pour publicité.
- Prohiber et réglementer les cirques ambulants.
- Changer les limites des quartiers électoraux.
- Pouvoir de réglementer et taxer les boîtes téléphoniques.
- Prohiber les jeux de bagatelle et autres de même nature.
- Réglementer le stationnement, limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis.
- Changer les heures de votation pour les élections municipales.
- Payer une indemnité aux membres du conseil.
- Réglementer la construction.
- Contribuer aux déboursés de la commission industrielle.

Montréal, le 7 septembre 1951.

30905-37-4-o Le Procureur de la Ville de Terrebonne,
FRS. FAUTEUX.

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Les Frères Mineurs Capucins de Québec" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to amend its charter, the Act 3 Edward VII, ch. 126 (1903), as amended by the Act 17, Geo. V, ch. 109, in order to increase its right to possess moveables and immoveables within this Province, morefully the time the powers of the Corporation and of its administration Council and other purposes.

Quebec, this September 14, 1951.

30947-38-4-o JEAN RÉMILLARD,
Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Frederick Francis Myson, moulder of the Town of St Laurent, near Montreal, Que., will apply, by private bill, to the Legislature of Quebec, at its next session, to change his name and that of his children from Myson to Griggs.

Cowansville, Que., September 6th, 1951.

30904-37-4-o W. F. BOWLES. K.C.
Attorney for Petitioner.

TOWN OF TERREBONNE

Notice is hereby given that the Town of Terrebonne will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments on its charter on the following matters:

- Power to borrow.
- Build and operate public buildings.
- Authorization to disburse necessary amounts for publicity purposes.
- Prohibit and regulate circus.
- Change electoral districts.
- Regulate and impose telephone boots.
- Prohibit hazard games or "bagatelles" and other of similar nature.
- Regulate the parking, limit the number of permits and impose taxes on auto-taxis.
- Change hours of votation for municipal elections.
- Pay an indemnity to the members of the council.
- Regulate the constructions.
- Contribute to the disbursements of Industrial Commission.

Montreal, September 7th, 1951.

30905-37-4-o FRS. FAUTEUX,
Attorney for the Town, of Terrebonne.

AVIS PUBLIC

Amendements à la Charte de la Cité

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1. Exploiter l'Auditorium Municipal;
2. Obtenir le droit d'emprunter pour exécuter certains travaux municipaux et pour la construction et l'aménagement d'un incinérateur;
3. Payer une pension annuelle au Recorder de la Cité;
4. Fixer l'indemnité des membres du Conseil de la Cité.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P.Q., ce 13e jour de septembre 1951.

30919-37-4-o

Le Procureur de la Cité,
FRS. FAUTEUX, C.R.

PUBLIC NOTICE

Amendments to the City Charter

Notice is hereby given by the City of Verdun that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, to obtain amendments to its charter on the following matters:

1. To operate the Municipal Auditorium;
2. To obtain the right to borrow for the construction of certain municipal works and to construct and equip and incinerator;
3. To pay an annual pension to the Recorder of the City;
4. To fix the indemnity of the members of the City Council.

Given at the City Hall, Verdun, P.Q., this 13th of September 1951.

30919-37-4-o

FRS. FAUTEUX, K.C.,
City Solicitor.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Dame Eugénie De Grandpré, de la cité de Montréal, veuve d'Arthur De Grandpré, et M. Charles-Auguste De Grandpré, contre-maître, de la paroisse de Berthier, comté de Berthier, tous deux exécuteurs-testamentaires de feu Joseph De Grandpré, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre le lot N° 575 du cadastre de la paroisse de St-Cuthbert, délaissé par le dit Joseph De Grandpré.

Berthierville, le 14 septembre 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
30948-38-4-o J. D. GIROUX.

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Eugénie De Grandpré, of the City of Montreal, widow, of Arthur De Grandpré, and M. Charles-Auguste De Grandpré, foreman of the parish of Berthier, county of Berthier, both testamentary executors of the late Joseph De Grandpré, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to obtain authorization to sell lot No. 575 of the cadastre for the parish of St-Cuthbert, left by the said Joseph De Grandpré.

Berthierville, September 14, 1951.

J. D. GIROUX,
30948-38-4 Attorney for the Petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné, que les Syndics de la paroisse de Saint-Jean de Brébeuf et ses Compagnons Martyrs, de Roberval, présenteront à la prochaine Législature de Québec une pétition introductive d'un bill privé, par lequel ils demanderont à la Législature de Québec de passer un bill ou une loi modifiant les pouvoirs, qui leur sont accordés par la loi des paroisses et des Fabriques, relativement à la confection et modification des rôles d'évaluation et de cotisation, en tout ou en partie, et la mise en vente par l'autorité municipale, à défaut de paiement, et du retrait des propriétés après la vente.

Saint-Jean de Brébeuf et ses Compagnons Martyrs, 15 septembre 1951.

Les Syndics de Saint-Jean de Brébeuf
et ses Compagnons Martyrs,
Par le Président,
ALP. BINET,
Par le Secrétaire-trésorier,
30953-38-4-o J. A. THIBAUT.

NOTICE

Notice is hereby given that the Trustees of the Parish of Saint-Jean de Brébeuf et ses Compagnons Martyrs, of Roberval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by a petition introducing a private bill whereby they will request the Legislature of Quebec to pass a bill or act amending the powers conferred on them by the Parish and Fabrique Act, respecting the compiling and modification of the valuation and assessment rolls, in whole or in part, and the sale by the municipal authority, for non-payment, and the redemption of properties after the sale.

Saint-Jean de Brébeuf et ses Compagnons Martyrs, September 15, 1951.

The Trustees of Saint-Jean de Brébeuf
et ses Compagnons Martyrs,
Per ALP. BINET,
President.
Per J. A. THIBAUT,
30953-38-4 Secretary-Treasurer.

AVIS PUBLIC

Prenez avis que Joseph Edgar André Tanguay dit Adjutor Huot, mécanicien de la Cité de Québec, s'adressera à la Législature Provinciale à sa prochaine session pour obtenir le changement de son nom en Adjutor Huot.

Québec, le 18 septembre 1951.

Vraie copie.
Les Procureurs du pétitionnaire,
30956-38-4-o DORION, DORION & FORTIN.

PUBLIC NOTICE

Notice is given that Joseph Edgar André Tanguay dit Adjutor Huot, mechanic, of the city of Quebec, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for the passing of an Act changing his name into that of Adjutor Huot.

Quebec, September 18, 1951.

True copy.
DORION, DORION & FORTIN,
30956-38-4 Attorneys for petitioner.

Province of Québec
VILLE DE STE-THÉRÈSE

(COMTÉ DE TERREBONNE)

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Ste-Thérèse s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de refondre sa charte 7 Georges V chapitre 73 et de demander certains pouvoirs spéciaux. Ste-Thérèse, le 17 septembre 1951.

Les Procureurs
de la Ville de Ste-Thérèse,
LAJEUNESSE & LACHANCE.

30955-38-4-o

Province of Quebec

TOWN OF ST. THÉRÈSE
(COUNTY OF TERREBONNE)

Public notice is hereby given that the Town of St. Therese will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session to obtain the passing of an act for the purposes of consolidating its charter, 7 Georges V chapter 73, and to obtain certain special powers. St. Therese, September 17th, 1951.

LAJEUNESSE & LACHANCE,
Attorneys
of the Town of St. Therese.

30955-38-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Sir Frederick Carson, Chevalier, l'honorable Wilfrid Bovey, membre du conseil législatif, Léo W. Vé-zina, exécutif, et autres, tous des district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant les requérants et leurs successeurs en office, en corporation sous le nom de "Reddy General Hospital", et octroyant à la dite corporation les droits et pouvoirs dont elle a besoin aux fins d'opérer, administrer et développer son hôpital général avec service de médecine, de chirurgie, d'obstétrique, d'orthopédie et de pharmacie, dispensaires, laboratoires, cliniques d'expérimentation et de recherches scientifiques, maison de gardes-malades, quartier de médecins et école de gardes-malades étudiantes et post-graduées.

Montréal, le 19 septembre 1951.

Le Procureur des Pétitionnaires,
L. M. BLOOMFIELD.

30977-38-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Sir Frederick Carson, Knight, The Honourable Wilfrid Bovey, Member of the Legislative Council, Leo W. Vé-zina, gentleman and others, all of the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act incorporating the said petitioners as a corporation under the name "Reddy General Hospital" and granting the said corporation, the rights and powers which it requires to operate, administer and develop its general hospital, with medical, surgical, obstetric, orthopaedic services, dispensaries, clinics and laboratories for scientific research and experimentation, nurses' residence, doctors' quarters and student and post-graduate nurses' school.

Montreal, September 19th, 1951.

L. M. BLOOMFIELD,
Attorney for Petitioners.

30977-38-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Corporation des Sœurs de Ste-Croix et des Sept Douleurs, s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour demander que les conditions énumérées dans un acte de donation passé le 26 février 1908, entre Mlles Philomène et Elise Desmarchais et la Corporation des Sœurs de Ste-Croix et des Sept Douleurs, par Me C. S. Tassé, notaire, sous le numéro 2205 de ses Minutes, enregistré à la Division d'enregistrement de Montréal, le 14 mars 1908, sous le numéro 143096, soient annulées; la requérante demandera d'être déclarée propriétaire absolue des immeubles faisant la base de l'acte de donation plus haut mentionné.

Montréal, le 19 septembre 1951.

Les Procureurs de la requérante,
PATENAUE, PATENAUE, TRAHAN & HODGE.

30978-38-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that "La Corporation des Sœurs de Ste-Croix et des Sept Douleurs" will apply to the Legislature of Quebec at its next session, in order to have annulled the conditions mentioned in a Deed of donation dated February 26th, 1908, between Philomène and Elise Desmarchais and "La Corporation des Sœurs de Ste-Croix et des Sept Douleurs", executed before C. S. Tassé, notary public, under number 2205 of his Minutes, and registered in the registration division of Montreal on the 14th of March 1908, under number 143096; the Petitioner will ask that it be declared the absolute owner of the immovables mentioned in the deed of donation hereinabove mentioned.

Montreal, September 19th, 1951.

PATENAUE, PATENAUE, TRAHAN & HODGE,
Attorneys for Petitioner.

30978-38-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Ville de Beauceville-Est présentera à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé par laquelle elle demandera à la Législature de Québec de passer un bill ou loi pour amender sa charte, la loi 20 Georges V, chapitre 121, de la façon suivante:

1° Abolir l'article 26 de ladite charte au sujet des emprunts sur billets, et remettre en vigueur, pour la Ville, l'article 604 de la Loi des Cités et Villes;

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Beauceville-East will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, by a petition introducing a private bill whereby it will request from the Legislature of Quebec the passing of a Bill or Act to amend its charter, the act 20 Georges V, chapter 121, as follows:

1. To repeal section 26 of its charter relating to loans by means of notes, and to restore, for the Town, section 604 of Cities and Towns Act;

2° Exempter de la taxe de locataire, les locataires ou occupants d'usines ou manufactures;

3° Avoir le pouvoir de construire ou acquérir pour des fins municipales ou industrielles un ou des immeubles dont le coût ne devra pas dépasser cent mille dollars; vendre ou louer cesdits immeubles; emprunter pour fins une somme n'excédant pas cent mille dollars;

4° Obtenir des pouvoirs spéciaux pour les agents de la paix dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et la sécurité publique.

Beauceville-Est, ce 24 septembre 1951.

Le Procureur des Requérants,

31019-39-4-o

DOMINIQUE VÉZINA.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Denis Pérusse, de Québec, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser la Chambre des Notaires à l'admettre à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire, après examens.

Québec, le 18 septembre 1951.

Le Procureur du requérant,

VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.,

31021-39-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes, donné que la Corporation du Canton Langelier, (La Croche) et les commissaires d'Ecoles de la Municipalité Scolaire de La Croche s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi ratifiant le règlement n° 30 de la corporation du Canton Langelier, et une résolution en date du 4 juillet 1951, des commissaires d'Ecoles de la Municipalité Scolaire de La Croche, concernant l'évaluation municipale des biens imposables possédés par la Shawinigan Water & Power Co. dans la Municipalité du Canton Langelier.

La Croche, 20 septembre 1951.

Le Président des Commissaires d'Écoles,

CAMILLE RICARD.

Le Secrétaire des Commissaires d'Écoles,

XAVIER HAMEL.

Le Maire,

LÉONCE TREMBLAY.

Le Secrétaire,

XAVIER HAMEL.

31020-39-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par la présente donné que la Corporation de la Ville d'Asbestos fera une demande à la prochaine session de la législature de la province de Québec pour obtenir certains pouvoirs additionnels non prévus par la Loi des cités et villes, savoir: devenir la Cité d'Asbestos; avoir une indemnité pécuniaire pour le maire et les échevins; définir certaines nuisances; contribuer en faveur de ses employés à un système d'assurance maladie et d'hospitalisation; établir un fonds de roulement de \$50,000.00; définir le droit de taxation et de perception de taxes prévus par l'article 527 de la Loi des cités et villes; autoriser une dépense de \$5,000.00 pour fins publicitaires et une dépense de \$5,000.00 pour fins d'embellissement et pour obliger le conseil à établir un budget à chaque année.

Asbestos, 25 septembre, 1951.

Les Procureurs de la ville d'Asbestos,

31041-39-4-o

LANGLAIS & LANGLAIS.

2. To exempt from tenants taxes, the tenants or occupants of shops or manufactures;

3. To have the power of acquiring or erecting one or more immovables to be used for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed one hundred thousand dollars; of selling or renting these immovables; and of borrowing for these purposes a sum not exceeding one hundred thousand dollars;

4. To obtain special powers for the police officer in cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic or public safety.

Beauceville-East, September 24th, 1951.

DOMINIQUE VÉZINA,

Attorney for the Petitioners.

31019-39-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Denis Pérusse, of Québec, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of an act to authorize the Board of Notaries to admit him to the study and practise of the notarial profession, after examination.

Québec, September 18th, 1951.

VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.,

Attorney for the Petitioner.

31021-39-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that La Corporation du Canton Langelier (La Croche) and the School Commissioners for the Municipality of La Croche, will apply to the Legislature of Québec, at its next session to pass an act to ratify the by-law number 30 of the corporation of township Langelier and a resolution dated July 4th 1951, of the School Commissioners for the Municipality of La Croche, regarding the municipal valuation of the taxable properties owned by the Shawinigan Water & Power Co. in the Municipality of the township Langelier.

La Croche, September 20th, 1951.

President of School Commissioners,

CAMILLE RICARD.

Secretary of School Commissioners,

XAVIER HAMEL.

LÉONCE TREMBLAY,

Mayor.

XAVIER HAMEL,

Secretary.

31020-39-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation of the Town of Abestos will apply, at the next session of the Québec Legislature, for some additional rights not provided for The Cities and Towns Act, to wit: become the City of Abestos; establish a pecuniary indemnity for the Mayor and aldermen; determine certain nuisances; take out in favor of its employees, health and hospitalization insurance; establish a working fund in the amount of \$50,000.00 determine the right to impose and collect taxes in conformity with article 527 of The Cities and Towns Act; authorize expenditures in the amount of \$5,000.00 for publicity purposes and \$5,000.00 for adornment purposes and bind the council to adopt a budget every year.

Asbestos, September 25, 1951.

LANGLAIS & LANGLAIS,

Attorneys for the Town of Abestos

31041-39-4-o

Canada, Province de Québec,
District de Terrebonne

AVIS DE PRÉSENTATION DE BIL

Avis est par le présent donné que les Commissaires d'Ecoles pour la municipalité de la ville de Terrebonne, dans les comté et district de Terrebonne, s'adresseront à la prochaine session de la Législature de Québec, pour présenter un bill permettant de prélever une taxe d'éducation de un pour cent étant donné que les revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles.

Le Procureur des Commissaires
d'Ecoles de la ville de Terrebonne.
31022-39-4-o LUCIEN THINEL.

AVIS

Avis est donné par MM. J.-Alphonse Cimon, industriel, Paul Vallerand, actuaire, Euclide Archambault, administrateur, Rolland Bastien, notaire, Adolphe Famelart, comptable, Lucien Sylvestre, médecin, Arsène Ménard, industriel, Emile Boiteau, notaire, Yves-Benoist Morin, psychologue, Bernard Gareau, administrateur, Gilles Duplessis, architecte, directeurs de l'Union du Commerce, vont demander à la prochaine session de la Législature de Québec, qu'une compagnie d'assurance-vie soit incorporée, ayant le pouvoir d'effectuer des opérations d'assurance et de réassurance sur la personne, de faire des contrats d'annuité de rente et de capitulation et aussi le pouvoir d'acquiescer l'actif et d'assumer le passif et les obligations de l'Union du Commerce, sous le nom en français de "Union du Commerce, compagnie d'assurance-vie" et sous le nom en anglais de "Union of Commerce, Mutual Life Assurance Company", et qu'en conséquence soit abrogée la loi 1 George V (1910) chapitre 87, constituant l'Union du Commerce en société de secours mutuels.

Montréal, le 20 septembre 1951.

PHILIPPE FERLAND, C.R.
10 est, St-Jacques, ch. 62,
Montréal. 31023-39-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Magog s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi I Edouard VIII, chap. 7 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1. Modifier dans la charte la description du territoire de la Cité de Magog;
2. Payer une indemnité additionnelle aux membres du Conseil;
3. Pour obliger les locataires à donner un avis de déménagement;
4. Pour emprunter à certaines conditions une somme maximum de \$25,000.00 pour payer certaines dépenses résultant des annexions;
5. Pour octroyer des deniers aux communautés religieuses ou hôpitaux;
6. Pour amender les règlements de construction ou de zonage ou les abroger sans les formalités requises;
7. Pour corriger à certaines conditions les erreurs au rôle d'évaluation après son homologation;

Et pour autres fins.

Magog, ce 25 septembre 1951.
Le Procureur de la Cité de Magog,
31044-39-4-o YVES FOREST.

Canada, Province of Quebec,
District of Terrebonne

NOTICE OF PRESENTATION OF A BILL

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the Town of Terrebonne, in the county and district of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act permitting the levying of a one per cent education tax, due to the fact that the revenues are insufficient to meet the requirements of their schools.

LUCIEN THINEL, advocate,
Attorney for the School Commissioners
of the Town of Terrebonne.
31022-39-4

NOTICE

Notice is hereby given by Messrs. J. Alphonse Cimon, industrialist, Paul Vallerand, actuary, Euclide Archambault, executive, Rolland Bastien, notary, Adolphe Famelart, accountant, Lucien Sylvestre, physician, Arsène Ménard, industrialist, Emile Boiteau, notary, Yves-Benoist Morin, psychologist, Bernard Gareau, executive, Gilles Duplessis, architect, directors of the "Union du Commerce", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the incorporation of a mutual life insurance company, with power to engage in the business of insurance and reinsurance on the person, to enter into contracts for annuities and capitalization and also the power to acquire the assets and assume the liabilities and obligations of the Union du Commerce, under the French name of "Union du Commerce, compagnie mutuelle d'assurance-vie", and under the English name of "Union of Commerce, Mutual Life Assurance Company", and that consequently the Act 1 George V (1910) chapter 87, incorporating the Union du Commerce into a mutual benefit association be repealed.

Montreal, September 20, 1951.

PHILIPPE FERLAND, K.C.
10 St. James Street East, Room 62,
Montreal. 31023-39-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Magog will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act I Edward VIII, Chap. 7 and the several statutes amending same, for the following purposes:

1. To amend, in the Charter, the description of the territory of the City of Magog;
2. To pay an additional indemnity to the members of the Council;
3. To oblige tenants to give a notice before moving;
4. To borrow, on certain conditions, a maximum amount of \$25,000 to pay certain expenses resulting from annexations;
5. To grant sums of money to religious communities or hospitals;
6. To amend the building and zoning by-laws and repeal same without the required formalities;
7. To correct, under certain conditions, errors in the valuation roll after its homologation;

And for other purposes.

Magog, September 25, 1951.
YVES FOREST,
31044-39-4 Attorney for the City of Magog.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, que la Cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi I George VI, chapitre 105, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1. Être déclarée propriétaire d'une lisière de terrain de 40 pieds de largeur, s'étendant de l'avenue Robertson à l'avenue Woodward, et comprise entre les lots 28-64 et 65, du côté est, et les lots 69, 71, 72, 73 et 74 du côté ouest, sur le cadastre officiel pour le Quartier est, de la cité de Sherbrooke, sauf et excepté la partie dudit terrain qui aurait pu être déclarée propriété de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke en vertu d'une possession trentenaire.

2. Amender l'article 525 de la loi des Cités et Villes et pour autres fins.

Sherbrooke, ce 22ième jour de septembre, 1951.

Le Procureur de la Requête, ALBERT RIVARD,

31032-39-4-o

ALBERT RIVARD.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité d'Arvida, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, (16 Geo. V. chap. 78), afin de pourvoir à l'élection du Maire par les contribuables, à accorder une rémunération ou compensation aux membres du Conseil, et autres objets connexes.

Les Procureurs de la Requête,

31043-39-4-o T. McNICOLL & H. BERNATCHEY

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act I, George VI, chapter 105, and the various statutes amending it, for the following matters:

1. To be declared proprietor of a certain tract of land 40 feet in width extending from Robertson Avenue to Woodward Avenue, between lots Nos. 28-64 and 65 on the east side and lots Nos. 69, 71, 72, 73 and 74 on the west side; as appears on the cadastral plan and book of reference for the East Ward in the city of Sherbrooke; to be excepted therefrom, the portion of said land which has been declared the Hotel Dieu's property according to a thirty years possession;

2. To amend article 525 of the Cities and Towns Act and for other purposes.

Sherbrooke, September 22nd, 1951.

ALBERT RIVARD,

City Attorney.

31032-39-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Arvida will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a Act amending its charter (16 Geo. V. chap. 78) in order to provide for the election of the Mayor by the taxpayers, the granting of a remuneration, or compensation, to the members of the Council, and for other purposes connected therewith.

T. McNICOLL & H. BERNATCHEY

31043-39-4 Attorneys for the Petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Frederick Augustus Koettlitz, agent d'assurance, et son épouse Catherine Grace Ewing Driver et leurs enfants, Thomas Ernest Koettlitz, agent acheteur, Robert Arthur Koettlitz et Margaret Anne Sherley Koettlitz tous deux étudiants et tous domiciliés au numéro 1083, rue de Montigny, Sillery, et Helen Virginia Koettlitz Barret épouse de Walter Alexander Barret de Lachine, district de Montréal, Province de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille de Koettlitz en celui de Blackadder.

Québec, ce 28 septembre 1951

Les Procureurs des requérants.

31080-40-4-o ALLEYN, LABRÈQUE et BERNIER.

NOTICE

Notice is hereby given that Frederick Augustus Koettlitz, insurance agent, and his wife, Catherine Grace Ewing Driver, and their children, Thomas Ernest Koettlitz, purchasing agent, Robert Arthur Koettlitz and Margaret Ann Sherley Koettlitz, both students and all domiciled at no: 1083 De Montigny, Sillery, and Helen Virginia Koettlitz Barret, wife of Walter Alexander Barret of Lachine, district of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an act changing their family name from Koettlitz to Blackadder.

Quebec, this 28th day of September 1951.

ALLEYN, LABRÈQUE et BERNIER,

3080-40-4-o Attorneys for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, que La Corporation de la Cité du Cap de la Madeleine, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins suivantes:

a) Ratifier l'emprunt au montant de \$35,000.00 autorisé en vertu du règlement 289 pour les fêtes du Troisième Centenaire;

b) Ratifier l'emprunt fait par la Cité du Cap de la Madeleine des argentés nécessaires pour la construction d'un égout collecteur pour le nouvel Hôpital Cloutier;

c) Modifier le partage de la taxe de vente perçue dans les Cités des Trois-Rivières et du Cap de la Madeleine en vertu de l'article 6 George VI, chapitre 76;

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Cap de la Madeleine, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the following purposes:

a) To ratify the loan for the amount of \$35,000 authorized under By-law 289 for the tercentenary festival (fêtes du Troisième Centenaire);

b) To ratify the loan made by the City of Cap de la Madeleine of money required for the building of a main sewer for the new Cloutier Hospital;

c) To amend the division of the sales tax collected in the cities of Trois-Rivières and Cap de la Madeleine in virtue of the Act 6 George VI, chapter 76;

d) Autoriser la Cité du Cap de la Madeleine à créer un fonds industriel ne devant pas dépasser la somme de \$125,000.00;

e) Modifier le salaire du maire et des échevins;

f) Et pour toutes autres fins.

Cap de la Madeleine, ce 24 septembre 1951.

Le Procureur de la Cité du

Cap de la Madeleine,

LÉON MÉTHOT.

31081-40-4-o

d) To authorize the City of Cap de la Madeleine to create an industrial fund not exceeding the amount of \$125,000.

e) To amend the salary of the mayor and aldermen;

f) And for other purposes.

Cap de la Madeleine, September 24, 1951.

LEON MÉTHOT,

Attorney for the City of

Cap de la Madeleine.

31081-40-4

Avis public est par les présentes donné que la cité de Granby s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi amendement sa charte, La Loi 7, George V, chapitre 70 et amendements, aux fins suivantes:

1° Obtenir la propriété de l'assiette des rues de la cité jusqu'à date;

2° Imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent;

3° Obtenir la permission de faire des règlements de construction et de les amender sans referendum

4° Diviser la cité de Granby en huit quartiers et augmenter le nombre des échevins à huit:

5° Payer les frais de représentation pour le maire et les échevins;

6° Obtenir le pouvoir de faire des octrois pour les œuvres sociales et religieuses;

7° Donner le droit de vote aux Société Coopératives.

Granby: 26 septembre 1951.

Le Procureur et agent des requérants.

31082-40-4-o GÉRARD NORMANDIN, C.R.

Public notice is hereby given that the City of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the amendment of its charter, 7 George V, chapter 70 and amendments, for the following purposes:

1. Give the City the ownership of all lands use up to-day as public streets;

2. To impose a sale tax of two per cent in the limits of the City;

3. Obtain the permission to make construction by-law and amend such by-law without referendum;

4. Divide the City of Granby in eight wards and increase to eight the number of the aldermen;

5. Pay entertainment expenses to the mayor and the aldermen;

6. Obtain the power to grant money to assist social or religious associations;

7. To permit Cooperatives Syndicates the right to vote.

Granby: September 26th, 1951.

GÉRARD NORMANDIN, K.F.,

31082-40-4-o Attorney and agent for Petitioners.

Avis public est donné que la "Federation of Jewish Philanthropies of Montreal" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi dans le but de changer son nom en celui de "Federation of Jewish Community Services of Montreal" et étendre ses pouvoirs corporatifs.

Montréal, 29 septembre 1951.

Les Procureurs de "Federation of

Jewish Philanthropies of Montreal,

31091-40-4 SPERBER, GOLD & LAPIN.

Public notice is hereby given that the "Federation of Jewish Philanthropies of Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an act to change its name to "Federation of Jewish Community Services of Montreal" and to extend its corporate powers.

Montreal, September 29th, 1951.

SPERBER, GOLD & LAPIN,

Attorneys for the "Federation of

31091-40-4-o Jewish Philanthropies of Montreal

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné que Alfred Leduc, industriel de Westmount, s'adressera aux corps législatifs de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi concernant la propriété d'une partie des actions de la compagnie E. et A. Leduc Limitée, et autres fins.

Québec, le 1er octobre 1951.

Le Petitionnaire,
ALFRED LEDUC.

31088-40-4-o

Notice is hereby given that Alfred Leduc, industrial of Westmount, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of an act concerning the property of a part of shares of the company E. et A. Leduc Limitée, and other purposes.

Quebec, October 1st, 1951.

ALFRED LEDUC,
The petitioner.

31088-40-4-o

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Ecoles pour la ville de Montmagny, dans le comté de Montmagny, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi aux fins d'imposer une taxe de vente de 1%, conformément à la loi, dans les limites de la ville de Montmagny.

Montmagny, 1er octobre, 1951.

Le Procureur des Commissaires d'Ecoles

pour la ville de Montmagny,

31097-40-4-o JOSEPH MARTINEAU.

Notice is hereby given that the School Commissioners for the town of Montmagny, in the county of Montmagny, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of levying a sale tax of 1% according to law within the limits of the town of Montmagny.

Montmagny, October 1st., 1951.

JOSEPH MARTINEAU,

Attorney for the School Commissioners

31097-40-4-o for the town of Montmagny.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Municipalité scolaire catholique de Bedford, comté de Missisquoi, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre, libre de toute condition, certains lots et bâtisses y dessus érigées acquies par donation et portant les numéros 1871 et 1872 du cadastre du Canton de Stanbridge, nonobstant l'obligation créée par ledit acte de donation de n'utiliser lesdits lots que pour fins éducationnelles seulement.

Farnham, le 1er octobre, 1951.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
31096-40-4-o GÉRARD ALLY.

NOTICE

Notice is hereby given that the Catholic School Commission of Bedford, Missisquoi County, will apply to the Legislature of the Province, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of securing authorization to sell, free of any condition, certain lots and buildings thereon erected acquired by deed of gift, bearing cadastral numbers 1871 and 1872 of the Township of Stanbridge, notwithstanding the obligation created by said deed of gift to use said lots for educational purposes only.

Farnham, October 1st, 1951.

GÉRARD ALLY,
31096-40-4-o Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Julien Chouinard, de la cité et du district de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après examen et autres fins.

Québec, ce 20 septembre 1951.

Le Procureur du requérant,
31122-40-4-o GUY HUDON.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Julien Chouinard, of the City and District of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to demand the adoption of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit the said Julien Chouinard to the practice of the legal profession after examination and for other purposes.

Québec, September 20th, 1951.

GUY HUDON,
31122-40-4-o Attorney for the Petitioner.

CITÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la Cité de Rivière-du-Loup demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 1 Geo. V, ch. 56, telle qu'amendée par 9 Geo. V, ch. 100, 13 Geo. VI, ch. 87 et 14 Geo. VI, ch. 95, aux fins suivantes:

1° Pour pouvoir décréter par règlement qu'une rémunération annuelle n'excédant pas \$1,500, soit allouée au maire, et qu'une rémunération annuelle n'excédant pas \$750, soit allouée à chaque échevin de la Cité;

2° Pour abroger l'article de la charte enlevant le droit de vote aux locataires qui n'ont pas payé leurs taxes;

3° Pour fixer le coût des services d'aqueduc et d'égouts fournis par la cité aux propriétaires et locataires et percevoir le prix de ces services des propriétaires seulement;

4° Pour décréter, par règlement, que la taxe imposée sur les locataires sera perçue des propriétaires;

5° Pour imposer et prélever sur tout habitant et tout chambreur du sexe masculin ou féminin ayant des revenus ou un salaire de \$600, et plus une taxe annuelle n'excédant pas \$10., et faire des règlements pour définir le mot "chambreur";

6° Pour obliger tout chef de famille, maître de pension, hôtelier, propriétaire d'une maison de pension, dans les limites de la cité, de donner chaque année, dans les dix jours après que demande lui en sera faite par le secrétaire-trésorier, une liste des noms de personnes habitant avec lui dans sa maison d'habitation, hôtel, maison de pension, le nom de leur employeur et l'endroit où ces personnes travaillent;

7° Pour obliger tout employeur, toute personne propriétaire ou en charge d'une manufacture, d'un moulin, d'un magasin, d'un bureau ou

CITY OF RIVIÈRE-DU-LOUP

NOTICE OF APPLICATION

Notice is hereby given that the City of Rivière-du-Loup will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 1 George V, chap. 56, as amended by 9 George V, chap. 100, 13 George VI, chap. 87 and 14 George VI, chap. 95, for the following purposes:

1. To be empowered to enact, by by-law, that an annual remuneration not exceeding \$1,500 be granted to the mayor, and that an annual remuneration not exceeding \$750 be granted to each alderman of the City;

2. To repeal the section of the charter withdrawing the right to vote from tenants who have not paid their taxes.

3. To fix the cost of water works and sewerage services supplied by the city to owners and tenants and to collect the charges for these said service from the proprietors only;

4. To enact, by by-law, that the tax levied on tenants be collected by the proprietors;

5. To impose and levy on every inhabitant and every roomer, whether male or female, having a revenue or salary of \$600 or more, an annual tax not exceeding \$10 and to make by-laws to define the word "roomer";

6. To oblige every head of a family, boarding-house keeper, hotel-keeper, owner of a rooming-house, within the city's limits, to give, every year, within the ten days following the request for same from the Secretary-Treasurer, a list of the names of the persons living in his house, habitation hotel, boarding-house, the name of their employer and where they work;

7. To oblige every employer, every person whether owner or in charge of a factory, mill, store, office or other place of employment, within

autre place d'emploi, dans les limites de la cité, de fournir au secrétaire-trésorier de la cité, dans les dix jours après que demande lui en sera faite par ce dernier, une liste donnant les noms, adresses et salaires de tous ses employés;

8° Pour obliger tout habitant majeur, du sexe masculin ou féminin, résidant dans les limites de la cité depuis au moins six mois, qui ne reçoit aucun salaire, mais touche des revenus, quels qu'ils soient, de \$600. et plus et qui ne paye aucune autre taxe à la cité, à fournir au secrétaire-trésorier de la cité, lorsqu'il en sera requis, une déclaration de son nom, son adresse et du montant de ses revenus, ne devant toutefois pas être considérées comme tels les allocations aux mères nécessiteuses, les allocations familiales, les pensions aux vétérans, aux vieillards et toute autre somme versée par le gouvernement fédéral ou provincial qui n'est pas du salaire;

9° Pour pouvoir emprunter annuellement, par règlement qui ne requiert pas d'autres formalités que l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission municipale de Québec, une somme n'excédant pas cinquante mille dollars pour travaux permanents urgents et autres dépenses urgentes;

10° Pour pouvoir, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales ou industrielles, dont le coût toutefois ne devra pas dépasser cent mille dollars, que la cité pourra vendre ou louer aux conditions qu'elle déterminera pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, et que le prix de la location ne soit pas moindre que trois et demi pour cent d'intérêt par année, et emprunter à cette fin une somme n'excédant pas cent mille dollars, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et le Ministre des Affaires Municipales, sans nécessité de soumettre tel règlement à l'approbation des électeurs propriétaires.

Rivière-du-Loup, ce troisième jour d'octobre 1951.

Le Procureur de la Cité
de Rivière-du-Loup,
HORACE CIMON.

31119-40-4

the limits of the city, to forward to the Secretary-Treasurer of the City, within ten days after request from the latter be made, a list giving the names, addresses and wages of all his employees.

8. To oblige every inhabitant of the age of majority, whether male or female, residing within the limits of the city for at least six months, who receives no salary, but who has revenues, whatsoever amounting to \$600 or more and who pays no other tax to the city, to forward to the Secretary-Treasurer of the City, when requested to do so, a declaration giving his or her name, his or her address and the amount of the said revenues; however, the Needy Mothers Allowance, Family Allowance, veterans' pensions, Old Age Pensions and any other amounts from the Federal or Provincial Government, not considered as wages, shall not be included in the above;

9. To be empowered to borrow annually, by by-law, requiring no other formalities than the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, an amount not exceeding fifty thousand dollars for permanent urgent works and other urgent expenditures;

10. To be empowered, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, to acquire, build and maintain one or more immovables to serve, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, the cost of which shall, however, not exceed one hundred thousand dollars, that the city may sell or lease same under such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immovables, and that the rental be not less than three and one half per cent of the annual interest, and to borrow, for such purpose, an amount not exceeding one hundred thousand dollars, by by-law, approved by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, without the necessity of submitting the said by-law to the approval of the voting proprietors.

Rivière-du-Loup, this third day of October, 1951.

HORACE CIMON,
Attorney for the City
of Rivière-du-Loup.

31119-40-4

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 305,572. Dame Jeanne Laurin, épouse commune en biens de Léopold Roussin, vendeur de gazoline, tous deux de la ville de Rigaud, comté de Vaudreuil, district de Montréal, demanderesse vs Léopold Roussin, vendeur de gazoline, des mêmes lieux, défendeur.

Prenez avis que dame Jeanne Laurin, épouse de Léopold Roussin, vendeur de gazoline, de la ville de Rigaud, comté de Vaudreuil, district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, ce 29 septembre 1951.

Les Procureurs de la demanderesse,
GUÉRIN, GODIN & PINARD.

31062-o

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, No. 305,572, Superior Court, Dame Jeanne Laurin, wife common as to property of Leopold Roussin, gasolene dealer, both of Rigaud, Vaudreuil County, District of Montreal, plaintiff vs Léopold Roussin, gasolene dealer, of the same place, defendant.

Take notice that dame Jeanne Laurin, wife of Leopold Roussin, gasolene dealer, of Rigaud, Vaudreuil County, district of Montreal, has instituted against her husband an action in separation as to property.

Montreal, September 29, 1951.

GUÉRIN, GODIN & PINARD,
Attorneys for the Plaintiff.

31062-o

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 3729. Madeleine Gagné, de la cité de Granby, district de Bedford, épouse contractuellement commune en biens de Marcel Meunier, marchand, de la cité de Granby,

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 3729. Madeleine Gagné, of the city of Granby, district of Bedford, wife common as to property by marriage contract, of Marcel Meunier, merchant, of the city of Gran-

district de Bedford, demanderesse, vs Ledit Marcel Meunier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 25 mai 1951.

Sweetsburg, 25 Mai 1951.

Les Protonotaires de la Cour Supérieure,

DESRANLEAU & BOURASSA.

Le Procureur de la demanderesse,

JEAN GOYETTE, C.R. 31085-0

by, district of Bedford, plaintiff; vs the said Marcel Meunier, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on the 25th of May, 1951.

Sweetsburg, May 25, 1951.

DESRANLEAU & BOURASSA,

Prothonotaries of the Superior Court.

JEAN GOYETTE, K.C.,

Attorney for plaintiff.

31085

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour supérieure, N° 21,917. Dame Rita Veilleux, ménagère, épouse de Ronaldo Bolduc, cultivateur de Ste-Rose, Cté Dorchester, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

St-Joseph-de-Beauce, 26 septembre 1951.

Le Procureur de la demanderesse,

31063-0 ANTOINE LACOURCIERE.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, No. 21,917. Dame Rita Veilleux, house-keeper, wife of Ronaldo Bolduc, farmer of St-Rose, Co Dorchester, has taken an action against her husband for separation as to property.

St. Joseph of Beauce, September 26, 1951.

ANTOINE LACOURCIERE,

31063-0 Attorney for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1072

Québec le 27 septembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville et un rayon de trois (3) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 3011 du 6 novembre 1941, amendé par les arrêtés numéros 895 du 15 avril 1942, 889 et 3895 des 3 avril et 23 décembre 1943, 3224 du 17 août 1945, 2851 du 17 juillet 1946, 615-A du 10 avril 1947, 549-B, 1078-A et 1674-A des 22 avril, 12 août et 10 décembre 1948 et 604-C du 14 juin 1951, à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 juillet 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 3011, soit modifié comme suit:

1° L'article II est remplacé par le suivant:

"II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend la cité de St-Jean et la ville d'Iberville et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites, ainsi que les villes de Farnham, Cowansville, Bedford et le village de Sweetsburg et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites."

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1072

Québec, September 27, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the city of St. John and the town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the city of St. John and the town of Iberville and a radius of three (3) miles from their limits rendered obligatory by the decree number 3011 of November 6, 1941, and amended by Orders No. 895 of April 15, 1942, 889 and 3895 of April 3 and December 23, 1943, 3224 of August 17, 1945, 2851 of July 17, 1946, 615-A of April 10, 1947, 549-B 1078-A and 1674-A of April 22, August 12 and December 10, 1948, 604-C of June 14, 1951, for the purpose of amending the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 28, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 3011, be amended as follows:

1. Section II is replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree includes the city of St. John and the town of Iberville and the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits, as well as the towns of Farnham, Cowansville, Bedford and the village of Sweetsburg and the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits."

2° Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"III. *Duration of work:* Les heures de travail sont les suivantes pour toutes les catégories de salariés:

a) Dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites:

Le lundi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le mardi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le mercredi: de 9.00 a.m. à midi;

Le jeudi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le vendredi: samedi et veilles de fête chômées: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Nonobstant les dispositions précécentes, la durée du travail est de 9.00 a.m. à 9.00 p.m. les deux jours précédant les veilles de Noël et du Premier de l'An.

b) Dans les villes de Farnham, Cowansville, Bedford et le village de Sweetsburg et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites:

Farnham:

Le lundi, aucun travail n'est exécuté, excepté pendant les semaines où il y a une fête chômée le mardi;

Les mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Toutefois, la durée du travail est de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.; les deux jours précédant la veille de Noël.

Le tout formant un total de cinquante-et-une (51) heures.

Cowansville et Sweetsburg:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi, excepté pendant les semaines où il y a une fête chômée le mardi;

Les mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les vendredi, samedi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le tout formant un total de cinquante-six (56) heures.

Bedford:

Le lundi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Les mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.30 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 12.30 p.m. excepté pendant les semaines où il y a une fête chômée le jeudi;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le tout formant un total de soixante-heures et demie (60½).

c) Les fêtes chômées, c'est-à-dire les jours où il n'y a pas de travail, sont les suivants: Les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, le Jour d'Action de Grâce et la fête du Travail."

3. Au paragraphe "a" de l'article V,

i. Les dispositions suivantes sont ajoutées avant l'échelle des prix minima des services:

"Dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville et un rayon de trois (3) milles de leurs limites."

ii. Une nouvelle échelle des prix minima des services est ajoutée comme suit:

"Dans les villes de Farnham, Cowansville, Bedford, et le village de Sweetsburg et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites:

Barbe \$0.35
Cheveux pour adultes des deux sexes 0.60

2. Subsection "a", "b" and "c" of section III are replaced by the following:

"III. *Duration of work:* The hours of work shall be as follows for all categories of employees:

a) In the city of St. John's and the town of Iberville and the territory comprised in a radius of three (3) milles from their limits:

Monday: 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Tuesday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday: 9.00 a.m. to 12.00 noon.

Thursday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Notwithstanding the foregoing provisions, the duration of work is distributed between 9.00 a.m. and 9.00 p.m. on the two days before Christmas and New Year's Day.

b) In the towns of Farnham, Cowansville, Bedford and the village of Sweetsburg and the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits:

Farnham:

Monday, no work except in weeks where Tuesday is a holiday.

Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

However, the duration of work is distributed between 8.00 a.m. and 9.00 p.m. on the two days before Christmas eve.

The whole making a total of fifty-one (51) hours.

Cowansville and Sweetsburg:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 noon, except the weeks where Tuesday is a holiday.

Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

The whole making a total of fifty six (56) hours.

Bedford:

Monday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 8.30 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.30 p.m. except in weeks where Thursday is a holiday.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

The whole making a total of sixty and a half (60½) hours.

c) The holidays, that is, the days where no work is to be performed, shall be as follows: Sundays, New Years' Day, Epiphany, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Thanksgiving Day and Labour Day."

3. In subsection "a" of section V.

i. The following provisions are added before the scale of minimum prices of services:

"In the city of St. John and the town of Iberville, and a radius of three (3) miles from their limits."

ii. A new scales of minimum prices of services is added as follows:

"In the towns of Farnham, Cowansville, Bedford and the village of Sweetsburg, and the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits:

Shave \$0.35
Haircut for adults, male and female 0.60

Cheveux pour enfants des deux sexes de moins de seize (16) ans;		Haircut, for children, male and female, under sixteen (16) years of age:	
les lundi, mardi, mercredi et jeudi.	0.40	Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.40
les vendredi, samedi et veilles de fête chômée.	0.50	Friday, Saturday and holiday eves.	0.50
Flambage des cheveux.	0.25	Singeing of the hair.	0.25
Shampooing ordinaire.	0.50	Ordinary shampoo.	0.50
Shampooing à l'huile spéciale.	0.75	Special oil shampoo.	0.75
Massage au vibreur, citron et rose.	0.50	Vibrator massage, lemon and "rose".	0.50
Massage lotion.	0.30	Massage lotion.	0.30
Lotion.	0.35	Lotion.	0.35
Lotion ordinaire.	0.30	Ordinary lotion.	0.30
Tonique Pivert, Gallet et Pinaud.	0.35	Pivert, Gallet and Pinaud tonic.	0.35
Rasage du cou.	0.15	Neckshave.	0.15
Aiguisage des ciseaux.	0.25	Scissors sharpening.	0.25
Aiguisage des rasoirs.	0.50	Razor setting.	0.50
Massage au Boncilla.	0.75	Boncilla massage.	0.75
Massage noir à la glaise.	1.00	Mudpack.	1.00
Coupe de cheveux à domicile.	1.00	Haircut at home.	1.00
Rasage à domicile.	1.00	Shave at home.	1.00
4. L'article V-A est abrogé (Document "A" annexé à l'arrêté)		4. Section V-A is deleted. (Document "A" annexed to the order)	
A. MORISSET, 31114-0 Greffier du Conseil Exécutif.		A. MORISSET, 31114-o Clerk of the Executive Council.	

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1072

Québec, le 27 septembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les villes de Farnham, Cowansville, Bedford, le village de Sweetsburg et un rayon d'un (1) mille de leurs limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2686 du 9 octobre 1941, amendé par les arrêtés numéros 3576 du 24 décembre 1942, 98 du 11 janvier 1945, 272 et 4456 des 17 janvier et 31 octobre 1946, 493-B du 21 mars 1947, 69-D et 1763-A des 22 janvier et 23 décembre 1948, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans les villes de Farnham, Cowansville, Bedford, le village de Sweetsburg et un rayon d'un (1) mille de leurs limites, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
31114-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1072

Québec, le 27 septembre 1951

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amen-

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1072

Quebec, September 27, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the towns of Farnham, Cowansville, Bedford, the village of Sweetsburg and a radius of one (1) mile from their limits.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 2686 of October 9, 1941, amended by Orders No. 3576 of December 24, 1942, 98 of January 11, 1945, 272 and 4456 of January 17 and October 31, 1946, 493-B of March 21, 1947, 69-D and 1763-A of January 22 and December 23, 1948, relating to the barber and hairdressing trades in the towns of Farnham, Cowansville, Bedford, the village of Sweetsburg and a radius of one (1) mile from their limits, be annulled and repealed for all purposes of the law.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,
31114-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1072

Quebec, September 27, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments),

dements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941, amendé par les arrêtés en conseil numéros 2873, 3010 et 3127 des 30 octobre, 6 et 19 novembre 1941, 1902 et 2992 des 30 juillet et 5 novembre 1942, 152 du 22 janvier 1943, 3821 du 12 octobre 1944, 234 du 18 janvier 1945, 1019, 1663 et 5064 des 21 mars, 10 mai et 18 décembre 1946, 493-C, 689-D, 917-A, 1622-B, 1729-C et 1883-C des 21 mars, 30 avril, 4 juin, 2 et 23 octobre et 12 novembre 1947, 69-B et 656-A des 22 janvier et 13 mai 1948, 814-A et 814-B du 12 mai 1949, 554-A, 973-A et 1368-A des 17 mai, 30 août et 14 décembre 1950, 230-B et 604-A des 7 mars et 14 juin 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 août 1951;

ATTENDU que "Le Syndicat national catholique de Charlevoix-Est", partie contractante de première part, a également présenté au Ministre du Travail une requête l'avisant que son nom corporatif a été changé en celui de "Le Syndicat des Métiers de la Construction de Charlevoix" et le priant de faire approuver la modification rendue nécessaire dans ledit décret, par suite de ce changement;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 juillet 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées dans ces deux requêtes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1743, soit modifié comme suit:

1° "Le Syndicat des Métiers de la Construction de Charlevoix" est substitué comme partie contractante de première part au "Syndicat National Catholique de Charlevoix-Est".

2° Le mot "Saint-Félicien" est ajouté après le mot "Racine", apparaissant à l'article II dans l'alinéa intitulé "Zone I".

3° A l'article II, l'alinéa intitulé "Zone III-A" est remplacé par le suivant:

"Zone III-A: Les comtés de Chicoutimi, Roberval et Lac St-Jean, à l'exception des parties de ces comtés mentionnées et comprises dans la zone I, lorsqu'il s'agit de travaux destinés à l'exploitation des pouvoirs d'eau, à l'aménagement d'établissements industriels, ou à la défense nationale et pourvu que le coût de tels travaux, salaires et matériaux compris, excède \$150,000.00." (Document "C" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

31114-0

Greffier du Conseil Exécutif.

the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay, rendered obligatory by the decree number 1743 of July 11, 1941, and amended by Orders No. 2873, 3010 and 3127 of October 30, November 6 and 19, 1941, 1902 and 2992 of July 30 and November 5, 1942, 152 of January 22, 1943, 3821 of October 12, 1944, 234 of January 18, 1945, 1019, 1663 and 5064 of March 21, May 10 and December 18, 1946, 493-C, 689-D, 917-A, 1662-B, 1729-C and 1883-C of March 21, April 30, June 4, October 2 and 23 November 12, 1947, 69-B and 656-A of January 22 and May 13, 1948, 814-A and 814-B of May 12, 1949, 554-A, 973-A and 1368-A of May 17, August 30 and December 14, 1950, 230-B and 604-A of March 7 and June 14, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 11, 1951;

WHEREAS "Le Syndicat national catholique de Charlevoix-Est", contracting party of the first part, has also submitted to the Minister of Labour a request in which it informs him that its corporate name has been changed for "Le Syndicat des Métiers de la Construction de Charlevoix" and begs him to have the decree amended as a result of the change;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 28, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the amendments proposed in these two requests;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

1. "Le Syndicat des Métiers de la Construction de Charlevoix" is substituted, as contracting party of the first part, for the "Syndicat national catholique de Charlevoix-Est".

2. The words "St. Félicien" are added after the word "Racine" mentioned in paragraph headed "Zone I", section II.

3. In section II, the paragraph headed "Zone III-A" is replaced by the following:

"Zone III-A: The counties of Chicoutimi, Roberval and Lake St. John, with the exception of the parts of these counties mentioned and included in zone I, in the case of hydraulic power operations, industrial establishments construction and national defence works and providing the cost thereof exceeds \$150,000.00, including wages and material."

(Document "C" annexed to the order).

A. MORISSET,

31114-0

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné qu'à son assemblée régulière du 5 septembre 1951, le Conseil de la Ville de Roxboro a adopté une résolution décidant en principe de changer la date des élections et que dans un délai de 30 jours à compter de la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette*

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that, at its regular meeting, held on September 5, 1951, the council of the Town of Roxboro adopted a resolution laying down the principle that the date of elections be changed and that within a delay of 30 days from the last insertion of the present notice

officielle de Québec, la Ville de Roxboro s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour fixer au premier jour juridique de juillet la date des élections municipales.

Daté à Montréal, ce 6ième jour de septembre 1951.

30917-37-4-o Le Secrétaire-trésorier,
JEAN FILION

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 27 septembre 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "La Corporation des Peintres de la Province de Québec", dont la formation a été autorisée le six avril 1937, avec siège social à Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 septembre 1951.

31059-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 27 septembre 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Association des Electriciens", dont la formation avait été autorisée le 17 mai 1941, avec son siège social à Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28 septembre 1951.

31059-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jean des Piles", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 septembre 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jean-des Piles, comté de Laviolette.

31064-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI

in the Quebec Official Gazette the Town of Roxboro will apply to the Lieutenant-Governor in Council to fix to the first juridical day of July, the date of the Municipal elections.

Dated at Montreal, this sixth day of September, 1951.

30917-37-4 JEAN FILION,
Secretary Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given, pursuant to the provisions of section 20a, of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary, under date of September 27, 1951, has enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "La Corporation des Peintres de la Province de Québec" the formation whereof was authorized on the sixth of April, 1937, with corporate set at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary September 28, 1951.

31059 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary, under date of September 27, 1951, has enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "L'Association des Electriciens" the formation whereof was authorized on May 17, 1941, with its corporate seat at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary September 28, 1951.

31059 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Jean des Piles" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 18, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Jean-des Piles, county of Laviolette.

31064 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

KRESS & OWEN COMPANY OF CANADA, LIMITED

Extraits des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie Kress & Owen Company of Canada, Limited tenue au siège social de la compagnie, à 286 ouest, rue St-Paul, Montréal, P.Q., le 6 septembre 1951, à 10 heures du matin.

Attendu qu'en vertu des lettres patentes de la compagnie, le siège social a été situé et fixé en la cité de Montréal;

KRESS & OWEN COMPANY OF CANADA, LIMITED

Extracts from the Minutes of a Meeting of the Board of Directors of Kress and Owen Company of Canada, Limited, held at the Head Office of the Company at 286 St. Paul St. W., Montreal, P.Q., on the 6th day of September, 1951, at 10:00 o'clock of the forenoon.

WHEREAS in virtue of the Letters Patent of the Company, the Head Office has been situated and located at the City of Montreal;

Attendu qu'il est désirable que le siège social de la compagnie soit transporté de la cité de Montréal à la cité de Verdun;

En conséquence, qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement spécial "A" de la compagnie ce qui suit:

Règlement spécial "A"

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Verdun, dans la province de Québec.

Certifié vraie copie du règlement spécial "A" passé lors d'une assemblée des directeurs de la compagnie Kress & Owen Company of Canada, Limited tenue au siège social de la compagnie, en la cité de Montréal, P.Q., le 6 septembre 1951.

Daté à Montréal, P.Q., le 12 septembre 1951.

(Sceau) Le Président,
ALFRED M. OWEN.
Le Secrétaire,
E. M. WENTWORTH.

31067

MARCOLAND MINES LTD.
(No Personal Liability)

Qu'il soit décrété comme règlement N° 6 de la Compagnie, comme suit:

"Que le nombre des directeurs de la Compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à sept."

Copie conforme du règlement N° 6 de Marcoland Mines Ltd. (N.P.L.), adopté par les directeurs à leur assemblée du 18 septembre 1951, et approuvé par tous les actionnaires présents à l'assemblée spéciale générale des actionnaires tenue le 18 septembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN MONETTE.

31069-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, le règlement spécial "B" de "The Julian C. Smith Memorial Fund Corporation", tel qu'adopté lors d'une assemblée générale spéciale tenue le 26 juillet 1951, a été approuvé par l'Honorable Secrétaire de la Province le 25 septembre 1951, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par la Loi 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 septembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31075

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Re: SYNDICAT NATIONAL CATHOLIQUE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION.

Avis est donné que, dans les cinquième et sixième lignes de l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, no 25, du 23 juin 1951, à la page 1812, concernant le "Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction", les mots "constitué comme tel le 17 janvier 1935, avec siège social à Saint-Hyacinthe" doivent être retranchés.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 27 septembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31089-o

WHEREAS it is desirable that the Head Office of the Company be changed from the City of Montreal to the City of Verdun;

Now, therefore, be it and it is hereby enacted as special by-law "A" of the Company, as follows:

Special By-Law "A"

The Head Office of the Company shall be at the City of Verdun in the Province of Quebec.

Certified to be a true copy of Special By-Law "A" passed at a Meeting of the Directors of Kress and Owen Company of Canada, Limited, held at the Head Office of the Company, at the City of Montreal, P.Q., on the 6th day of September, 1951.

Dated at Montreal, P.Q., this 12th day of September, 1951.

(Seal) ALFRED M. LOWEN,
President.
E. M. WENTWORTH,
Secretary.

31067-o

MARCOLAND MINES LTD.
(No Personal Liability)

Be it enacted as By-law No. 6 of the Company as follows:

"That the number of Directors of the Company be and it is hereby increased from three to seven."

Certified true copy of By-law No. 6 of Marcoland Mines Ltd. (N. P. L.), enacted by the directors on the 18th of September, 1951, and sanctioned and ratified by all the shareholders on the same day.

JEAN MONETTE,
Secretary-Treasurer.

31069-o

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, Special By-Law "B" of "The Julian C. Smith Memorial Fund Corporation", as adopted at a special general meeting held on July 26, 1951, was approved by the Honourable the Provincial Secretary on September 25th, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as amended by the Act 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31075-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Re: SYNDICAT NATIONAL CATHOLIQUE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION.

Notice is given that, in the sixth and seventh lines of the notice published in the *Quebec Official Gazette*, No. 25, of the 23rd of June, 1951, on page 1812, concerning the "Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction", the words "incorporated as such on January 17, 1935, with corporate seat at Saint-Hyacinthe" are deleted.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31089

PROVOST AUTO ELECTRIC LIMITÉE

"Il est stipulé par le règlement no 34 que le nombre des directeurs composant le bureau de direction de "Provost Auto Electric Limitée", soit augmenté de trois (3) à sept (7) directeurs."

Vraie copie d'un règlement adopté à une assemblée des Directeurs de "Provost Auto Electric Limitée", tenue le 28 juillet, 1951, et ratifié à une assemblée de tous les actionnaires le même jour.

[Sceau]

31083-o

Le Secrétaire,
GUY ROBERT.

PROVOST AUTO ELECTRIC LIMITÉE

"It is stipulated in By-law No. 34 that the members of directors forming the Board of Directors of "Provost Auto Electric Limitée", be increased from three (3) to seven (7) directors."

True copy of a by-law adopted at a meeting of the Directors of "Provost Auto Electric Limitée", held on the 28th day of July, 1951, and ratified at a meeting of all the shareholders held the same day.

[Seal]

31083

GUY ROBERT,
Secretary.

AMERICAN PAPER BOX CO. LIMITED

Règlement N° 32

Attendu qu'il est opportun d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de six à huit;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit changé en augmentant le nombre de ces directeurs de six à huit;

Et que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés pour se conformer au précédent.

Daté ce dix-septième jour de septembre, mil neuf cent cinquante et un.

Le Président,
H. H. FOGEL.

Le Secrétaire,
HARRY D. FOGEL.

31084

AMERICAN PAPER BOX CO. LIMITED

By-Law No. 32

Whereas it is expedient to increase the number of directors of the company from six to eight;

Now therefore be it enacted as a by-law of the company;

That the number of directors of the company be varied by increasing the number of such directors from six to eight;

And that the By-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Dated this seventeenth day of September, one thousand nine hundred and fifty-one.

H. H. FOGEL,
President.

HARRY D. FOGEL,
Secretary.

31084-o

CORRECTION

Province de Québec

VILLE DE BAGOTVILLE—Tirage au sort

Dans le texte français de l'avis paru le 29 septembre 1951, à la page 2,617, de la *Gazette officielle de Québec*, il faut lire le "N° C-201" au lieu de "C-210". Dans le même avis et dans les textes français et anglais, il faut également lire la lettre "D" au lieu de la lettre "C" après le chiffre \$500.

31090-o

CORRECTION

Province of Quebec

TOWN OF BAGOTVILLE—Drawing of Bonds

In the French text of the notice which appeared September 29, 1951, on page 2,617, of the *Quebec Official Gazette*, please read "No. C-201" instead of "C-210". In the same notice and in the French and English texts, please also read letter "D" instead of letter "C" after the figure \$500.

31090-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est donné que par l'arrêté en conseil N° 1064 en date du 27 septembre 1951, il a plu au Lieutenant-gouverneur en Conseil de valider le règlement "A", décrété le 9 août 1951, de "The Homoeopathic Hospital of Montreal", une corporation constituée en corporation par une Loi spéciale de la Législature de la province de Québec, 4 Edouard VII, chapitre 96, telle qu'amendée par une Loi spéciale de la Législature de la province de Québec, 16 George V, chapitre 94, changeant le nom de ladite corporation en celui de "The Queen Elizabeth Hospital of Montreal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, S.R.Q. 1941, chapitre 280.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 octobre 1951.

Le Procureur général,
Par l'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

31105

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 1064, bearing date the 27th day of September, 1951, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to validate By-Law "A", enacted on August 9th, 1951, of "The Homoeopathic Hospital of Montreal", a corporation incorporated by Special Act of the Legislature of the Province of Quebec, 4 Edward VII, chapter 96, as amended by Special Act of the Legislature of the Province of Quebec, 16 George V, Chapter 94, changing the name of the said corporation to that of "The Queen Elizabeth Hospital of Montreal", and such pursuant to the provisions of section 6 of the Special Corporate Powers Act, R.S.Q. 1941, chapter 280.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of October, 1951.

The Attorney General,
Per L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

31105-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil numéro 1065, en date du 27 septembre 1951, il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil de valider le règlement de la corporation "Hôpital Guay de Saint-Joseph de Lévis", constituée par la loi 3, Edouard VII, chap. 118, tel qu'adopté le 31 août 1951, changeant le nom de ladite corporation en celui de "Institution Monseigneur Guay", et ce, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, S.R.Q. 1941, chapitre 280.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 octobre 1951.

Le Procureur général,
Par L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

31105-o

FRANK RALPHS LIMITED

*Copie certifiée d'une résolution
Extrait conforme des procès-verbaux*

Il a été en conséquence proposé, secondé et résolu à l'unanimité

Que le règlement N° 3 des règlements de la compagnie soit modifié afin de stipuler trois directeurs au lieu de cinq directeurs tel que présentement et que le règlement N° 3 des règlements de la compagnie soit modifié pour se lire comme suit:

Règlement N° 3

Bureau de direction

Les affaires de la compagnie seront administrées par un Bureau de direction de trois (3) directeurs.

La copie ci-dessus est certifiée comme étant un extrait conforme d'une résolution contenue au registre des procès-verbaux de la compagnie. "Frank Ralphs Limited", passée par le bureau de direction lors d'une assemblée tenue le 16 août 1951 et approuvée à l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 31 août 1951.

[Sceau]

Le Président,
F. RALPHS.
Le Secrétaire,
HELEN GROSSEY.

31106

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is given that, by Order in Council number 1065, bearing date September 27th, 1951, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to validate the by-law of the Corporation "Hôpital Guay de Saint Joseph de Lévis", incorporated by the Act 3 Edward VII, chap. 118, as adopted on August 31, 1951, changing the name of the said corporation to that of "Institution Monseigneur Guay", and such, pursuant to the provisions of section 6 of the Special Corporate Act, R.S.Q. 1941, chapter 280.

Dated at the office of the Attorney General, October 2, 1951.

The Attorney General,
Per L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

31105

FRANK RALPHS LIMITED

*Certified Copy of Resolutions
True extract from the Minutes*

It was thereupon moved, seconded and unanimously resolved

That By-law No. 3 of the By-Laws of the Company be modified to provide for three Directors instead of five Directors as at present and that By-Law No. 3 of the By-Laws of the company be amended to read as follows:

By-Law No. 3

The Board

The affairs of the Company shall be managed by a Board of three (3) Directors.

The above copy is certified to be a true extract of a resolution from the Minute Book of "Frank Ralphs Limited", passed by the Board of Directors at a meeting held on the 16th day of August, 1951, and approved at the Annual General Meeting of shareholders, held on the 31st day of August, 1951.

[Seal]

F. RALPHS,
President.
HELEN CROSSEY,
Secretary.

31106-o

Chartes — Abandon de

AVIS

GORN'S LIMITED

Avis est donné que la compagnie Gorn's Limited, constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 19 septembre 1951.

Le Secrétaire,
ARCHIE GORN.

31065

EQUITY CONSTRUCTION LIMITED

Selon les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Equity Construction Limited",

Charters — Surrender of

NOTICE

GORN'S LIMITED

Notice is hereby given that "Gorn's Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 19th day of September 1951.

ARCHIE GORN,
Secretary

31065

EQUITY CONSTRUCTION LIMITED

In accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act, "Equity Construction

donne par les présentes avis qu'elle demandera au Procureur-Général la permission d'abandonner sa Charte à compter de la date qu'il déterminera.

Montréal, ce 17 juillet 1951.

Les Procureurs de la Compagnie.
SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS.

MODEL CITY HOUSING COMPANY LIMITED

Selon les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Model City Housing Company Limited", donne par les présentes avis qu'elle demandera au Procureur-Général la permission d'abandonner sa Charte à compter de la date qu'il déterminera.

Montréal, ce 17 juillet 1951.

Les Procureurs de la Compagnie.
SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS.

31073-o

ROCKLAND HOUSING COMPANY LIMITED

Selon les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, "Rockland Housing Company Limited" donne par les présentes avis qu'elle demandera au Procureur-Général la permission d'abandonner sa Charte à compter de la date qu'il déterminera.

Montréal, ce 17 juillet 1951.

Les Procureurs de la Compagnie.
SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS.

31074-o

"CARRIÈRE NOLIN INCORPORÉE"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Carrière Nolin Incorporée" s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation, après telle date que celui-ci jugera à propos de fixer.

Fait et signé à St-Hyacinthe, ce trente et unième jour de mai mil neuf cent cinquante et un.

Le Secrétaire,
JOS. NOLIN.

31087-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Frank Speno Railroad Ballast Cleaning Company Inc." a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette Province.

Le bureau principal de la compagnie pour la Province est à 910 Edifice Aldred, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans ladite province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est M. Thomas Duncan Boynton de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 septembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31060

Limited" hereby gives notice that it will apply to the Attorney General for leave to surrender its Charter from and after such date as he may determine.

Montreal, July 17th, 1951.

SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
Solicitors for the Company.

31072-o

MODEL CITY HOUSING COMPANY LIMITED

In accordance with the provisions of The Quebec Companies' Act, "Model City Housing Company Limited" hereby gives notice that it will apply to the Attorney General for leave to surrender its Charter from and after such date as he may determine.

Montreal, July 17th, 1951.

SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
Solicitors for the Company.

31073-o

ROCKLAND HOUSING COMPANY LIMITED

In accordance with the provisions of The Quebec Companies' Act, "Rockland Housing Company Limited" hereby gives notice that it will apply to the Attorney General for leave to surrender its Charter from and after such date as he may determine.

Montreal, July 17th, 1951.

SCOTT, HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
Solicitors for the Company.

13074-o

"NOLIN QUARRY INCORPORATED"

Notice is hereby given that the company known as "Nolin Quarry Incorporated" will apply to the Attorney General for leave to surrender the charter and the cancellation after such date as he may deem fit to determine.

Made and signed at St-Hyacinthe, this thirty-first day of May nineteen hundred and fifty-one.

JOS. NOLIN,
The Secretary.

31087-o

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Frank Speno Railroad Ballast Cleaning Company Inc." has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The principal office of the Corporation in the Province is at 910 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Thomas Duncan Boynton of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

31060-o

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Charles J. Lewis Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 janvier 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31107 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Emgee Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 mai 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31107 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ideal Securities Corp.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 septembre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31107 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Irene Karol Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 décembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31107 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Charles J. Lewis Ltd.", incorporated by letters patent dated the 11th day of January, 1944.

Notice is also given that from and after the first day of October, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31107-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Emgee Realty Corporation", incorporated by letters patent dated the 12th day of May, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of October, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31107-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ideal Securities Corp.", incorporated by letters patent dated the 4th day of September, 1947.

Notice is also given that from and after the first day of October, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31107-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Irene Karol Ltd.", incorporated by letters patent dated the 20th day of December, 1945.

Notice is also given that from and after the first day of October, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31107-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statute of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said

27 de ladite Loi, il a plu au procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Silk & Woollen Trading Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 juillet 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier octobre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31107 L. DÉSILETS.

Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Silk & Woollen Trading Company Limited", incorporated by letters patent dated the 9th day of July, 1933.

Notice is also given that from and after the first day of October, 1951, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31107-o Deputy Attorney General.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné que, du consentement du bureau de direction de la "Société Coopérative Agricole de Lac St-Jean Nord", le nom de cette coopérative agricole est changé en celui de "Société Coopérative Agricole de St-Félicien", conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des Sociétés Coopératives Agricoles (S.R.Q. 1941, ch. 120).

Le siège social de la coopérative sera à St-Félicien, comté de Lac St-Jean Ouest.

Québec, ce vingt-huitième jour de septembre 1951.

Le Ministre de l'Agriculture,
31108-o LAURENT BARRÉ.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that, with the consent of the Board of Directors of the "Société Coopérative Agricole de Lac St-Jean Nord", the name of the said cooperative agricultural association is changed into that of "Société Coopérative Agricole de St-Félicien", pursuant to the provisions of section 9 of the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S.Q., 1941, chap. 120).

The head office of the said cooperative association will be at St-Félicien, county of Lake St. John West.

Quebec, this twenty-eighth day of September, 1951.

LAURENT BARRÉ,
31108 Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordinance N° 1-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order N° 1-51

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk pro-

à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Dans la présente ordonnance, le mot "unité" équivaut pour le lait à une mesure d'une pinte, et pour la crème à une mesure d'un demiard.

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2° La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-Ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-Est, la ville de Mont-Royal, la ville de Hampstead, la municipalité du village de la Côte Saint-Luc, la ville de Saint-Laurent, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-Nord, la ville de Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield Park, la ville de Montréal-Sud, la ville de Pointe-aux-Trembles, le Port de Montréal, la ville de Beaconsfield, la ville de Baie d'Urgé, la ville de Saint-Anne de Bellevue, la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse, la ville de Jacques-Cartier, la ville Lemoyne, la ville de Mackayville, la municipalité de St-Hubert, et celle de Notre-Dame du Sacré-Cœur.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matière grasses qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.50 F.A.B. Montréal, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 59 cents le gallon.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

duction because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

In the present order, the word "unit" is equivalent to one quart for milk and to one-half pint for cream.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the following municipalities situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal-West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint-Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe-Claire, the town of Montreal-East, the town of Mount Royal, the town of Hampstead, the municipality of the village of Côte Saint-Luc, the town of Saint-Laurent, the town of Saint-Michel, the town of Montreal-North, the town of Saint-Pierre, the town of Lasalle, the town of Greenfield Park, the town of Montreal-South, the town of Pointe-aux-Trembles, the Harbour of Montreal, the town of Beaconsfield, the town of Baie d'Urfé, the town of Sainte-Anne de Bellevue, the parish of Notre-Dame-de-Liesse, the town of Jacques-Cartier, the town of LeMoyné, the town of Mackayville, the municipality of St-Hubert and that of Notre-Dame du Sacré-Cœur.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.5% butter fat basis or more which they receive from them, \$4.50 F.O.B. Montreal and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperatives societies and cooperative syndicates to distributors of dairy products is fixed at 59 cents gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19½ cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint and 18½ cents a quart.

7° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait en dibon à des prix inférieurs à 68 cents le gallon.

8° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs ne peuvent vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 66 le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

9° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est de 6 cents le demiard.

10° Pour la distribution du lait, de la crème ou autres produits laitiers, aucun marchand de lait, société coopérative, syndicat coopératif et distributeur de produits laitiers ne peut, par lui-même ou par son employé, utiliser un véhicule à moins qu'il ne fasse au moyen de ce véhicule la distribution d'une charge d'au moins 1800 unités par semaine, excepté pour la période de fluctuation comprise entre le 15 juin et le 15 septembre; mais, dans ce cas, le marchand de lait ou le distributeur de produits laitiers sera tenu de faire la preuve de cette fluctuation.

11° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs et les distributeurs de produits laitiers sont tenus de vendre au comptant le lait et la crème.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours:

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

12° Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle de Montréal.)

13° Nul marchand de lait, nulle société coopérative ou nul syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait à un distributeur de produits laitiers, à moins que ce dernier ne prenne son approvisionnement total de lait de ce marchand, de cette société coopérative ou de ce syndicat coopératif.

14° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de Montréal que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 1-50 et 1-50A et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
31117-o

7. No person shall within, the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk in bulk, at a price inferior to 68 cents a gallon.

8. The milk dealers, cooperative societies or cooperative syndicates shall not offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to 66 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is at 10 cents a pint and 18½ cents a quart.

9. The price of milk in half-pint bottles, to be delivered to pupils shall be 6 cents a half-pint.

10. For the delivery of milk, cream or other dairy products, no milk dealer, co-operative society, co-operative syndicate and distributor of dairy products shall by himself or through his employee, use a vehicle unless it be used to deliver a minimum load of 1800 units per week except during the period of fluctuations between June 15th and September 15th; but, in this case the milk dealer or the distributor of dairy products must give proof of this fluctuation.

11. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, and the distributors of dairy products must obtain cash payments for milk and cream.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospital, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customer when the Commission judges that cash payment are impracticable or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

12. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon and after seven o'clock in the afternoon (Official Montreal time).

13. Milk dealers, co-operative societies and co-operative syndicates shall not offer, sell or deliver milk to a distributor of dairy products unless this distributor of dairy products takes his whole supply from the same milk dealer, co-operative society or co-operative syndicate.

14. Delivery of milk or cream within the region of Montreal, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

The present order cancels Order No. 1-50 and 1-50A, and shall come into force on October 16th 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31117-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 2-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache,
c.r., Aviseur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des
producteurs de lait de la province de Québec
a représenté à la Commission que le coût de la
production du lait a haussé substantiellement
depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée
en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels
du lait en nature et qu'elle réclame une augmen-
tation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte
plus cher pour se procurer des vaches et de
l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur
les fermes et dans les laiteries exige et reçoit
des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits
alimentaires a augmenté et que le lait qui est
un aliment essentiel et le plus complet doit être
assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et
leurs enfants souffrent d'une rareté de cet
aliment si les cultivateurs sont moins intéressés
à s'adonner à cette production parce qu'ils ne
reçoivent pas une rétribution suffisante pour le
lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie
Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant
compte de la valeur du produit, des conditions
de sa production, de sa manipulation, de sa
livraison et des conditions des divers marchés
locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des
fournisseurs-producteurs, des marchands de lait,
des distributeurs de produits laitiers et des
consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Québec.

2° La région de Québec comprend la cité de
Québec, la cité de Sillery, les municipalités de
ville de Québec-Ouest, Beauport, Château d'Eau
et Courville. Les municipalités de paroisses
Sainte-Foy, Saint-Gérard-Magella, Beauport, No-
tre-Dame des Laurentides et Saint-Félix de Cap-
Rouge. Les municipalités de villages de Beau-
port-est, Charlesbourg, Giffard, Loretteville,
Saint-Grégoire de Montmorency, Lac Saint-
Charles, Saint-Émile et Saint-Jean de Boischatel.

3° Les marchands de lait, sociétés coopératives
et les syndicats coopératifs, doivent payer à leurs
fournisseurs-producteurs pour chaque cent livres
de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci \$4.40 F.A.B.
Québec et à même cette somme payer à la Com-
mission de l'Industrie Laitière de la province de
Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi
reçu.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à des

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 2-51

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Asso-
ciations of the Province of Quebec have made
representations to the Commission to the effect
that the cost of milk production has increased
substantially since November 1st, 1950, when
Orders fixing the present milk prices came into
effect, and are asking for an increase of these
prices;

WHEREAS since that date, it costs more to
buy cows and machinery, and that adequate
labor on the farm and in milk plants is asking
for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has
increased and that milk which is an essential
and the most perfect food, must be provided to
the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their
children may suffer from a shortage of this food
if the farmers are less interested in milk pro-
duction because they would receive insufficient
returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission
must set the price of milk by taking into account
the value of the product, the conditions under
which it is produced, its handling, its delivery,
and the conditions of the various local markets,
in order to protect the interests of the producers-
suppliers, the milk dealers, the distributors of
dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the city of
Quebec, the city of Sillery, the municipalities of
towns of Quebec-west, Beauport, Chateau d'Eau
and Courville. The municipalities of parish of
Sainte-Foy, Saint-Gérard Magella, Beauport, No-
tre-Dame des Laurentides and Saint-Félix du
Cap Rouge. The municipalities of village of
Beauport-east, Charlesbourg, Giffard, Lorette-
ville, Saint-Grégoire de Montmorency, Saint-
Jean de Boischatel, Saint-Émile and Lac Saint-
Charles.

3. Milk dealers, cooperative societies and co-
operative syndicates must pay to their producers
suppliers for each hundred pounds of milk which
they receive from them \$4.40 F.O.B. Quebec and
out of this sum pay the Dairy Industry Commis-
sion of the Province of Quebec, one half cent for
each hundred pounds of milk received.

4. No person shall, within the limits of said
region of Quebec, offer, sell or deliver milk at

prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux hôtels ou aux cantines militaires à des prix inférieurs à 68 cents le gallon.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 66 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros: soit 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

8° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de lait, est fixé à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½c le demiard.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 2-50, et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
31117-0

prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any business establishment, at price inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint and 17½ cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk in bulk to hotels or to military cantines at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell, or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to 66 cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices that is: 10 cents a pint and 17½ cents a quart.

8. The price of pasteurized milk offered sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates, to milk distributors, is fixed at 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half pint bottles delivered to pupils is set at 5½c per half-pint.

The present order cancels Order No. 2-50, and shall come into force on October 16th, 1951.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31117-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 3-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache, c.r., Avisaieur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order N° 3-51

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région des Trois-Rivières.

2° La région des Trois-Rivières comprend la cité des Trois-Rivières, la cité de Cap-de-la-Madeleine, cette partie de terrain contiguë à la cité des Trois-Rivières, connue dans la région sous le nom de "banlieue" et s'étendant jusqu'à la route du Calvaire; de plus, le rang Sainte-Marguerite jusqu'à et y compris l'Hôpital Cook, et toute cette partie de la municipalité de Sainte-Marthe du Cap-de-la-Madeleine qui s'étend depuis les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour aller vers le nord-est jusqu'au numéro quatre-vingt-six (86) inclusivement du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.40 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région des Trois-Rivières offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18½ la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région des Trois-Rivières offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux institutions de charité, aux cantines scolaires et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

8° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 58 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 3-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

31117-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 4-51

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Three Rivers.

2. The region of Three-Rivers includes the city of Three Rivers, the city of Cap de la Madeleine, that piece of land bordering on the city of Three Rivers, known as the suburbs and reaching to Calvary Road; moreover, Sainte-Marguerite range up to and including Cook Hospital, and all that part of municipality of Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, which extends northeast, from the limits of the city of Cap de la Madeleine to number eighty-six (86) inclusively of the cadastre of Champlain county, for the parish of Cap de la Madeleine.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.40 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec on half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Three Rivers offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18½ cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Three Rivers offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 9 cents per pint and 17½ cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospital at a price inferior to 64 cents a gallon.

8. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 58 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 3-50, published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950 and, shall come into force on October 16th, 1951.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

31117-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 4-51

Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache c.r., Aviseur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2° La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke et la municipalité de Lennoxville.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.40 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Sherbrooke offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke, and the municipality of Lennoxville.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.40 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents per hundred pounds of milk shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents per hundred pounds of milk shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18½ cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 9 cents per pint and 17½ cents per quart.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 58 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 4-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31117-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 6-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951; tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache, c.r., Aviceur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement vend ou livre du lait dans les limites de la région de Shawinigan.

2° La région de Shawinigan comprend les municipalités de la cité de Shawinigan Falls, de la paroisse de Notre-Dame de la Présenta-

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 58 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 4.50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28, 1951, and shall come into force on October 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31117-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 6-51

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Shawinigan,

2. The region of Shawinigan includes the municipalities of the city of Shawinigan Falls, of the parish of Notre-Dame de la Présentation, d'Al-

tion d'Almaville, du village de la Baie-de-Shawinigan, cette partie de la paroisse de Ste-Jeanne-d'Arc, d'Almaville, contiguë au territoire délimité ci-dessus et bornée au sud par le rang Saint-Mathieu et la municipalité de la paroisse de Sainte-Flore.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.40 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Shawinigan offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Shawinigan offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux institutions de charité, aux cantines scolaires et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

8° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 58 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 6-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.
31117-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 12-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

maville, of the village of Shawinigan Bay, that part of the parish of Ste-Jeanne-d'Arc d'Almaville adjoining the above-mentioned territory and bordered on the South by Saint-Matthew's range, and the municipality of the parish of Sainte-Flore.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receive from them, \$4.40 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Shawinigan offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18½ cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer, or to any other business establishment at prices inferior to 9 cents per pint and 17½ cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon.

8. The price of milk sold by milk dealer to distributors of dairy products is set at 58 cents a gallon.

The present Order cancels Order No 6-50, published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950, and shall come into force on October 16th, 1951.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31117-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 12-51

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Grand'Mère.

2° La région de Grand'Mère comprend le territoire de la cité de Grand'Mère et cette partie du rang Saint-Louis, située dans la municipalité de Sainte-Flore, contiguë à la cité de Grand'Mère jusqu'à et y compris le lot N° 109 du cadastre de la municipalité de Sainte-Flore.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.40 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Grand'Mère offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Grand'Mère offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux institutions de charité, aux cantines scolaires et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

8° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 58 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 12-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31117-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 17-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Grand'Mère.

2. The region of Grand'Mère includes the territory of the city of Grand'Mère and that part of Saint Louis Range, situated in the municipality of Sainte-Flore and adjoining the city of Grand'Mère, up to and including lot No. 109, of the cadastre of the municipality of Sainte-Flore.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.40 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Grand'Mère offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents per pint and 18½ cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Grand'Mère offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 9 cents per pint and 17½ cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon.

8. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 58 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 12-50, published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950, and shall come into force on October 16th, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31117-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 17-51

Excerpts from the proceedings of the meetings

Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lévis.

2° La région de Lévis comprend la cité de Lévis et la ville de Lauzon.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.40 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de Lévis, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Lévis, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 68 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux institutions de charité, aux cantines scolaires et aux hôpitaux à un prix inférieur à 66 cents le gallon.

8° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à 58 cents le gallon.

of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Québec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lévis.

2. The region of Lévis includes the city of Lévis and the town of Lauzon.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.40 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Québec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents per pint and 19 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents per half-pint, 10 cent per pint and 17½ cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school, canteens and hospitals at a price inferior to 66 cents a gallon.

8. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at 58 cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 17-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31117-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 18-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache,
c.r., Aviseur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des
producteurs de lait de la province de Québec
a représenté à la Commission que le coût de la
production du lait a haussé substantiellement
depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée
en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels
du lait en nature et qu'elle réclame une augmen-
tation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte
plus cher pour se procurer des vaches et de
l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur
les fermes et dans les laiteries exige et reçoit
des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits
alimentaires a augmenté et que le lait qui est
un aliment essentiel et le plus complet doit être
assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et
leurs enfants souffrent d'une rareté de cet
aliment si les cultivateurs sont moins intéressés
à s'adonner à cette production parce qu'ils ne
reçoivent pas une rétribution suffisante pour le
lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie
Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant
compte de la valeur du produit, des conditions
de sa production, de sa manipulation, de sa
livraison et des conditions des divers marchés
locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des
fournisseurs-producteurs, des marchands de lait,
des distributeurs de produits laitiers et des
consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région d'A-
mos.

2° La région d'Amos comprend le territoire de
la municipalité de la ville d'Amos, plus une zone
d'un quart de mille en profondeur tout autour
de ladite municipalité.

3° Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.40 net,

The present Order cancels Order No. 17-50
published in the *Quebec Official Gazette* of October
28th, 1950, and shall come into force on October
16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31117-0

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 18-51

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Asso-
ciations of the Province of Quebec have made
representations to the Commission to the effect
that the cost of milk production has increased
substantially since November 1st, 1950, when
Orders fixing the present milk prices came into
effect, and are asking for an increase of these
prices;

WHEREAS since that date, it costs more to
buy cows and machinery, and that adequate
labor on the farm and in milk plants is asking
for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has
increased and that milk which is an essential
and the most perfect food, must be provided to
the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their
children may suffer from a shortage of this food
if the farmers are less interested in milk pro-
duction because they would receive insufficient
returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission
must set the price of milk by taking into account
the value of the product, the conditions under
which it is produced, its handling, its delivery,
and the conditions of the various local markets,
in order to protect the interests of the producers-
suppliers, the milk dealers, the distributors of
dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Amos.

2. The region of Amos includes the town muni-
cipality of Amos, plus a radius of one quarter of
a mile in width surrounding the territory of said
town of Amos.

3. Any milk dealer must pay to his producers-
suppliers for each hundred pounds of milk which
he receives from them, \$4.40 F.O.B. business

F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région d'Amos, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région d'Amos, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 18-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950, et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, Président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

31117-0

place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of said region of Amos, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents per pint and 19 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Amos offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 10 cents per pint and 17½ cents per quart.

The present Order cancels Order No. 18-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950, and shall come into force on October 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

31117-0

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 38-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 38-51

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1 La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de La Tuque.

2° La région de La Tuque comprend la municipalité de la ville de La Tuque.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.45 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de La Tuque offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de La Tuque, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux institutions de charité, aux cantines scolaires et aux hôpitaux à un prix inférieur à 66 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 38-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président.
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31117-o

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of La Tuque.

2. The region of La Tuque includes the municipality of the town of La Tuque.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.45 F.O.B., business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5, hereunder, no person shall, within the limits of said region of La Tuque offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents par pint and 19 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of La Tuque offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents per half-pint, 10 cents per pint and 17½ cents per quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at a price inferior to 66 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 38-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28, 1950, and shall come into force on October 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31117-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 44-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1^{er} novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 44-51

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery; and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential

un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de l'Abitibi.

2° La région de l'Abitibi comprend les municipalités des villes de Noranda, Rouyn, Val d'Or, Bourlamaque, Normetal et Duparquet, et les territoires compris dans les cantons de Rouyn, Cadillac, Bourlamaque, Pascal, Dubuisson, Fournière et Malartic.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.75 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de l'Abitibi offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 8 cents le demiard, 12½ cents la chopine et 21 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de l'Abitibi, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 11 cents la chopine et 20 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 76 cents le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 44-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31117-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 76-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Abitibi.

2. The region of Abitibi includes the town municipalities of Noranda, Rouyn, Val d'Or, Bourlamaque, Normetal and Duparquet, and the territory included in the townships of Rouyn, Cadillac, Bourlamaque, Pascal, Dubuisson, Fournière and Malartic.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.75 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Abitibi offer, sell or deliver milk at prices inferior to 8 cents per half-pint, 12½ cents per pint and 21 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Abitibi offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 7 cents per half-pint, 11 cents per pint and 20 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 76 cents a gallon.

The present Order cancels Order No. 44-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28, 1950, and shall come into force on October 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31117-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 76-51

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951,
held in the office of the Dairy Industry Com-
mission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et C. A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de La Sarre.

2° La région de La Sarre comprend les municipalités des villages de La Sarre et Macamic.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.40 net, F.A.B. la place d'affaires du dit marchand, et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la région de La Sarre, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de La Sarre, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 76-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 octobre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

31117-o

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and C. A. Gamache, K.C., Legal Adviser.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of La Sarre.

2. The region of La Sarre includes the municipalities of the Village of La Sarre and Macamic.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.40 F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec one half cent for each hundred pounds of milk received.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall within the limits of said region of La Sarre offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents per pint and 19 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of La Sarre, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 10 cents per pint and 17½ cents per quart.

The present Order cancels Order No. 76-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28, 1950, and shall come into force on October 16, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President.
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, secretary.

31117-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 51-Sp-XI

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,
aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur
général des produits laitiers.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance N° 44-Sp-I telle que modi-
fiée par 51-Sp-IX est de nouveau modifiée en
remplaçant l'article 1 par le suivant:1. La présente ordonnance ne s'applique
qu'aux personnes qui exploitent une ou des
usines de pasteurisation pour le commerce du
lait à l'état nature dans la province, sauf dans
les régions de Montréal, Drummondville et dans
les régions du Bas Saint-Laurent, de l'Abitibi,
Amos et La Sarre.La présente ordonnance annule l'ordonnance
N° 51-Sp-IX publiée dans la *Gazette officielle de*
Québec du 1er septembre 1951, et entrera en
vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette*
officielle de Québec.

Signé: OMER E. MILOT, président,

JOSEPH HÉBERT,

ADRIEN ANGERS, commissaires,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

31117-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 78B-50

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.Présents: MM. Omer-E. Milot, président;
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires;
Alphonse Savoie, secrétaire; C.-A. Gamache, C.R.
aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur
général des Produits laitiers.Après avoir considéré les conditions de l'Indus-
trie Laitière dans la région de Charlevoix.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° Le paragraphe 2 de l'ordonnance N° 78-50
publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28
octobre 1950 est modifiée en retranchant les
mots suivants: "Saint-Pierre et Saint-Paul-de-la-
Baie-Saint-Paul".La présente ordonnance entre en vigueur le
jour de sa publication dans la *Gazette officielle de*
Québec.Le secrétaire de la dite Commission est chargé
de la publication de la présente ordonnance
dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de*
Québec.

Signé: OMER R. MILOT, président.

JOSEPH,

ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

31117-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 51-Sp-XI

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.Meeting of Wednesday, October 3rd, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Quebec, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C.
Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector
General of Dairy Products.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 44-Sp-I as amended by 51-Sp-IX
is again amended by replacing article I by the
following:1. The present Order applies to persons oper-
ating one or more pasteurizing plants for the
fluid milk trade in the Province outside the
region of Montreal, Drummondville and the
regions of Lower St. Lawrence, Abitibi, Amos
and La Sarre.The present Order cancels Order No. 51-Sp-IX
published in the *Quebec Official Gazette* of Sep-
tember 1st, 1951, and shall come into force on
the date of its publication in the *Quebec Official*
Gazette.

Signed: OMER E. MILOT, President,

JOSEPH HÉBERT,

ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

31117-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 78B-50

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the Pro-
vince of Quebec.Meeting of Wednesday October 3rd, 1951
held in the office of the Dairy Industry Commis-
sion in Québec, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. Omer E. Milot, President;
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners;
Alphonse Savoie, Secretary; C. A. Gamache,
K.C., Legal Adviser and Roland Camirand,
Inspector General of Dairy Products.Considering the conditions of the Dairy In-
dustry within the region of Charlevoix.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Paragraph 2 of Order No. 78-50 published
in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950
is modified by cancelling the following words:
"Saint-Pierre et Saint-Paul de-la-Baie-Saint-
Paul."The present Order shall come into force on the
date of its publication in the *Quebec Official*
Gazette.The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, president,

JOSEPH HÉBERT,

ADRIEN ANGERS, commissioner,

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

31117-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 51-Sp-XII

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la Pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 3 octobre 1951, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures a.m.

Présent: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,
Aviser légal et Roland Camirand, Inspecteur
général des Produits laitiers.

Attendu que le paragraphe 3 de l'article 13
de la Loi des produits laitiers donne à la Com-
mission de l'Industrie Laitière, entre autres pou-
voirs, celui de réglementer dans la province le
mode d'achat, l'achat et le transport du lait.

LA COMMISSION DÉCRÈTE:

1° La présente ordonnance ne s'applique
qu'aux personnes qui exploitent une ou des usines
de pasteurisation pour le commerce du lait à
l'état nature dans les limites des régions d'Amos,
de La Sarre et de l'Abitibi, telles que délimitées
dans les Ordonnances fixant les prix du lait dans
ces régions.

2° Dans la présente ordonnance, le mot "quo-
ta" signifie la quantité de lait provenant du trou-
peau d'un fournisseur-producteur expédiée par
lui à son usine de pasteurisation et à tout autre
établissement laitier du 16 octobre de l'année
précédente au 15 mars suivant, la dite quantité
divisée par le nombre de jours compris dans cette
période, soit 151 jours.

La preuve écrite d'expéditions de lait à tout
autre établissement laitier doit être transmise
avec diligence à l'usine de pasteurisation du
producteur-fournisseur et celle-ci peut refuser
les relevés fournis après le 20 mars de la même
année.

3° Nul marchand de lait ou fabrique ne peut
refuser de recevoir de ses fournisseurs-produc-
teurs le lait que ceux-ci lui ont expédié ou consi-
gné à moins que ce marchand de lait ou fabrique
ne les ait avisés de n'en pas expédier pour une
période déterminée. Cette période ne doit pas
dépasser trois jours et un avis spécial est de
rigueur pour chaque période de non-réception.

4° Cet avis doit être par écrit et expédié par
la poste de façon à ce que les fournisseurs-pro-
ducteurs le reçoivent au moins quarante-huit
heures avant le jour fixé par le marchand de lait
ou fabrique pour la non-réception du lait.

5° Il sera toujours loisible à ce marchand de
lait ou fabrique de confier cet avis aux camion-
neurs, mais dans ce cas ce marchand de lait ou
fabrique sera responsable de la négligence de ses
camionneurs de remettre auxdits fournisseurs-
producteurs ledit avis dans le délai requis.

6° Lorsqu'il donne à ses fournisseurs l'avis de
non-réception mentionné aux articles précédents,
le marchand de lait doit répartir également la
non-réception entre tous ses fournisseurs et ne pas
l'imposer à quelques-uns d'entre eux seulement.
Toutefois, durant la période du 16 mars au 15 oc-
tobre inclusivement, cette répartition de la non-
réception devra être proportionnelle au quota de
chaque fournisseur-producteur tel qu'établi pen-
dant les cinq mois précédents conformément
aux dispositions de l'article 2 de la présente or-
donnance.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 51-Sp-XII

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 3rd, 1951, held
in the office of the Dairy Industry Commission,
in Quebec, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache,
K.C. Legal Adviser and Roland Camirand, Ins-
pector General of Dairy Products.

Whereas paragraph 3, article 13 of the Dairy
Products Act gives the Dairy Industry Com-
mission, among other powers, that of regulating
within the province the manner of purchasing
the purchase and the transportation of milk.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order applies only to persons
operating one or more pasteurizing plants for
the fluid milk trade within the regions of Amos,
LaSarre and Abitibi, as defined in the Orders
fixing the price of milk in these regions.

2. In the present Order the word "quota"
means the quantity of milk produced by a pro-
ducer-supplier's herd shipped by him to his
pasteurizing plant or any other establishment
from October 16th of the previous year to March
15th of the next year, the said quantity being
divided by the number of days covered by that
period, that is 151 days.

The written proof of milk shipments to other
dairy establishment must be transmitted with-
out delay to the pasteurizing plant of the pro-
ducer-supplier, and it can be refused if the state-
ments are submitted after March 20th of the
same year.

3. No milk dealer or factory may refuse to
accept the milk his producers-suppliers have
sent him or left him, unless this milk dealer or
factory has given them notice not to deliver him
milk for a determined period. The said period
must not exceed three days and a special notice
must be given for each period of non-reception.

4. This notice must be in writing and sent
through the mail, in due time for the producers-
suppliers to receive it at least forty-eight hours
before the day fixed by the milk dealer or factory
for the non-reception of the milk.

5. The milk dealer or factory may, however,
intrust this notice to his haulers, but in such a
case said dealer or factory will be held responsible
for the haulers' neglect to deliver to the pro-
ducers-suppliers said notice within the fixed delay.

6. When he gives to his producers-suppliers
the non-reception notice mentioned in the pre-
ceding articles, the milk dealer must share equal-
ly the non-reception between all this producers-
suppliers and must not impose it to a few of them.
However, during the period extending from
March 16th, to October 15th, inclusively, allot-
ment in the non-reception shall be proportional
to the quota of each producer-supplier as estab-
lished during the five preceding months in confor-
mity with the dispositions of Article 2, of the
present Order.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER J. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31117-o

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31117-o

Département de l'Instruction publique

ERRATUM

N° 925-50

Québec, le 19 septembre 1951.

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 14 juillet 1951, concernant la municipalité scolaire protestante de Ste-Anne de Bellevue, il faut lire, dans la première ligne du deuxième paragraphe, de la version anglaise: "Lots P255 to 294" au lieu de "Lots P225 to 294".
31061-o

N° 710-51.

Québec, le 25 septembre 1951.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte qui sera connue sous le nom de "Laniel", dans le comté de Témiscamingue et qui comprendra le territoire délimité comme suit, savoir:

Partant d'un point situé dans le canton de Shehyn à 80.00 chaînes est du poteau milliaire II/III sur la ligne séparative des cantons de Shehyn et de Mazenod, Ouest, 80.00 chaînes au dit poteau milliaire II/III; de là, Nord, 39.00 chaînes, sur la ligne séparative des dits cantons jusqu'au coin nord-est du lot 24 du rang VIII du canton de Mazenod; de là, Ouest, 161.31 chaînes, le long de la limite nord du lot 24 du rang VIII, et le long de la limite sud du lot 23 du rang VII du canton de Mazenod, jusqu'au coin sud-ouest du lot 23 du dit rang VII; de là, Sud, 73.00 chaînes, sur la limite ouest du rang VII, jusqu'à la rivière Kipawa; de là, Sud-Ouest, 100 chaînes, sur ligne séparative des lots 18-19, jusqu'à la ligne entre les rangs IX/X; de là, Sud-Est, 117. chaînes, sur ligne séparative des rangs IX/X, jusqu'au coin nord-est du lot 27 du rang X; de là, Sud-Ouest, 86.00 chaînes, sur la ligne séparative des lots 27-28 du rang X, jusqu'au coin nord-est du lot 27 du rang XI; de là, Sud-Est, 159.00 chaînes, sur le prolongement de la ligne séparative des rangs X/XI du dit canton jusqu'à la ligne des cantons Shehyn/Tabaret; de là, Sud 17°-00 Est, 160.00 chaînes dans la partie non-subdivisée du canton de Tabaret; de là, Est, 240.00 chaînes dans le canton de Tabaret; de là, Nord, 152.00 chaînes, jusqu'au coin des cantons de Tabaret, Shehyn et Mazenod; de là, Nord 29°-15' Ouest, 243.00 chaînes dans le canton de Shehyn; de là, Nord 5°-23' Est, 150.00 chaînes au point de départ.

Les courses données sont astronomiques et les distances, en mesures anglaises, tout en étant approximatives, ont été prises à l'échelle la plus juste possible.

Ce territoire ne fait partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31078-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

ERRATUM

No. 925-50

Québec, September 19, 1951.

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of the 14th of July, 1951, concerning the Protestant School Municipality of Ste-Anne de Bellevue, please read in the first line of the second paragraph English version: "Lots P255 to 294" instead of "Lots P.225 to 294".
31061-o

No. 710-51

Québec, September 25, 1951.

Application is made to form into a separate school municipality, to be known under the name of "Laniel" in the county of Temiscamingue, and which will comprise the territory limited as follows, to wit:

Starting from a point situate in the township of Shehyn, at 80.00 chains east of the mile post II/III on the division line of townships Shehyn and Mazenod, West, 80.00 chains to the said mile-post II/III; thence, North 39.00 chains on the division line of the said townships, as far as the northeast corner of lot 24 of range VIII of the township Mazenod; thence, West, 161.31 chains along the north limit of lot 24 of range VIII and along the south limit of lot 23 of range VII of the township Mazenod, as far as the southwest corner of lot 23 of said range VII; thence, South, 73.00 chains on the west limit of range VII, as far as the Kipawa River; thence Southwest, 100 chains on the division line of lots 18-19, as far as the line between ranges IX/X; thence, Southeast, 117 chains on the division line of ranges IX/X, as far as the northeast corner of lot 27 of range X; thence Southwest, 86.00 chains on the division line of lots 27-28, range X, as far as the northeast corner of lot 27 of range XI; thence Southeast, 159.00 chains, on the prolongation of the division line of ranges X/XI of said township, as far as the line of the townships Shehyn/Tabaret; thence South, 17°-00 east, 160.00 chains in the unsubdivided part of the township Tabaret; thence East, 250.00 chains in the township Tabaret; thence, North, 152.00 chains, as far as the corner of the townships Tabaret, Shehyn and Mazenod; thence, North, 29°-15' West, 243.00 chains in the township of Shehyn; thence, North, 5°-23' East, 150.00 to the starting point.

The bearings given are astronomic and the distances, English measure, and more or less, measured as precisely as possible.

Said territory does not form part of any already organized school municipality.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

31078-40-2

N° 1030-50.

Québec, le 28 septembre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Aylwin, dans le comté de Gatineau et de les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Low-South, dans le même comté, les lots suivants, tous inclusivement du canton d'Aylwin, savoir:

1 à 9 du rang IV (4); 1 à 7 du rang V (5); 1 à 9 du rang VI (6) et 1 à 6 du rang VII (7).

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31092-40-2 O. J. DESAULNIERS.

No. 1030-50.

Quebec, September 28, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Aylwin, in the county of Gatineau, and to annex them, for Catholic taxpayers only, to the school Municipality of Low-South, in the same county, the following lots, all inclusively of the township of Aylwin, to wit:

1 to 9 of range IV (4); 1 to 7 of range V (5); 1 to 9 of range VI (6) and 1 to 6 of range VII (7).

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 514-51.

Québec, le 1er octobre 1951.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Marie-de-Quyon, dans le comté de Pontiac, le territoire des municipalités scolaires de Onslow-Sud et de Pontiac, dans le même comté. Le territoire de la municipalité scolaire de Onslow-Sud comprend les lots suivants tous inclusivement du canton de Onslow-Sud, savoir:

1 à 6, 13 à 28 du rang III (3); 1 à 28 des rangs IV (4), V (5) et VI (6). Le territoire de la municipalité scolaire de Pontiac comprend les lots 1 à 8, aussi inclusivement, des rangs I (1) et II (2) du même canton.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31110-40-2 O. J. DESAULNIERS.

No. 514-51.

Quebec, October 1, 1951.

Application is made to annex, for Catholic taxpayers only, to the school municipality of Ste-Marie-de-Quyon, in the county of Pontiac, the territory of the school Municipalities of Onslow-South and Pontiac, in the same county. The territory of the school municipality of Onslow-South comprises the following lots, all inclusively, of the township of Onslow-South, namely:

1 to 6, 13 to 28 of range III (3); 1 to 28 of ranges IV (4), V (5) and VI (6). The territory of the school municipality of Pontiac comprises lots 1 to 8, also inclusively, of ranges I (1) and II (2) of the same township.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 894-51.

Québec, le 1er octobre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul l'Ermite, dans le comté de l'Assomption, la partie du lot N° 141, du cadastre officiel de Saint-Paul l'Ermite, appartenant à monsieur Victor Demers, et de l'annexer à la municipalité scolaire de la Presqu'Île, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31111-40-2 O. J. DESAULNIERS.

No. 894-51.

Quebec, October 1st, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Paul l'Ermite, in the county of l'Assomption, the part of lot No. 141 of the official cadastre of Saint-Paul l'Ermite belonging to Mr. Victor Demers, and to annex it to the school municipality of Presqu'Île in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1309-44.

Québec, le 1er octobre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Wilfrid-de-Barnston, dans le comté de Stanstead, les lots suivants, du cadastre officiel du canton de Stanstead, savoir:

1119 à 1123 inclusivement, 1124-A, 1124-B, et les parties du lot 1038 appartenant à MM. Jean Thomas Grenier et Jean-Charles Ferland, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31112-40-2 O. J. DESAULNIERS.

No. 1309-44.

Quebec, October 1st, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Wilfrid-de-Barnston, in the county of Stanstead, the following lots, of the official cadastre for the township of Stanstead, to wit:

1119 to 1123, inclusively, 1124-A, 1124-B and the parts of lot 1038, belonging to Messrs. Jean Thomas Grenier and Jean Charles Ferland, and to annex them to the school municipality of Sacré-Cœur-de-Jésus, parish, same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel paroisse de Ste-Agathe-des-Monts division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que dans le Rang III le lot 47 (Île du Lac des Sables) est annulé et le lot 54 (Île) est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 septembre 1951.

Avis est par la présente donné que dans le

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Ste Agathe-des-Monts registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that in Range III lot 47 (Island) is cancelled and lot 54 (Island) is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 14th, 1951.

Notice is hereby given that in Range III lot

Rang III le lot 23-C-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 septembre 1951.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,

31116-o

AVILA BÉDARD.

23-C-1 is cancelled, in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 19th, 1951.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD.

31116-o

Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° "L'Association du Transport Routier du Québec, Inc., section régionale de Montréal," sera substituée à "L'Association du Transport par Camion du Québec, Inc." comme partie contractante de première part.

2° L'article I sera remplacé par le suivant: "I. *Juridiction territoriale et industrielle*: Le décret s'applique et s'étend à tous les employeurs professionnels, employés et artisans qui sont propriétaires ou conduisent un véhicule commercial de livraison et qui détiennent un permis de la Régie des Transports en vertu du chapitre 143 des Statuts Refondus de Québec 1941, avec ses amendements, ou qui font du transport par camion pour autrui moyennant rémunération sans un permis de la Régie et qui ont leur place d'affaires ou d'activités dans la cité de Montréal ou dans des cités, villes ou municipalités situées sur l'île de Montréal, y compris et sans restriction la cité de Lachine, mais à l'est seulement de la cité de Lachine.

Le présent décret ne régit pas cependant le transport, du lieu de l'exécution du contrat au lieu de décharge, des déblais ou de la pierre d'excavation et des matériaux enlevés ou démolis.

Le décret ne s'applique pas aux camionneurs publics et à leurs salariés faisant le transport sur une route régulière entre la cité de Montréal et tout endroit situé en dehors de l'île de Montréal. Le décret ne s'applique pas aux opérations complétant le transport à longue distance, telles opérations comprenant la cueillette et la livraison des marchandises."

3° Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après, à compter de l'entrée en vigueur du décret d'amendement.

A l'embauche Après
chage 2 mois

Aide-junior..... \$0.45 \$0.50

Est considéré comme "aide-junior" une personne de pas plus de 18 ans au surveillance mais ne transporte pas de marchandises pesant plus de 60 livres.

l'embauche Après Après
chage 2 mois 6 mois

Aide général..... \$0.73 \$0.76 \$0.78

Manuteneur de fret. . . . 0.83 0.86 0.88

Homme d'entrepôt. . . . 0.83 0.86 0.88

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the trucking industry in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 913 of June 16, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. "The Automotive Transport Association of Quebec, inc. regional division of Montreal" will be substituted for "The Automotive Transport Association of the Province of Quebec, inc." as contracting party of the first part.

2. Section I will be replaced by the following:

"I. *Territorial and industrial jurisdiction*: The decree applies and extends to every professional employer, employee and artisan who owns or drives a commercial delivery vehicle and holds a permit issued by the Transportation and communication Board under chapter 143 of the Revised Statutes of Quebec 1941, as amended, or who is engaged in the trucking business for payment without a permit of the Board with office or place of business in the city of Montreal or anyone of the cities, towns or municipalities situated on the Island of Montreal, including, but not restricted to the city of Lachine, but East of the city of Lachine only.

The present decree does not apply to the transport, from the job to the dumping ground, of excavated material or stone and of demolished or cleared material.

The decree does not apply to those public truckers and their employees engaged in driving over a regular route between the City of Montreal and any point situated outside the Island of Montreal, and does not extend to any operations relating to the completion of a highway transportation in making delivery or in picking up."

3. Subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"a) The following minimum wage rates shall be paid to the employees hereafter mentioned from the date of coming into force of the mandating decree.

Start 2 months

"Junior Helper. \$0.45 \$0.50

A junior helper shall be a person of not more than eighteen years of age and engaged in watching but not handling commodities over sixty pounds.

2 6

Start months months

Helper (General)..... \$0.73 \$0.76 \$0.78

Dockman. 0.83 0.86 0.88

Warehouseman. 0.83 0.86 0.88

Vérificateur.....	0.83	0.86	0.88	Checker.....	0.83	0.86	0.88
Chauffeur.....	0.84	0.87	0.89	Chauffeur.....	0.84	0.87	0.89
Chauffeur-semi-remorque..	0.89	0.92	0.94	Chauffeur-Semi-Trailer..	0.89	0.92	0.94

4° Le troisième alinéa du paragraphe "a" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 1er juillet, la Fête du Travail et le Jour de Noël sont des congés payés."

5° Le paragraphe "c" suivant sera ajouté à l'article VI:

"c) Tous les salariés qui ont été au service de leur employeur pendant trois ans sans interruption, doivent bénéficier d'une seconde semaine de vacances, formant en tout une période totale de deux semaines de vacances, payables avant le départ du salarié. Il sera cependant loisible aux parties de s'entendre mutuellement pour supprimer la seconde semaine de vacances payées en versant aux salariés une indemnité égale à 2% du salaire gagné."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 octobre 1951. 31115-o

4. The third paragraph of subsection "a" of section V will be replaced by the following:

"New Year's Day, Good Friday, July 1, Labour Day and Christmas Day shall be holidays with pay."

5. The following subsection "c" will be added to section VI:

"c) All employees who have been continuously in the service of their employer for three years shall benefit by a second vacation week, making a total of two weeks' vacation; payable in advance. The parties may, however, agree to cancel the second week's vacation in consideration of payment to the employees of an indemnity equivalent to 2% of the wages earned."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 6, 1951. 31115-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1072 du 27 septembre 1951, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 11 octobre 1951 au 11 octobre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire les sommes suivantes:

	par semaine
Pour les artisans barbiers des zones I, II, III et IV.....	\$0.16 $\frac{1}{4}$
Pour les artisans barbiers de toutes les autres zones.....	0.12 $\frac{1}{2}$
Pour les artisans coiffeurs et coiffeuses pour dames des zones I, II, III et IV.....	0.16 $\frac{1}{4}$
Pour les artisans coiffeurs et coiffeuses pour dames de toutes les autres zones.....	0.12 $\frac{1}{2}$

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

2. Mode de collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers Parity Committee, jurisdiction of Saint Hyacinthe, formed under decree No. 2683, of October 9th, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No 1072 of September 27, 1951, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from October 11, 1951, to October 11, 1952; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay the following assessments to the Parity Committee:

	per week
Barber artisans of zones, I, II, III and IV.....	\$0.16 $\frac{1}{4}$
Barber artisans of all other zones.....	0.12 $\frac{1}{2}$
Ladies' male and female hairdressing artisans of zones I, II, III and IV.....	0.16 $\frac{1}{4}$
Ladies' male and female hairdressing artisans of all other zones.....	0.12 $\frac{1}{2}$

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply

des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, le salaire et les pourcentages payés et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ledit rapport soit rempli et retourné au Comité paritaire ou à l'inspecteur local, à tous les mois, le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité ou à l'inspecteur local, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire ou à l'inspecteur local. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations au siège social du Comité paritaire ou à l'inspecteur local, à chaque mois, le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle elles sont exigibles.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe pour la période comprise entre le 11 octobre 1951 et le 11 octobre 1952.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE LA JURIDICTION DE SAINT-HYACINTHE

1695, rue Marguerite-Bourgeoys,
Saint-Hyacinthe, P.Q.

État des recettes et des déboursés prévus pour
la période comprise entre le 11 octobre 1951
et le 11 octobre 1952.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 415.00
Salariés	415.00
Artisans	1,446.00
Divers	50.00

\$2,326.00

Déboursés:

Salaires des employés	\$1,280.00
Frais d'enquêtes et de déplacements des membres du Comité et des Ins- pecteurs	450.00
Frais judiciaires et professionnels ..	75.00
Jetons de présence	120.00
Papeterie, impression	90.00
Poste, téléphone	95.00
Loyer	60.00
Frais généraux	136.00
Vérification	20.00

\$2,326.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 6 octobre 1951.

31115-0

the professional employers with printed forms giving the hours of labour, the money collected during any one week, the wages and percentages paid and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have the report made and sent to the Parity Committee, or to the local inspector, every month, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

The professional employer shall deduct, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee and forward same to the said Committee, or to the local inspector, together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee or to the local inspector. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The professional employer and the artisan shall send their assessments to the head office of the Parity Committee, or to the local inspector, every month, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which they are requireable.

3 Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee, jurisdiction of Saint-Hyacinthe, for the period between October 11, 1951, and October 11, 1952.

THE BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE, JURISDICTION OF ST. HYACINTHE

1695 Marguerite-Bourgeoys Street,
St. Hyacinthe

Estimate of the receipts and disbursements for
the period between October 11, 1951, and
October, 11, 1952.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$ 415.00
Employees	415.00
Artisans	1,446.00
Miscellaneous	50.00

\$2,326.00

Disbursements:

Salaries of the employees	\$1,280.00
Committee members' and inspectors' travelling and investigation expen- ses	450.00
Judicial and professional fees	75.00
Attendance fees	120.00
Stationery, printing	90.00
Postage, telephone	95.00
Rent	60.00
Overhead	136.00
Audition	20.00

\$2,326.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 6, 1951.

31115-0

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION OF THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Bourgeois	Léo Arthur	20	Drummondville . . .	Mont-Saint-Louis.

Victoriaville, le 24 septembre 1951 — Victoriaville, September 24, 1951.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
LAURENT TROTTIER,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

31051-39-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
St-Hilaire	Gilles	20	St-Pascal	Séminaire de Nicolet

Rimouski, le 28 septembre 1951. — Rimouski, September 28, 1951.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Bar of Lower Saint Lawrence.

31079-40-2-o

Liquidation, avis de:

Dans l'affaire de la liquidation de "La Meunerie Coopérative Agricole du Sol de Beauce".

Avis est donné que le 18 septembre 1951, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la Cour, liquidateur aux biens de ladite Meunerie Coopérative du Sol de Beauce dont la liquidation avait été décidée antérieurement suivant la loi.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

St-Joseph de Beauce, P. Q.

Le 29 septembre 1951,

Notaire.

31098-o

GUSTAVE TASCHEREAU.

Winding up Notice :

In the matter of the Winding-up of "La Meunerie Coopérative Agricole du Sol de Beauce".

Notice is given that, on the 18th of September 1951, the undersigned was appointed, by Order of the Court, Liquidator of the property of the said "Coopérative Agricole du Sol de Beauce", the winding-up whereof had been previously decided according to law.

The claims, attested under oath, must be filed with me within thirty days following this notice.

St-Joseph de Beauce, P. Q.

September 29, 1951.

31098

GUSTAVE TASCHEREAU,
Notary.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 22 août 1951.

M. Harry E. Grundy, de Sherbrooke, membre du Barreau de St-François: conseil en loi du Roi.
31109-o

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Québec, August 22, 1951.

Mr. Harry E. Grundy, of Sherbrooke, member of the Bar of St. Francis: King's Counsel.
31109

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu roi de Grande Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi:

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le sept novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P. LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce premier jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent cinquante et un, et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,

30720-33-12-o

ANTOINE LEMIEUX.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith:

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:
GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convene the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the seventh day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House in Quebec, this first day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,
at Quebec.

30720-33-12

Sièges sociaux

Avis est donné que, par nouvelle procuration exécutée le 7 août 1951, le bureau principal dans la province de Québec de "Iron Ore Company of Canada", une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans ladite Province, dont son agent principal est Jules R. Timmins, a été transporté de chambre 721, 360 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, à l'adresse suivante, à savoir: 810 Chemin Côte de Liesse, Ville Mont-Royal, Montréal 9, P.Q.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 août 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31066 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que la compagnie "Institut Littéraire du Québec, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes du gouvernement de la province de Québec en date du 26 juillet 1951 et ayant son bureau principal en la cité de Québec, a établi son bureau au N° 35, rue de la Couronne.

A compter du présent avis ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 24 septembre 1951.
Le Président de la compagnie,
31086-o PAUL MICHAUD.

Head Offices.

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney executed on August 7th, 1951, the principal office in the Province of Quebec of the "Iron Ore Company of Canada", a company duly licensed to carry on business in said Province, whose Chief Agent therein is Jules R. Timmins, was moved from Room 721, 360 St. Street West in the City of Montreal to the following address, namely: 810 Côte de Liesse Road, Town of Mont-Royal, Montreal 9, P.Q.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31066-o Under-Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the company "Institut Littéraire du Québec, Ltée", incorporated by letters patent from the Government of the Province of Quebec and dated July 26th, 1951, having its Head Office in the city of Quebec, has established its office at No. 35, de la Couronne Street.

From and after the present notice the said office shall be considered by the company as being the Head Office.

Dated at Quebec, this 24th of September, 1951.
PAUL MICHAUD,
31086-o President of the company.

Avis de changement d'adresse du siège social de
"Kress & Owen Company of Canada, Limited"

Notice of Change of Address of Head Office of
"Kress & Owen Company of Canada, Limited"

Avis est donné que la compagnie Kress & Owen Company of Canada, Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juin 1929, et ayant son siège social en la cité de Montréal, où son bureau était situé jusqu'à ce jour à 286 ouest, rue St-Paul, l'a transporté à 425 rue River, en la cité de Verdun.

Notice is hereby given that the "Kress & Owen Company of Canada, Limited", incorporated by Letters Patent on the 22nd day of June, 1929, and having its Head Office in the City of Montreal, where its office was situated up to today, at 286 St. Paul St. W., has moved it to 425 River Street, in the City of Verdun.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Daté à Montréal, le 20 septembre 1951.

Dated at Montreal this 20th day of September, 1951.

(Sceau)

Le Secrétaire,
E. M. WENTWORTH.

E. M. WENTWORTH,
Secretary.

31068

31068-o

MARCOLAND MINES LTD
(No Personal Liability)

MARCOLAND MINES LTD
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "Marcoland Mines Ltd" (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 septembre 1951, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à suite 616, 159 ouest, rue Craig, Montréal.

Notice is hereby given that "Marcoland Mines Ltd" (No Personal Liability), company incorporated by Letters Patent on the 17th of September, 1951, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at Suite 616, 159 Craig Street West, Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Daté à Montréal, ce 18 septembre 1951.

Montreal, September 18th, 1951.

Sceau

(Seal)

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN MONETTE.

JEAN MONETTE,
Secretary-treasurer.

31070-o

31070-o

TORLIM TACHE MINES LTD
(No Personal Liability)

TORLIM TACHE MINES LTD
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie Torlim Tache Mines Ltd (N. P. L.), constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 28 septembre 1951, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à Suite 616, 159 ouest, rue Craig, Montréal.

Notice is hereby given that Torlim Tache Mines Ltd (N.P.L.), company incorporated by Letters Patent on the 28th of September, 1951, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at Suite 616, 159 Craig St. W., Montreal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Daté à Montréal, ce 29 septembre 1951.

Montreal, September 29th, 1951.

(Sceau)

(Seal)

Le Secrétaire-trésorier,
RITA ANGERS.

RITA ANGERS,
Secretary-Treasurer.

31078-o

31071-o

TRACADIE INVESTMENT LTD.

TRACADIE INVESTMENT LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Tracadie Investment Ltd., constituée en corporation par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 13 août 1951, enregistrées le 23 août 1951, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi le siège à 10 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

Notice is hereby given that the company "Tracadie Investment Ltd.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 13th day of August, 1951, registered on the 23rd day of August, 1951, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 10 St. James street West, Montreal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Daté à Montréal, le 24 septembre 1951.

Dated at Montreal, September 24, 1951.

Le Président,
ANDRÉ POIRIER.

ANDRÉ POIRIER,
President.

31076-o

31076

Je soussigné, secrétaire-trésorier de la "Commission Industrielle de Saint-Jérôme", certifie que le principal siège social de la Commission Industrielle de Saint-Hérôme est au numéro 280 de la rue Labelle en la cité de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

I the undersigned, secretary-treasurer of "Commission Industrielle de Saint-Jérôme", certify that the head office of the "Commission Industrielle de Saint-Jérôme" is at number 280 Labelle Street, in the city of Saint-Jérôme, county of Terrebonne.

Le Secrétaire-trésorier,
W. H. SANDERSON.

W. H. SANDERSON,
Secretary-Treasurer.

31099-o

31099

Canada, Province de Québec, District de Québec

OMER GINGRAS & FILS INC.

Avis de la situation du bureau principal

Avis est donné que la compagnie "Omer Gingras & Fils Inc.", constituée en corporation en date du vingt-sixième jour de juillet 1951 et ayant son bureau principal à Ste-Foy, a établi son bureau au numéro 2491, chemin Gomin.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ste-Foy, ce sixième jour d'août 1951.

(Sceau)
31077-o

Le Président,
OMER GINGRAS.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

OMER GINGRAS & FILS INC.

Notice of situation of head office

Notice is hereby given that the company "Omer Gingras & Fils Inc.", incorporated under date the twenty-sixth day of July, 1951, and having its head office at St. Foy, has established its office at No. 2491 Gomin Road.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Ste-Foy, this sixth day of August, 1951.

(Seal)
31077

OMER GINGRAS,
President.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE
DU SIÈGE SOCIAL

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Consolidated Central Cadillac Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, en date du 16 juillet 1936, et ayant son siège social dans la cité de Montréal où son bureau était situé jusqu'à présent à chambre 717, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, l'a transporté à chambre 806, 707 Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 28 septembre 1951.

CONSOLIDATED CENTRAL CADILLAC
MINES LTD.

(Libre de responsabilité personnelle)
(Sceau) Le Secrétaire,
31095 ARTHUR N. OVENDEN.

NOTICE OF CHANGE IN ADDRESS
OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that Consolidated Central Cadillac Mines Limited (No Personal Liability), incorporated by letters Patent, under the Quebec Mining Companies Act on the 16th of July 1936, and having its Head Office in the City of Montreal, where its office was situated up to the present time at Room 717, 132 St-James Street, West, Montreal, has moved it to Room 806, 707 Place d'Armes, Montreal.

Montreal, September 28th 1951.

CONSOLIDATED CENTRAL CADILLAC
MINES LTD.

(No Personal Liability)
(Seal) ARTHUR N. OVENDEN,
31095-o Secretary.

Soumissions

AVIS RELATIF À LA VENTE

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL
\$4,796,000.00 — Obligations en série

Avis est par les présentes, donné que des soumissions sous enveloppe scellée, portant l'incitation "Soumissions pour obligations" adressées à la Commission Métropolitaine de Montréal, seront reçues par cette dernière, à son bureau, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, jusqu'à 10.30 de l'avant-midi, le 22 octobre 1951, pour l'achat de \$4,796,000.00 d'obligations en série que ladite Commission se propose d'émettre.

Les obligations seront datées du 1er novembre 1951, porteront intérêt au taux de 4%, et seront émises en coupures de \$1,000.00 chacune, ou tout multiple de cette somme au choix de l'acheteur avec coupons d'intérêt payable le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, et elles pourront être enregistrées quant au principal et seront remboursables comme suit:

Novembre 1952.	\$ 230,000.00
Novembre 1953.	240,000.00
Novembre 1954.	240,000.00
Novembre 1955.	240,000.00
Novembre 1956.	230,000.00
Novembre 1957.	240,000.00
Novembre 1958.	240,000.00
Novembre 1959.	250,000.00
Novembre 1960.	230,000.00
Novembre 1961.	220,000.00

Tenders

NOTICE OF SALE

THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION
\$4,796,000.00 — Serial debentures.

Notice is hereby given that scales "Tenders for Bonds", addressed to the Montreal Metropolitan Commission shall be received by the latter at its office, 10 St. James street West, Montreal, until October 22nd 1951, at 10.30 o'clock in the forenoon, for the purchase of \$4,796,000.00 of serial bonds to be issued by the said Commission.

The bonds shall be issued in denominations of \$1,000.00 each and any multiple of this amount at the choice of the purchaser, with interest at 4% payable on the first of May and the first of November of each year, may be registered as to principal, shall be dated November first 1951 and shall mature as follows:

November 1952.	\$ 230,000.00
November 1953.	240,000.00
November 1954.	240,000.00
November 1955.	240,000.00
November 1956.	230,000.00
November 1957.	240,000.00
November 1958.	240,000.00
November 1959.	250,000.00
November 1960.	230,000.00
November 1961.	220,000.00

Novembre 1962.	220,000.00
Novembre 1963.	220,000.00
Novembre 1964.	230,000.00
Novembre 1965.	240,000.00
Novembre 1966.	1,526,000.00

Total. \$4,796,000.00

November 1962.	220,000.00
November 1963.	220,000.00
November 1964.	230,000.00
November 1965.	240,000.00
November 1966.	\$1,526,000.00

Total. \$4,796,000.00

Les obligations pourront être rachetées avant échéance en tout ou en partie à leur valeur nominale et l'intérêt couru à toute échéance d'intérêt, mais non avant le 1er novembre 1952.

Le principal et l'intérêt seront payables en monnaie légale du Canada, au bureau principal de quatre banques à charte dans les cités de Montréal, Québec et Toronto, au choix du porteur.

Toute soumission doit être pour l'émission totale.

Le prix offert devra comprendre l'intérêt accru au taux stipulé, depuis le 1er novembre 1951, à la date de la livraison des obligations contre paiement.

Toute soumission doit être accompagnée d'un chèque visé sur une banque à sa charte faisant affaires à Montréal, égal à 1% du montant en principal du présent emprunt.

Le chèque déposé par un soumissionnaire dont l'offre aura été rejetée lui sera remis sans retard, et le chèque de celui dont l'offre aura été acceptée sera retenu par la Commission et appliqué en paiement partiel du prix d'achat des obligations, ou servira à garantir la Commission pour tout dommage au cas où ce soumissionnaire ne donnerait pas suite à son offre.

La Commission n'est pas obligée d'accepter aucune des soumissions.

Toute soumission devra être faite sur des formules fournies par la Commission, que toute personne qui désire soumissionner pourra se procurer au bureau de la Commission, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Tout soumissionnaire pourra aussi se procurer au bureau de la Commission le prospectus et obtenir tous autres renseignements dont il pourra avoir besoin.

Les municipalités auxquelles s'étend l'action de la Commission, savoir: les cités de Westmount, Outremont, Verdun et Lachine, et les villes de Montréal-Ouest, Hampstead, LaSalle, Saint-Pierre, Saint-Laurent, Mont-Royal, Montréal-Est, Pointe-aux Trembles, Montréal-Nord et Saint-Michel y compris la cité de Montréal, sont conjointement et solidairement responsables du présent emprunt.

Les soumissions seront ouvertes en séance publique de la Commission Métropolitaine qui aura lieu le 22 octobre 1951 à 10.30 de l'avant-midi, au bureau de cette dernière 10 ouest rue St. Jacques, Montréal.

LA COMMISSION METROPOLITAINE
DE MONTRÉAL.

Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) E. BRISEBOIS.

31120-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE LA TUQUE
(Comté de Lavolette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Alphondor Roy, secrétaire-trésorier, La Tuque, comté de Lavolette, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 22 octobre 1951, pour l'achat de \$70,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de

The bonds may be redeemed before their maturity in whole, or in part at their nominal value and accrued interest at any interest maturity date but not before November first 1952.

The principal and the interest shall be payable in lawful money of Canada at the principal office of four chartered banks in the cities of Montreal, Quebec and Toronto, at the holder's option.

All tenders must be for the total amount of the issue.

The price offered must include the accrued interest at the rate stipulated from the first of November 1951 to the date of the delivery of the bonds against payment.

Each tender must be accompanied by a cheque draw on a chartered bank doing business in Montreal and certified by it, equaled to 1% of the principal amount of loan.

The cheque deposited by the tenderers whose tenders have been reject shall be returned to them without delay, and that of the successful tenderer will be retained by the Commission to be applied in part payment of the purchase price of the bonds or to secure the Commission against any loss resulting from the failure of the tenderer to comply with the terms of his tender.

The Commission does not bind itself to accept any of the tenders.

Each tender must be made on forms furnished by the Commission. Such forms may be obtained at the office of the Commission, 10 St. James street West, Montreal. The prospectus and any other details concerning the present issue may also be obtained at the office of the Commission.

The municipalities subject to the control of the Commission that is: the cities of Westmount, Outremont, Verdun, and Lachine, and the towns of Montreal-West, Hampstead, LaSalle, St. Pierre, St. Laurent, Mount-Royal, Montreal-East, Pointe-aux-Trembles, Montreal-North and St. Michel, including the city of Montreal, are jointly and severally responsible for the present loan.

The tenders shall be opened at a public meeting of the Commission to held on October 22nd 1951, at 10.30 o'clock in the forenoon at the office of the Commission, 10 St. James st. West, Montreal.

THE MONTREAL METROPOLITAN
COMMISSION.

(Signed) E. BRISEBOIS,
Secretary-treasurer.

31120-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN OF LA TUQUE
(County of Lavolette)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Alphondor Roy, secretary-treasurer, La Tuque, county of Lavolette, up to eight o'clock in the evening, Monday the 22nd day of October, 1951, for the purchase of \$70,000 of bonds of the School Commission of the

La Tuque, comté de Laviolette, datées du 1er octobre 1951 et remboursables par séries du 1er octobre 1952 au 1er octobre 1966 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$70,000.00—15 ans

Année	Capital
1er octobre 1952.	x\$12,000.00
1er octobre 1953.	x 12,000.00
1er octobre 1954.	3,000.00
1er octobre 1955.	3,000.00
1er octobre 1956.	3,000.00
1er octobre 1957.	3,000.00
1er octobre 1958.	3,000.00
1er octobre 1959.	3,500.00
1er octobre 1960.	3,500.00
1er octobre 1961.	3,500.00
1er octobre 1962.	4,000.00
1er octobre 1963.	4,000.00
1er octobre 1964.	4,000.00
1er octobre 1965.	4,000.00
1er octobre 1966.	4,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$19,900 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$9,950 chacun, en 1952 et en 1953, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à La Tuque.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 22 octobre 1951, à 8 heures p.m., à l'École Centrale, rue St-Joseph, La Tuque.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Tuque (Comté de Laviolette), ce 2ème jour d'octobre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
ALPHONDOR ROY.

La Tuque, (Comté de Laviolette),
Qué.

31100-0

Town of La Tuque, County of Laviolette, dated the 1st of October, 1951, and redeemable serially from the 1st of October, 1952 to the 1st of October 1966, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$70,000.00 — 15 years

	x\$12,000.00
1st October 1952.	x 12,000.00
1st October 1953.	3,000.00
1st October 1954.	3,000.00
1st October 1955.	3,000.00
1st October 1956.	3,000.00
1st October 1957.	3,000.00
1st October 1958.	3,000.00
1st October 1959.	3,500.00
1st October 1960.	3,500.00
1st October 1961.	3,500.00
1st October 1962.	4,000.00
1st October 1963.	4,000.00
1st October 1964.	4,000.00
1st October 1965.	4,000.00
1st October 1966.	4,500.00

The letters "x" indicate the year during which annual payments of a total amount of \$19,900 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$9,950 each, in 1952 and in 1953, will be received and applied to the use of this loan.

The capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, or at La Tuque.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Monday, the 22nd day of October, 1951, at eight o'clock in the evening, in the Central School, St. Joseph street, La Tuque.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

La Tuque (County of Laviolette), this 2nd day of October, 1951.

ALPHONDOR ROY,
Secretary-Treasurer.

La Tuque (County of Laviolette),
Que.

31100

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, Cour Supérieure de Rimouski, (siégeant en matière de faillite), No. 11,211 ANDRÉ BRISSON, de la ville de Rimouski, district de Rimouski, failli; & HENRI-A. MARTIN, Syndic.

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés seront vendus

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court of Rimouski, (Sitting in Bankruptcy) No. 11,211. ANDRÉ BRISSON, of the town of Rimouski, district of Rimouski, Insolvent; & HENRI-A. MARTIN, Trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments hereinunder mentioned will

aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

"Le numéro neuf (N° 9) de la subdivision officielle du lot deux cent soixante-cinq (265) au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, étant un terrain situé sur la rue Ste-Thérèse, mesurant cinquante-sept pieds (57') de front est-ouest sur la rue par cent soixante pieds (160') nord-sud de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, borné au nord à la rue Ste-Thérèse, à l'est à Alphonse St-Laurent, au sud à Dame P. E. St-Pierre, et à l'ouest à succession Docteur Joseph Gauvreau."

Pour être vendu au bureau du syndic soussigné à Rimouski, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE 1951 à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Cette vente aura le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Daté de Rimouski, ce 25ième jour de septembre 1951.

Le Syndic Licencié.
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q.

31042-39-2-o

AVIS DE VENTE

Province de Québec, District de Montreal, Cour Supérieure, (En faillite) N°171. Dans l'affaire de la faillite de: Isai Larose, fabricant de conserves, Verchères, débiteur.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le NEUF NOVEMBRE, 1951, à ONZE heures de l'avant-midi sera vendu par encan public, à la porte de l'Eglise paroissiale de Verchères l'immeuble suivant savoir:

1° Un terrain situé en la Paroisse de Verchères, au rang de la "Côte" constituant en la partie ci-après décrite du lot connu et désigné sous le numéro trente-huit (Ptie de 38) du cadastre officiel de la paroisse de Verchères, mesurant cent un pieds de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis la route nationale N° 3 qui le borne au sud-est, jusqu'au fleuve St-Laurent, qui le borne au nord-ouest tenant au nord-est à la propriété de Ludger Larose, et au sud-ouest à la partie du même lot numéro trente-huit, propriété de Edouard Larivière, avec une bâtisse. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes se rattachant au dit immeuble.

Cette vente est faite en vertu de jugements de la Cour Supérieure "En faillite" rendus par le registraire, et en vertu du code de procédure civile, pour les dites ventes avoir l'effet du décret.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernements de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic
CLAUDE PERRAS.

Bureau de: Perras & Perras,
4, Notre-Dame est, Montréal.

31101-40-2-o

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de J. Bruno Boucher, beurrier, St-Boniface de Shawinigan, P.Q.

Avis est par les présentes donné que jeudi, le

be sold at the respective time and place hereinbelow mentioned:

"Lot number nine (No. 9) of the official subdivision of lot two hundred and sixty-five (265) on the official cadastre for the town of St-Germain de Rimouski, being a lot of land situate on Ste-Thérèse Street, measuring fifty-seven feet (57') in front, east-west, on the street, by 160 feet (160') north-south, in depth, the whole more or less, English measure, bounded on the north by Ste-Thérèse Street, on the east by Alphonse St-Laurent, on the south by Dame P. E. St-Pierre, and on the west by the estate of Doctor Joseph Gauvreau."

To be sold at the office of the undersigned trustee, at Rimouski, on the FIFTH day of NOVEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Said sale shall have the effect of a Sheriff's Sale.

Given at Rimouski, this 25th day of September, 1951.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office: 152A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q.

31042-39-2-o

NOTICE OF SALE

Province of Quebec District of Montreal, Superior Court, (sitting in Bankruptcy) No. 171. In the matter of the estate of: Isai Larose, manufacturer of canned goods, of Verchères, Debtor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the NINTH day of NOVEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold, by public auction, at the parish church door of Verchères, the following immovable wit:

1. A lot of land situate in the Parish of Verchères, in the "Côte" range, consisting of the part hereinafter described of the lot known and designated as number thirty-eight (Pt. of 38) of the official cadastre for the Parish of Verchères, measuring one hundred and one feet in width, English measure, by the depth which exists between the National Highway No. 3 which bounds it on the southeast, and the St-Lawrence river, which bounds it on the northwest; bounded on the northeast by the property of Ludger Larose, and on the southwest by the part of the same lot number thirty-eight, the property of Edouard Larivière — with one building.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attaching to the said immovable.

The said sale will be made in virtue of judgments of the Superior Court (Sitting in Bankruptcy) rendered by the Registrar, and pursuant to the Code of Civil Procedure, in order that the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the buyer must pay the Government tax of 2½% according to Law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of: Perras & Perras,
4 Notre-Dame East Montreal.

31101-40-2

BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of J. Bruno Boucher, butter dairy, St-Boniface de Shawinigan, P.Q.

Notice is hereby given that on Thursday, the

huit (8) novembre 1951, à dix heures de l'avant-midi, seront vendus, par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Boniface, Co. St-Maurice, les immeubles suivants:

Item 1— Un emplacement situé sur le sixième rang en la paroisse de St-Boniface, de la contenance de quarante huit pieds de largeur sur un arpent de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme étant formé des lots numéros deux et trois de la subdivision du lot originaire deux cent soixante et un (261-2 & 3) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Boniface, avec les bâtisses dessus érigées;

Item 2a) Un terrain situé sur le cinquième rang de la paroisse de St-Boniface, de la contenance de deux arpents et un quart de largeur sur vingt-deux arpents de profondeur, plus ou moins, tenant au sud-ouest au chemin de l'équerre, en profondeur au cordon du quatrième rang, du côté nord partie à la terre de J. W. Boisvert, partie à la terre d'Alphonse Gélinas et partie au N° 181 et du côté sud partie à la terre de Philippe Gélinas ou représentants, partie à Josaphat Gélinas, connu et désigné comme étant partie du lot numéro cent quatre vingt deux (p. 182) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Boniface;

b) Une lisière de terrain situé dans le cinquième rang de la paroisse de St-Boniface, connue et désignée comme étant partie du lot numéro cent quatre vingt trois (P. 183) des plan et livre de renvoi officiels susdits, de la contenance de vingt-six pieds de largeur en front sur la profondeur s'étendant du chemin à un cours d'eau naturel en arrière, bornée en front par le chemin public, d'un côté par l'acquéreur (Ernest Boucher), de l'autre côté par le vendeur (Dame Vve Emma Pellerin-Bellemare) et en arrière par le susdit cours d'eau;

c) Un morceau de terre situé en la même paroisse, en arrière de la montagne, mesurant en largeur à partir du terrain d'Alphonse Gélinas à aller au terrain du présent acquéreur:— deux arpents et quart et en profondeur, à partir du ruisseau dans le fond de la côte à aller à une clôture encore existante, tout le terrain qui se trouve dans cet espace, le tout sans garantie de mesure précise et plus ou moins, borné d'un côté au terrain d'Alphonse Gélinas, de l'autre côté à l'acquéreur, à un bout au ruisseau et à l'autre bout au vendeur, connu et désigné comme étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-un (P. 181 des plan et livre de renvoi officiels susdits);

Il faudra distraire toutefois des terrains décrits à l'item numéro deux les parties vendues à Jules Bellemare, Edmond Blais et Fernand Matteau, selon les mesures ou grandeurs constatées par leur acte d'acquisition.

La dite vente sera faite par item séparé et le numéro deux comprendra les terrains décrits aux paragraphes A, B et C.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et article 55 de la Loi de Faillite 1949 et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus de renseignements, s'adresser à:

Le Syndic autorisé,
NAPOLÉON ALARIE.

Bureau: 927 rue Ste-Geneviève, Les Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 3 octobre 1951. 31118-40-2-o

Eighth day of November 1951, at ten o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, at the parochial church door of the parish of St-Boniface de Shawinigan, St. Maurice County, the following immovables, to wit:

Item No. 1. A piece of land situate on the sixth range of the parish of St-Boniface, containing forty-eight feet width on one arpent depth, more or less, known and designated as being formed of the lots number Two and Three of the subdivision of the original lot Two Hundred and Sixty One (261-2 & 3) on the plan and books of references for the official cadastre of St-Boniface, with the buildings thereon erected;

Item No. 2a. A piece of land on the fifth range of the parish of St. Boniface, containing two arpents and a quarter width on twenty two arpents depth more or less, adjacent to the southwest to the square road in depth to the row of the forth range, on the north side partly to the land of J. W. Boisvert, partly to the land of Alphonse Gélinas and partly to number one Hundred and Eighty One and on the south side partly to the land of Philippe Gélinas or representative, partly to Josaphat Gélinas, known and designated as being part of the lot number one hundred and eighty two (P. 182) of the plan and books of references of the official cadastre for St-Boniface;

b) A strip of land situate in the fifth range of the parish of St-Boniface, known and designated as being part of the lot One hundred and eighty three (P. 183) of the official plan and books of references above mentioned, containing twenty six feet wide in front on the depth starting from the road to a natural stream in rear, bounded in front by the public road, on one side by the purchaser (Ernest Boucher) on the other side by the vendor (Dame Vve Emma Pellerin-Bellemare) and in rear by the said natural stream;

c) A piece of land situate in the same parish in rear of the mountain, measuring in width from the land belonging to Alphonse Gélinas to the one of the present buyer: Two arpents and a quarter and in depth, from the stream at the end of the hill to a fence still existing, all the land existing between that space, without any guarantee of the exact measure, more or less, bounded on one side to the land of Alphonse Gélinas, on the other side to the buyer, at one end to the stream, and at the other to the vendor, known and designated as being part of lot number one hundred and eighty (P. 181) of the official plan and books of references above mentioned.

It would be necessary however to withdraw from the above described land at item number 2, the parts already sold to Jules Bellemare Edmond Blais and Fernand Matteau, according to the measures or space mentioned in their respective deed of sale.

The said sale will be made by separate item and the number two will include the paragraphs A, B and C.

The titles and certificates may be seen at the office of the undersigned at any time.

The said sale shall be made in conformity with articles 716-717 C.C.P., and article 55 of the Bankruptcy Act 1949 and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash. For further information, apply to:

NAPOLÉON ALARIE,
Authorized Trustee.

Office: 927 Ste-Geneviève Street, Les Trois-Rivières.

Trois-Rivières, October 3rd 1951. 31118-40-2-o

Vente par licitation

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 24 septembre 1951, dans une cause N° 267185, dans laquelle Dame Marie-Louise Giguère, ménagère, épouse commune en biens d'Edmond Martel, et ce dernier, peintre, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux de la cité de Verdun, district de Montréal, sont demandeurs et les héritiers de feu Dame Zulma Giguère, de son vivant ménagère, des cité et district de Montréal, veuve non remariée de feu Hercule Larivière, de son vivant mécanicien, du même lieu, sont défendeurs, la licitation de l'immeuble ci-après désigné a été ordonnée, savoir:

"Un emplacement situé dans le quartier St-Henri de la cité de Montréal, sur le côté nord-ouest de la rue Ste-Marie, connu et désigné sous le numéro deux cent vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille sept cent-trois (1703-220) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec les bâtisses dessus construites et portant les numéros 5063 et 5065 de la dite rue Ste-Marie. Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble."

Un dépôt de \$500.00 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur le susdit immeuble.

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le MARDI, SIX (6) NOVEMBRE 1951, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure de Montréal, Cour tenante, dans la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice à Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, ils seront forçés du droit de le faire.

Montréal, le 26 septembre 1951.

Le Procureur des demandeurs,
ROGER DESMARAIS.

20 est rue St-Jacques,
Montréal.

31033-39-2-o

Sale by Licitaton

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered the 24th September 1951, in a case No. 267185 wherein Dame Marie-Louise Giguère, housewife, wife common as to property of Edmond Martel, and the latter, painter, personally as well as to authorize his said wife for the purposes herein, both of the city of Verdun, district of Montreal, are plaintiffs and the heirs of the late Dame Zulma Giguère, in her lifetime housewife, of the city and district of Montreal, unmarried widow of the late Hercule Larivière, in his lifetime mechanic, of the same place, are defendants, the licitation of the immovable hereinafter designated has been ordered to wit:

"An emplacement situated in the St. Henry ward of the city of Montreal, on the North-West side of St. Mary street, known and designated as being lot number two hundred and twenty of the official subdivision of original lot number one thousand seven hundred and three (1703-220) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the buildings thereon erected bearing Nos. 5063 and 5065 of the said St. Mary street. As the whole now subsists with its servitudes active and passive, apparent or occult attached to said immovable."

A deposit of \$500.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immovable.

The above described immovable will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder on TUESDAY, the SIXTH of NOVEMBER, 1951, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, Montreal time, Sitting the Court, in the Court Room No. 31, of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, September 26th, 1951.

ROGER DESMARAIS,
Attorney for plaintiffs.

20, St. James Street East,
Montreal.

31033-39-2-o

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec,
District d'Arthabaska.

Cour Supérieure, N° 7118, { HENRY DESROCHERS,
bourgeois, Warwick, district d'Arthabaska, deman-

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec,
District of Arthabaska

Superior Court, No. 7118. { HENRI DESROCHERS
bourgeois, of Warwick,
district of Arthabaska, plain-

deur; vs ARMAND COUTURE, commerçant, Magog, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain de neuf rods de largeur par quarante rods et demi de profondeur, plus ou moins, et connu sous le N° six-75 (6-75) du douzième rang de Kingsay; borné d'un bout, vers le sud-ouest par le terrain de la Fabrique ou lot N° 6-82, au nord-ouest par la ligne de division entre les rangs douze et treize; d'un côté au nord-ouest par les emplacements qui partent de la rue de l'église et de l'autre côté au sud-est par le terrain de Georges Lemieux, remplaçant Etienne Lemieux, lot 6-63.

A déduire les morceaux vendus à Henri Martin et à Damien Bélanger, selon leur titre.

Le terrain présentant donné contient en superficie environ six arpents et trois-quarts sans garantie de mesure exacte, moins les morceaux vendus à Henri Martin et Damien Bélanger.

Tel que le tout est actuellement avec les bâtiments dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Kingsay Falls, JEUDI, le DIX-HUIT d'OCTOBRE 1951 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, 11 septembre 1951. 30921-37-2-o
[Première insertion le 15 septembre 1951]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

St-Joseph de Beauce—District de Beauce

Cour Supérieure, { J. P. ROY, garagiste, de St-
N° 21,709 { J. Ephrem, comté de Beau-
ce, contre ALBERT POULIN, rentier, de La Guadeloupe, comté de Frontenac, à savoir: Un morceau de terrain faisant partie du lot numéro vingt-six A (ptie 26-A) du cadastre pour le rang B du canton Forsyth, comté de Frontenac, mesurant trois cent soixante-et-un pieds de largeur en front sur la route St-Jean-Baptiste, quatre cent trente-cinq pieds de profondeur, du côté sud-ouest, quatre cent soixante-cinq pieds de largeur à la profondeur, du côté nord-ouest, dans la partie avoisinant le ruisseau de la Station, et de l'autre côté toute la profondeur qu'il y a à partir du ruisseau de la Station à aller à la route St-Jean-Baptiste, à distraire du dit terrain l'emplacement vendu à Sylvio Gagnon; compris cependant la route qui était réservée le long de l'emplacement du dit Sylvio Gagnon; borné en front par la route St-Jean-Baptiste à la profondeur au terrain restant à Jean-Paul Dallaire, d'un côté au sud-ouest partie à l'emplacement de Sylvio Gagnon et partie à celui de Jean-Paul Dallaire et de l'autre côté au nord-est au terrain restant à Jean-Paul Dallaire; tel que le tout est indiqué sur un plan annexé à un acte de vente de Jean-Paul Dallaire à Albert Poulin passé devant J.-Clément Masson, notaire, le 11 août 1950, le tout avec bâtiments y érigées, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de La Guadeloupe, comté de Fron-

tiff; vs ARMAND COUTURE, trader, Magog, défendeur.

As belonging to the defendant:

A lot of land of nine rods in width by forty and one half rods in depth, more or less, and known under No. six-75 (6-75) of the twelfth range of Kingsay; bounded at one end towards the southwest by the land of "la Fabrique" or lot No. 6-82, on the northwest by the division line between ranges twelve and thirteen; on one side, on the northwest, by the emplacements which start from "de l'église" street, and on the other side, on the southeast by the land of Georges Lemieux, replacing Etienne Lemieux, lot 6-63.

To be deducted parcels of land sold to Henri Martin, and to Damien Bélanger, according to their titles.

The land here given contains a superficial area of about six arpents and three quarters, without guarantee of exact measurement, less the parcels sold to Henri Martin and Damien Bélanger.

As the whole presently subsists, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Catholic Church door of Kingsay Falls, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of OCTOBER, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, September 11, 1951. 30921-37-2
[First insertion: September 15, 1951]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

St-Joseph de Beauce—District de Beauce

Superior Court, { J. P. ROY, garage-keeper of
No. 21,709 { J. St-Ephrem, county of
Beauce; against ALBERT POULIN, annuitant of La Guadeloupe, county of Frontenac, to wit: A parcel of land forming part of lot number twenty-six-A (Part 26-A) of the cadastre for range B of the township Forsyth, county of Frontenac, measuring three hundred and sixty-one feet in width in front on the St-Jean-Baptiste Road, four hundred and thirty-five feet in depth, on the southwest side, four hundred and sixty-five in width at the depth on the northwest side, in the part bordering the "Station" stream, and on the other side all the depth that exists between the "Station" stream to the St-Jean-Baptiste Road, to be deducted from the said land, the emplacement sold to Sylvio Gagnon; comprising, however, the by-road which was reserved along the emplacement of the said Sylvio Gagnon; bounded in front by the St-Jean-Baptiste Road, at the depth by the land remaining to Jean Paul Dallaire, on one side to the southwest partly by the emplacement of Sylvio Gagnon and partly by that of Jean Paul Dallaire and on the other side, to the northeast, by the land remaining to Jean Paul Dallaire; as the whole is shown on a plan annexed to a deed of sale from Jean Paul Dallaire to Albert Poulin, passed before J. Clément Masson, notary, on the 11th of August, 1950—the whole with buildings thereon erected, as the whole presently subsists, with the active and passive servitudes, without exception or reserve.

To be sold at the parish church door, in the parish of La Guadeloupe, county of Frontenac,

tenac, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,
J. S. POULIOT.

Bureau du Shérif,

St-Joseph de Beauce, 1er octobre 1951.

[Première insertion: 6 octobre 1951]

[Seconde insertion: 20 octobre 1951]

31093-40-2-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Province de Québec—District de Joliette

Cour Supérieure,
N° 8342

{ ANITA MARTIN, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-Alexis, district de Joliette, demanderesse, contre LÉOPOLD MARTIN, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur, les biens immobiliers ci-après mentionnés et décrits, savoir:

1. Une terre située à St-Alexis, connue et désignée comme étant les lots 266, 266-A, 266-B, 267 et 267-A des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Alexis, de forme irrégulière et de la contenance de 80 arpents en superficie, avec bâtisses.

2. Cette partie du lot N° 269 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Alexis sur laquelle le défendeur a construit un séchoir.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis, au village de Saint-Alexis, district de Joliette, le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1951, à ONZE heures du matin.

3. Une terre à bois connue et désignée comme étant le lot N° 29 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Jacques, moins cette partie dudit lot appartenant à Charles-Emile Martin.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, au village de Saint-Jacques, district de Joliette, le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1951 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ROLAND PERRAULT.

Bureau du Shérif,

Joliette, le 3 octobre 1951.

31121-40-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir:
N° 137180

{ O. CHALIFOUR INC., corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec; contre MARCEL DUBÉ, de la cité de Québec, à savoir:

Les subdivisions Nos 352 et 353 (trois cent cinquante-deux et trois cent cinquante-trois) du lot N° 435 (quatre cent trente-cinq) du cadastre officiel pour St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant des terrains situés sur la rue Cadillac, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,

Québec, 19 septembre 1951.

30957-38-2-o

[Première insertion: 22 septembre 1951]

[Seconde insertion: 6 octobre 1951]

on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock on the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,

St-Joseph de Beauce, October 1, 1951.

[First insertion: October 6, 1951]

[Second insertion: October 20, 1951]

31093-40-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Joliette

Superior Court,
No. 8342

{ ANITA MARTIN, spinster and in use of her rights, of the parish of Saint-Alexis, district of Joliette, plaintiff; against LÉOPOLD MARTIN, of the same place, defendant.

As belonging to and in the possession of the defendant, the immovable properties hereinafter mentioned and described, to wit:

1. A farm situate at St-Alexis, known and designated as being lots 266, 266-A, 266-B, 267 and 267-A, on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Alexis, of irregular figure and containing a superficial area of 80 arpents—with buildings.

2. That part of lot No. 269 on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Alexis, upon which the defendant has built a drying plant.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alexis, in the village of Saint-Alexis, district of Joliette, on the SEVENTH day of the month of NOVEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

3. A wooded lot, known and designated as being lot No. 29 on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Jacques — less that part of said lot belonging to Charles Emile Martin.

To be sold at the church door at the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, in the village of Saint-Jacques, district of Joliette, on the SEVENTH day of NOVEMBER, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff.

Sheriff's Office,

Joliette, October 3, 1951.

31121-40-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit:
No. 137180

{ O. CHALIFOUR INC., a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Quebec; against MARCEL DUBÉ, of the City of Quebec, to wit:

Subdivisions Nos. 352 and 353 (three hundred and fifty-two and three hundred and fifty-three) of lot No. 435 (four hundred and thirty-five) of the official cadastre for St-Roch Nord, now Limoilou ward, of the city of Quebec, being lots of land situate on Cadillac Street — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, September 19, 1951.

30957-38-2

[First insertion: September 22, 1951]

[Second insertion: October 6, 1951]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **J. DOYON LIMITÉE**, corporation ayant son siège social en la ville de Québec-Ouest; contre **ROLAND FONTAINE**, de Québec-Ouest, à savoir:

Les subdivisions Nos 19, 20 et 21 (dix-neuf, vingt et vingt-et-un) du lot N° 2436 (deux mille quatre cent trente-six) du cadastre officiel pour St-Sauveur de Québec, étant des terrains situés maintenant en la ville de Québec-Ouest, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement au Palais de Justice, à Québec, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 3 octobre 1951. 31102-40-2-o
[Première insertion: 6 Octobre 1951]
[Seconde insertion: 20 octobre 1951]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **LA CAISSE POPULAIRE ST-LAURENT, ILE D'ORLÉANS**, comté de Montmorency, corporation légalement constituée, contre **ARMAND COULOMBE**, restaurateur, de St-Laurent, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, à savoir:

Partie du lot N° 187 (cent quatre-vingt-sept) du cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, Ile d'Orléans, ayant la forme d'un triangle dont la base est le chemin public, le côté latéral nord ayant à peu près deux arpents et le côté latéral est environ deux arpents et demi, bornée au sud-ouest par le chemin public, au nord par Gaudiose Leclerc et à l'est par David Dumas, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A déduire l'emplacement donné à Dame Lucia Coulombe Noël, suivant donation passée devant Paul Samson, notaire, le cinq avril, mil neuf cent quarante-cinq, enregistrée le douze mai, même année, sous le N° 10421.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Laurent, I.O., comté de Montmorency, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 3 octobre 1951. 31103-40-2-o
[Première insertion: 6 octobre 1951]
[Seconde insertion: 20 octobre 1951]

RIMOUSKI

En Cour de l'Echiquier du Canada

N° 53162. **LE ROI** dans l'affaire de la loi de amendements; vs **JOSEPH MORIN**, R.R. N° 1, de St-Léon-le-Grand, Co. Matapédia, district de Rimouski.

Partie du lot N° 29-1, du rang 1, canton — Pineault, borné à Jean-Baptiste Blais, à l'est par une rue, au sud au chemin National, à l'ouest par "l'écart". Avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Léon-le-Grand de Matapédia, le CINQ NOVEM-

Fieri Facias

Québec, to wit: **J. DOYON LIMITÉE**, a corporation having its head office in the town of Québec-West; against **ROLAND FONTAINE**, of Québec-West, to wit:

Subdivisions Nos 19, 20 and 21 (nineteen, twenty and twenty-one) of lot No. 2436 (two thousand four hundred and thirty-six) on the official cadastre for St-Sauveur de Québec, being lots of land now situate in the town of Québec-West — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office, at the Court House, Québec, on the NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, October 3, 1951. 31102-40-2
[First insertion: October 6, 1951]
[Second insertion: October 20, 1951]

Fieri Facias

Québec, to wit: **LA CAISSE POPULAIRE ST-LAURENT, ISLAND OF ORLÉANS**, county of Montmorency, a body politic and corporate; against **ARMAND COULOMBE**, restaurant keeper, of St-Laurent, Island of Orleans, county of Montmorency, to wit:

Part of lot No. 187 (one hundred and eighty-seven) of the official cadastre for the parish of St-Laurent, Island of Orleans, of triangular figure, of which the base is the public road, the north side measuring about two arpents and the east side about two arpents and one half, bounded on the southwest by the public road, on the north by Gaudiose Leclerc and on the east by David Dumas — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted the emplacement given to Dame Lucia Coulombe Noël, according to donation passed before Paul Samson, notary, on the fifth of April, one thousand nine hundred and forty-five, registered the 12th of May of the same year, under No. 10421.

To be sold at the parish church door of St-Laurent, Island of Orleans, county of Montmorency, on the NINTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, October 3, 1951. 31103-40-2
[First insertion: October 6, 1951]
[Second insertion: October 20, 1951]

RIMOUSKI

In the Exchequer Court of Canada

No. 53162 **THE KING**, in the matter of the Income Tax Act and its amendments; vs **JOSEPH MORIN**, R.R. No. 1 St-Léon-le-Grand, county of Matapédia, district of Rimouski.

Part of lot No. 29-1, range 1, township Pineault, bounded on the north by Jean-Baptiste Blais, on the east by a street, on the south by the National Highway and on the west by "l'écart". With buildings thereon erected and dependencies.

To be sold, at the church door of St-Léon-le-Grand de Matapédia, on the FIFTH day of NO-

BRE 1951, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES GARON.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 2 octobre 1951. 31104-40-2

TERREBONNE

Canada, Province de Québec,
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **RAOUL BRUNET**, constable domicilié au numéro 41 de la rue Laviolette, en la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, demandeur, vs **LE CURATEUR PUBLIC**, dont le bureau est situé actuellement au N° 187 ouest rue Ste-Catherine, en les cité et district de Montréal, et **ARTHUR L. MICHAUD**, curateur au délaissement, défendeur.

"Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et dix-huit (278) des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Colomban, comté de Deux-Montagnes, avec bâtisses dessus construites."

Un dépôt de \$150.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement du Prothonotaire du district de Terrebonne en date du 25 septembre 1951.

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice, en la cité de St-Jérôme, le SEPTIEME jour de NOVEMBRE 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
MAURICE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 28 septembre 1951. 31094-40-2-o
[Première insertion: le 6 octobre 1951]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, { **LUCIEN DURAND**, cultivateur de la paroisse de St-Pierre les Becquets, district de Nicolet, demandeur, vs **JEAN-BAPTISTE PÉPIN**, des mêmes lieux, défendeur.

"Le lot numéro cent trente-quatre (134) du cadastre de la paroisse de St-Pierre les Becquets avec bâtisses, contenant quatre-vingt arpents en superficie, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble."

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de St-Pierre les Becquets, comté de Nicolet, MARDI, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante et un, à 11 heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, **L. P. MERCIER**,
Trois-Rivières, le 12 septembre, 1951 30922-37-2-o
[Première insertion: 15 septembre 1951]

VENBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, October 2, 1951. 31104-40-2

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { **RAOUL BRUNET**, constable of the city of St-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff, vs **PUBLIC CURATOR**, of the city and district of Montreal, et **ARTHUR L. MICHAUD** curator to the abandonment, defendant.

"A lot of land known and designated under number two hundred and seventy eight (278) on the official plan and book of references for the parish of St-Colomban, county of Two Mountains with buildings thereon erected."

A deposit of \$150.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Prothonotary of district of Terrebonne dated September 25th, 1951.

To be sold at my office in the Court House, in the city of St-Jérôme, on the SEVENTH day of NOVEMBER 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

MAURICE FOURNELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Jérôme, September 28th, 1951.
[First insertion: October 6, 1951]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { **LUCIEN DURAND**, farmer No. 11393, of the parish of St-Pierre les Becquets, district of Nicolet, plaintiff, vs **JEAN BAPTISTE PÉPIN**, of the same place, defendant.

"Lot number one hundred and thirty-four (134) of the cadastre for the parish of St-Pierre les Becquets, — with buildings — containing eighty arpents in superficial area, with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable."

To be sold at the church door of the parish of St-Pierre les Becquets, county of Nicolet, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of OCTOBER, nineteen hundred and fifty-one at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, September 12, 1951. 30922-37-2
[First Insertion: September 15, 1951]

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance d'amendements dont le texte suit, modifiant l'ordonnance numéro 39, 1942, de la Com-

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance which amends Ordinance No. 39, 1942, of the Minimum Wage Commission, has

mission du Salaire Minimum a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1071 du 27 septembre 1951.

been approved by Order in Council number 1071 of September 27, 1951.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance modifiant l'ordonnance N° 39, 1942, régissant les exploitations forestières.

La Commission du salaire minimum, sous le régime de la Loi du salaire minimum (Statuts refondus de Québec, 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance, ce qui suit, savoir:

1. *Ordonnance N° 39, 1942, modifiée*: L'Ordonnance N° 39, 1942, de la Commission, régissant les exploitations forestières, adoptée par la Commission le 9 décembre 1942, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 décembre 1942 par arrêté portant le numéro 3494, publiée le 9 janvier 1943 dans la *Gazette officielle de Québec*, et subséquemment modifiée et renouvelée, est de nouveau modifiée comme suit:

A) L'article 3 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 15 novembre 1950, est modifié en remplaçant les taux de salaire y mentionnés, soit les taux de: "\$6, \$5.40, \$4.80, \$4.40, \$3.40, \$3.40, \$4.60, \$5.30, \$6, \$6.90 et \$5.50", respectivement par les taux suivants: "\$6.50, \$5.80, \$5.10, \$4.70, \$3.60, \$3.60, \$4.90, \$5.70, \$6.40, \$7.40 et \$5.90".

B) L'article 5 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 15 novembre 1950, est modifié en remplaçant les taux de salaire y mentionnés, soit les taux de: "\$5.10, \$4.90 et \$5.10", respectivement par les taux suivants: "\$5.50, \$5.20 et \$5.50".

C) L'article 6 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 15 novembre 1950, est modifié en remplaçant les taux de salaire y mentionnés, soit les taux de: "\$3.75, \$2.85, \$4.40, \$3.30, \$3.10, \$2.35, \$2.95, \$2.20, \$2.75, \$2.10, \$2.55, \$1.90, \$2.40, \$1.80, \$2.20, \$1.65, \$2, \$1.50, \$1.80, \$1.35, \$2.10, \$1.60 et \$4.20", respectivement par les taux suivants: "\$4, \$3.10, \$4.70, \$3.60, \$3.30, \$2.55, \$3.15, \$2.40, \$2.95, \$2.30, \$2.70, \$2.05, \$2.55, \$1.95, \$2.35, \$1.80, \$2.15, \$1.65, \$2, \$1.55, \$2.30, \$1.80 et \$4.50".

D) L'article 8 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 15 novembre 1950, est modifié en remplaçant le taux de salaire y mentionné, soit le taux de "\$4.20", par le taux de "\$4.50".

E) L'article 9 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 15 novembre 1950, est modifié en remplaçant les taux de salaire y mentionnés, soit les taux de: "\$3.75, \$2.80, \$2.25, \$1.70 et \$1.40", respectivement par les taux suivants: "\$4, \$3, \$2.40, \$1.85 et \$1.50".

F) L'article 11 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 15 novembre 1950, est modifié en remplaçant le taux de salaire y mentionné, soit le taux de "\$4.40", par le taux de: "\$4.70".

G) L'article 12 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 15 novembre 1950, est modifié en remplaçant les taux de salaire y mentionnés, soit les taux de: "\$6.10, \$5.80, \$5.50, \$5.10, \$4.75, \$4.40, \$4.05, \$3.75, \$4.40, \$4.50, \$1.80, \$2.10 et \$4.20", respectivement par les taux suivants: "\$6.50, \$6.20, \$5.85, \$5.45, \$5.05, \$4.70, \$4.30, \$4, \$4.70, \$4.95, \$2, \$2.30 et \$4.50".

H) L'article 14 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 15 novembre

MINIMUM WAGE COMMISSION

An Ordinance to amend Ordinance No. 39, 1942, governing forest operations

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 164).

Orders and decrees by the present Ordinance, the following, to wit:

1. *Ordinance No. 39, 1942, amended*: Ordinance No. 39, 1942, of the Commission, governing forest operations, adopted by the Commission on December 9, 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council on December 17, 1942, by Order in Council No. 3494, published in the *Quebec Official Gazette* on January 9, 1943, and subsequently amended and renewed, is again amended as follows:

A) Section 3 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of November 15, 1950, is amended by replacing the rates of wages mentioned therein, namely the rates of "\$6.00, \$5.40, \$4.80, \$4.40, \$3.40, \$3.40, \$4.60, \$5.30, \$6.00, \$6.90 and \$5.50" respectively, by the following rates: "\$6.50, \$5.80, \$5.10, \$4.70, \$3.60, \$3.60, \$4.90, \$5.70, \$6.40, \$7.40 and \$5.90".

B) Section 5 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of November 15, 1950, is amended by replacing the rates of wages mentioned therein, namely the rates of "\$5.10, \$4.90 and \$5.10" respectively, by the following rates: "\$5.50, \$5.20 and \$5.50".

C) Section 6 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of November 15, 1950, is amended by replacing the rates of wages mentioned therein, namely the rates of "\$3.75, \$2.85, \$4.40, \$3.30, \$3.10, \$2.35, \$2.95, \$2.20, \$2.75, \$2.10, \$2.55, \$1.90, \$2.40, \$1.80, \$2.20, \$1.65, \$2.00, \$1.50, \$1.80, \$1.35, \$2.10, \$1.60 and \$4.20" respectively, by the following rates: "\$4.00, \$3.10, \$4.70, \$3.60, \$3.30, \$2.55, \$3.15, \$2.40, \$2.95, \$2.30, \$2.70, \$2.05, \$2.55, \$1.95, \$2.35, \$1.80, \$2.15, \$1.65, \$2.00, \$1.55, \$2.30, \$1.80 and \$4.50".

D) Section 8 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of November 15, 1950, is amended by replacing the rate of wages mentioned therein, namely the rate of "\$4.20", by the rate of "\$4.50".

E) Section 9 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of November 15, 1950, is amended by replacing the rates of wages mentioned therein, namely the rates of "\$3.75, \$2.80, \$2.25, \$1.70 and \$1.40" respectively, by the following rates: "\$4.00, \$3.00, \$2.40, \$1.85 and \$1.50".

F) Section 11 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of November 15, 1950, is amended by replacing the rate of wages mentioned therein, namely the rate of "\$4.40", by the rate of "\$4.70".

G) Section 12 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of November 15, 1950, is amended by replacing the rates of wages mentioned therein, namely the rates of "\$6.10, \$5.80, \$5.50, \$5.10, \$4.75, \$4.40, \$4.05, \$3.75, \$4.40, \$4.50, \$1.80, \$2.10 and \$4.20" respectively by the following rates: "\$6.50, \$6.20, \$5.85, \$5.45, \$5.05, \$4.70, \$4.30, \$4.00, \$4.70, \$4.95, \$2.00, \$2.30 and \$4.50".

H) Section 14 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of November 15, 1950,

1950, est modifié en remplaçant les taux de salaire y mentionnés, soit les taux de: "\$6.50, \$5.10, \$4.40 et \$5.10", respectivement par les taux suivants: "\$7, \$5.50, \$4.70 et \$5.50".

I) L'article 16 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 15 novembre 1950, est modifié en remplaçant le taux de salaire y mentionné, soit le taux de: "\$4.20", par le taux de: "\$4.50".

J) L'article 17 de ladite ordonnance est modifié

a) en ajoutant au titre dudit article, les mots: "des salariés à salaire déterminé";

b) en ajoutant, au paragraphe "a", après le mot "(apprentis)", les mots: "pour les salariés à salaire déterminé";

c) en remplaçant, au paragraphe "b", les mots: "L'ouvrier", par les mots: "Tel salarié";

d) en remplaçant, au paragraphe "c", les mots: "l'ouvrier", par les mots: "Tel salarié".

K) L'article 18 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 15 novembre 1950, est modifié en remplaçant le taux de salaire y mentionné, soit le taux de: "\$4.20", par le taux de: "\$4.50".

L) L'article 20 de ladite ordonnance, tel que remplacé par une ordonnance du 13 décembre 1948 et modifié par ordonnance du 15 novembre 1950, est de nouveau remplacé par le suivant:

"20. *Logement et pension*: Il est interdit à l'employeur qui loge et nourrit son salarié de déduire du salaire de ce dernier, pour ce service, une somme excédant \$1.50 par jour.

Il est aussi interdit à l'employeur de réclamer de ses salariés quelque somme pour location ou usage de couvertures de lit."

M) L'article 27 de ladite ordonnance, déjà modifié par ordonnances du 13 décembre 1948 et du 15 novembre 1950, est de nouveau modifié en remplaçant le sous-paragraphe "e" par le suivant:

"e) le prix du logement et de la pension, tel que fixé à l'article 20;"

N) L'article 29 de ladite ordonnance est modifié comme suit:

a) en remplaçant le titre dudit article, par le suivant: "*Documents français et anglais*";

b) en retranchant les mots: "dans la mesure du possible" à la première et deuxième ligne et "ou son choix" à la fin de l'article.

2. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce vingt-cinquième jour du mois de septembre mil neuf cent cinquante et un.

LA COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM,

Le Président,

(Signé) F.-X. LACOURSIÈRE.

(Sceau)

Le Secrétaire général,

(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU.

Vraie copie

Le Secrétaire général,

PHILIPPE ROUSSEAU.

31113-o

is amended by replacing the rates of wages mentioned therein, namely the rates of "\$6.50, \$5.10, \$4.40 and \$5.10" respectively, by the following rates: "\$7.00, \$5.50, \$4.70 and \$5.50".

I) Section 16 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of November 15, 1950, is amended by replacing the rate of wages mentioned therein, namely the rate of "\$4.20", by the rate of "\$4.50".

J) Section 17 of the said Ordinance is amended

a) by adding to the title of said section the words "of employees engaged on a fixed wage basis";

b) by adding after the word "(apprentices)" in paragraph "a", the words "for employees engaged on a fixed wage basis";

c) by replacing in paragraph "b", the words "A worker" by the words "Such employee";

d) by replacing in paragraph "c", the words "A worker" by the words "Such employee".

K) Section 18 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of November 15, 1950, is amended by replacing the rate of wages mentioned therein, namely the rate of "\$4.20" by the rate of "\$4.50".

L) Section 20 of the said Ordinance, as replaced by an ordinance of December 13, 1948, and amended by an ordinance of November 15, 1950, is again replaced by the following:

"20. *Board and Lodging*: It is forbidden for the employer who provides his employee with board and lodging to deduct from his employee's wages, for such service, a sum in excess of \$1.50 per day.

It is also forbidden for the employer to claim from his employees any sum whatever as rent for the use of blankets."

M) Section 27 of the said Ordinance previously amended by ordinances of December 13, 1948, and November 15, 1950, is again amended by replacing paragraph "e" by the following:

"e) the cost of board and lodging as fixed in section 20;"

N) Section 29 of the said Ordinance is amended as follows:

a) by replacing the title of said section by the following: "*French and English Documents*";

b) by striking off in the first and second lines of said section the words "as far as possible", and the words "or that of his choice" at the end of the section.

2. *Coming into force*: The present ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed and dated in the city of Quebec, this twenty-fifth day of the month of September in the year one thousand nine hundred and fifty-one.

MINIMUM WAGE COMMISSION,

(Signed) F. X. LACOURSIÈRE,

President.

(Seal)

(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU,

Secretary-general.

True copy

PHILIPPE ROUSSEAU,

Secretary-general.

31113-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 40

Index of the Quebec Official Gazette, No. 40

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Gagné vs Meunier	2685
Laurin vs Roussin	2685
Veilleux vs Bolduc	2686

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1072, section "A" — Métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville	2686
1072, section "B" — Métiers de barbier et coiffeurs dans les villes de Farnham, etc.	2688
1072, section "C" — Industrie de la construction dans les comtés d'Abi- tibi-Est, etc.	2688

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2657

AVIS DIVERS:

American Paper Box Co., Limited (Di- recteurs)	2692
Bagotville, ville de (Correction)	2692
Frank Ralphs Limited (Directeurs)	2693
Institution Monseigneur Guay (Nom changé)	2693
Kress & Owen Company of Canada, Limited (Règlement)	2690
La Corporation des Peintres de la Pro- vince de Québec (Existence terminée)	2690
L'Association des Électriciens (Existen- ce terminée)	2690
Marcoland Mines Ltd (Directeurs)	2691
Provost Auto Electric Limitée (Direc- teurs)	2692
Roxboro, ville de (Changement de date des élections)	2689
Syndicat de l'U.C.C. de St-Jean-des Piles (Formation)	2690
Syndicat National Catholique des Mé- tiers de la Construction (Correction)	2691
The Julian C. Smith Memorial Fund Corporation (Règlement)	2691
The Queen Elizabeth Hospital of Mont- real (Nom changé)	2692

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2676
--	------

CHARTES — ABANDON DE:

Carrière Nolin Incorporée — Nolin Quarry Incorporated	2694
Equity Construction Limited	2693
Gorn's Limited	2693
Model City Housing Company Limited	2694
Rockland Housing Company Limited	2694

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Ordonnance modifiant N° 39, 1942, régissant les exploitations forestières	2731
--	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES
AFFAIRES:

Frank Speno Railroad Ballast Cleaning Company, Inc.	2694
---	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Gagné vs Meunier	2685
Laurin vs Roussin	2685
Veilleux vs Bolduc	2686

ORDERS IN COUNCIL:

1072, Part "A" — Barber and hairdress- ing trades in the City of St. John and the town of Iberville	2686
1072, Part "B" — Barber and hair- dressing trades in the cities of Far- nam, etc.	2688
1072, Part "C" — Construction Indus- try in the counties of Abitibi-East, etc.	2688

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2657

MISCELLANEOUS NOTICES:

American Paper Box Co., Limited (Di- rectors)	2692
Bagotville, town of (Correction)	2692
Frank Ralphs Limited (Directors)	2693
Institution Monseigneur Guay (Name changed)	2693
Kress & Owen Company of Canada, Limited (By-law)	2690
La Corporation des Peintres de la Pro- vince de Québec (Existence termi- nated)	2690
L'Association des Électriciens (Existen- ce terminated)	2690
Marcoland Mines Ltd (Directors)	2691
Provost Auto Electric Limitée (Direc- tors)	2692
Roxboro, town of (Change of date of elections)	2689
Syndicat de l'U.C.C. de St-Jean des Piles (Formation)	2690
Syndicat National Catholique des Mé- tiers de la Construction (Correction)	2691
The Julian C. Smith Memorial Fund Corporation (By-law)	2691
The Queen Elizabeth Hospital of Mont- real (Name changed)	2692

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be introduced during the coming session	2676
---	------

CHARTERS — SURRENDER OF:

Carrière Nolin Incorporée — Nolin Quarry Incorporated	2694
Equity Construction Limited	2693
Gorn's Limited	2693
Model City Housing Company Limited	2694
Rockland Housing Company Limited	2694

MINIMUM WAGE COMMISSION:

Ordinance amending Ordinance No. 39, 1942, governing forest operations	2731
---	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Frank Speno Railroad Ballast Cleaning Company, Inc.	2694
---	------

COMPAGNIES DISSOUTES:

Charles J. Lewis Ltd.	2695
Emgee Realty Corporation.	2695
Ideal Securities Corp.	2695
Irene Karol Ltd.	2695
Silk & Woollen Trading Company Limited.	2695

COMPANIES DISSOLVED:

Charles J. Lewis Ltd.	2695
Emgee Realty Corporation.	2695
Ideal Securities Corp.	2695
Irene Karol Ltd.	2695
Silk & Woollen Trading Company Limited.	2695

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Arvida, cité de	2682
Asbestos, ville de	2680
Beauceville-Est, ville de	2679
Bedford, commission scolaire	2684
Cap-de-la-Madeleine, cité	2682
Chouinard, Julien.	2684
Federation of Jewish Philanthropics of Montréal.	2683
Granby, cité	2683
Hôpital Général de Québec.	2679
Koettlits, Frederick Augustus	2682
Langelier, canton de <i>et al.</i>	2680
Leduc, Alfred	2683
Les Frères Mineurs Capucins de Québec	2677
Magog, cité de	2681
Montmagny, Les Commissaires d'Écoles pour la ville de	2683
Myson, Frederick Francis	2677
Pérusse, Denis	2680
Reddy General Hospital	2679
Rivière-du-Loup, cité	2684
Sherbrooke, cité de	2682
Sœurs de Ste-Croix et des Sept Douleurs Ste-Thérèse, ville de	2679
St-Jean de Brébeuf et ses Compagnons Martyrs, syndics de la paroisse de	2678
Succession Joseph De Grandpré	2678
Tanguay, Joseph-Edgar-André dit Ad-jutor Huot.	2678
Terrebonne, commissaires d'écoles de la ville de	2681
Terrebonne, ville de	2677
Union du Commerce, compagnie mu-tuelle d'assurance-vie — Union of Commerce, Mutual Life Assurance Company	2681
Verdun, cité de	2678

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Arvida, city of	2682
Asbestos, town of	2680
Beauceville-East, town of	2679
Bedford, School Commission	2684
Cap-de-la-Madeleine, city	2682
Chouinard, Julien.	2684
Federation of Jewish Philanthropics of Montréal.	2683
Granby, city	2683
General Hospital of Quebec	2679
Koettlits, Frederick Augustus	2682
Langelier, township of <i>et al.</i>	2680
Leduc, Alfred	2683
Les Frères Mineurs Capucins de Québec	2677
Magog, city of	2681
Montmagny, The school commissioners for the town of	2683
Myson, Frederick Francis	2677
Pérusse, Denis	2680
Reddy General Hospital	2679
Rivière-du-Loup, city	2684
Sherbrooke, city of	2682
Sœurs de Ste-Croix et des Sept Douleurs Ste-Thérèse, town of	2679
St-Jean de Brébeuf et ses Compagnons Martyrs, trustees of the parish of	2678
Estate of Joseph De Grandpré	2678
Tanguay, Joseph-Edgar-André dit Ad-jutor Huot.	2678
Terrebonne, School Commissioners of the town of	2681
Terrebonne, town of	2677
Union du Commerce, compagnie mu-tuelle d'assurance-vie — Union of Commerce, Mutual Life Assurance Company	2681
Verdun, city of	2678

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Lac St-Jean Nord.	2696
---	------

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 1-51, Région de Mont-réal	2696
Ordonnance N° 2-51, Région de Québec	2699
Ordonnance N° 3-51, Région de Trois-Rivières	2700
Ordonnance N° 4-51, Région de Sher-brooke	2701
Ordonnance N° 6-51, Région de Sha-winigan	2703
Ordonnance N° 12-51, Région de Grand' Mère	2704
Ordonnance N° 17-51, Région de Lévis	2705
Ordonnance N° 18-51, Région d'Amos	2707
Ordonnance N° 38-51, Région de La Tuque	2708
Ordonnance N° 44-51, Région d'Abitibi	2709
Ordonnance No 76-51, Région de La Sarre	2710

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Lac St-Jean Nord.	2696
---	------

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 1-51, Region of Montreal	2696
Order No. 2-51, Region of Quebec	2699
Order No. 3-51, Region of Three-Rivers	2700
Order No. 4-51, Region of Sherbrooke	2701
Order No. 6-61, Region of Shawinigan	2703
Order No. 12-51, Region of Grand'Mère	2704
Order No. 17-51, Region of Lévis	2705
Order No. 18-51, Region of Amos	2707
Order No. 38-51, Region of La Tuque	2708
Order No. 44-51, Region of Abitibi	2709
Order No. 76-51, Region of La Sarre	2710

Ordonnance N° 51-Sp-XI, Province de Québec.....	2712	Order No. 51-Sp-XI, Province of Québec.....	2712
Ordonnance N° 51-Sp-XII, Région d'Amos, etc.....	2713	Order No. 51-Sp-XII, Regions of Amos etc.....	2713
Ordonnance N° 78-B-50, Région de Charlevoix.....	2712	Order No. 78-B-50, Regions of Charlevoix.....	2712
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Municipalité scolaire de:		School Municipality of:	
Aylwin.....	2715	Aylwin.....	2715
Laniel.....	2714	Laniel.....	2714
Ste-Anne-de-Bellevue (prot.) — Erratum.....	2714	Ste-Anne-de-Bellevue (prot.) — Erratum.....	2714
Ste-Marie-de-Quyon.....	2715	Ste-Marie-de-Quyon.....	2715
St-Paul l'Ermite.....	2715	St-Paul l'Ermite.....	2715
St-Wilfrid-de-Barnston.....	2715	St-Wilfrid-de-Barnston.....	2715
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
Service du Cadastre:		Cadastral Branch:	
Ste-Agathe-des-Monts, paroisse.....	2715	Ste-Agathe-des-Monts, parish.....	2715
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs, juridiction de St-Hyacinthe (Prélèvement).....	2717	Barbers and Hairdressers Parity Committee, jurisdiction of St. Hyacinthe (Levy).....	2717
Industrie du camionnage dans l'Île de Montréal (Modification).....	2716	Trucking industry in the Island of Montreal (Amendment).....	2716
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Arthabaska: étude du droit.....	2719	Arthabaska: study of law.....	2719
Bas St-Laurent: étude du droit.....	2719	Bas St-Laurent: study of law.....	2719
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
A.A.A. Furniture Incorporée.....	2658	A.A.A. Furniture Incorporée.....	2658
Ace Trucking Inc.....	2659	Ace Trucking Inc.....	2659
Archer Brand Clothes Inc.....	2659	Archer Brand Clothes Inc.....	2659
Arno Laboratories Inc.....	2659	Arno Laboratories Inc.....	2659
Ascot Grain & Feed Ltd.....	2660	Ascot Grain & Feed Ltd.....	2660
Autos Wheels & Supplies Limited.....	2660	Autos Wheels & Supplies Limited.....	2660
Bert S. Holt Inc.....	2660	Bert S. Holt Inc.....	2660
Bickerdike & Company Ltd.....	2661	Bickerdike & Company Ltd.....	2661
Biquil Cie Ltée.....	2661	Biquil Cie Ltée.....	2661
Buckingham Feldpar Limited.....	2661	Buckingham Feldpar Limited.....	2661
Cap-Chat Lumber Ltd.....	2662	Cap-Chat Lumber Ltd.....	2662
Château Bleu Ltée.....	2662	Château Bleu Ltée.....	2662
Claude Taxi Limited.....	2662	Claude Taxi Limited.....	2662
Club de Golf de Joliette Inc. — Joliette Golf & Country Club Inc.....	2663	Club de Golf de Joliette Inc. — Joliette Golf & Country Club Inc.....	2663
Comité de Secours et de Reconstruction de Cap Chat Inc.....	2663	Comité de Secours et de Reconstruction de Cap Chat Inc.....	2663
Comité du Monument Lavallée Routhier Weir Inc.....	2663	Comité du Monument Lavallée Routhier Weir Inc.....	2663
Curly-Q Ltd.....	2664	Curly-Q Ltd.....	2664
Dufresne Inc.....	2664	Dufresne Inc.....	2664
E. H. Cerny Co. Ltd.....	2665	E. H. Cerny Co. Ltd.....	2665
Emile Hamel & Fils Limitée.....	2665	Emile Hamel & Fils Limitée.....	2665
European General Contractors Ltd.....	2665	European General Contractors Ltd.....	2665
Geo-Explorers Limited.....	2665	Geo-Explorers Limited.....	2665
George Mansour Inc.....	2666	George Mansour Inc.....	2666
J. A. Duranceau Construction Ltée — J. A. Duranceau Construction Ltd.....	2666	J. A. Duranceau Construction Ltée — J. A. Duranceau Construction Ltd.....	2666
Jos. Laplume Limitée.....	2667	Jos. Laplume Limitée.....	2667
Jos. Plamondon, Inc.....	2667	Jos. Plamondon, Inc.....	2667
La Compagnie Provinciale d'Édition et de Publication Limitée.....	2667	La Compagnie Provinciale d'Édition et de Publication Limitée.....	2667
L'Association des Entrepreneurs en Revêtement de Murs et de Planchers Inc. — The Wall and Floor Covering Contractors' Association Inc.....	2668	L'Association des Entrepreneurs en Revêtement de Murs et de Planchers Inc. — The Wall and Floor Covering Contractors' Association Inc.....	2668
Le Peuple, Limitée.....	2668	Le Peuple, Limitée.....	2668
Les Immeubles St-Denis Ltée.....	2668	Les Immeubles St-Denis Ltée.....	2668
Lumber Trading Co. Inc.....	2669	Lumber Trading Co. Inc.....	2669

Lyons Ltd.	2669	Lyons Ltd.	2669
Magog Autobus Ltée.	2669	Magog Autobus Ltée.	2669
Marcoland Mines Ltd.	2670	Marcoland Mines Ltd.	2670
M. Bouziane & Company Limited	2670	M. Bouziane & Company Limited	2670
Mentana Cartage Incorporée.	2671	Mentana Cartage Incorporée.	2671
Model Industries Ltd.	2671	Model Industries Ltd.	2671
Montclair Securities Inc.	2671	Montclair Securities Inc.	2671
Montmagny Automobiles Inc.	2672	Montmagny Automobiles Inc.	2672
Mount Bruno Holding Ltd.	2672	Mount Bruno Holding Ltd.	2672
Nasseau Construction Company	2672	Nasseau Construction Company	2672
North End Builders Supply Ltd.	2673	North End Builders Supply Ltd.	2673
Novel Knitting Mills Co. Limited.	2673	Novel Knitting Mills Co. Limited.	2673
Plomberie des Deux Montagnes Inc.— Two Mountains Plumbing Inc.	2673	Plomberie des Deux Montagnes Inc.— Two Mountains Plumbing Inc.	2673
Provincial Advertising Service Limited	2674	Provincial Advertising Service Limited	2674
Sharon Investment Corporation	2674	Sharon Investment Corporation	2674
Ste-Sophie Lumber Company Limited	2674	Ste-Sophie Lumber Company Limited	2674
Toledo Biscuits Ltée.	2675	Toledo Biscuits Ltée.	2675
Tracadie Investment Ltd.	2675	Tracadie Investment Ltd.	2675
Vallée et Compagnie Limitée — Vallée and Company Limited	2675	Vallée et Compagnie Limitée — Vallée and Company Limited	2675
Weston School Incorporated.	2676	Weston School Incorporated.	2676
Z. Otis & Fils Limitée.	2676	Z. Otis & Fils Limitée.	2676

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Meunerie Coopérative Agricole du Sol de Beauce	2719
--	------

NOMINATION:

Grundy, Harry, E., C.R.	2719
-------------------------	------

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires	2720
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

Commission Industrielle de St-Jérôme.	2721
Consolidated Central Cadillac Mines Limited.	2722
Institut Littéraire du Québec Ltée.	2720
Iron Ore Company of Canada	2720
Kress & Owen Company of Canada, Limited.	2721
Marcoland Mines Ltd.	2721
Omer Gingras & Fils Inc.	2722
Tormlin Taché Mines Ltd.	2721
Tracadie Investment, Ltd.	2721

SOUSSIONS:

Commission Métropolitaine de Mont- réal	2722
La Tuque, Commission scolaire de la ville de	2723

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Boucher, J.-Bruno	2725
Brisson, André	2724
Larose, Isai	2725

VENTE PAR LICITATION:

Giguère et vir vs Héritiers Dame Zulma Giguère	2727
---	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Desrochers vs Couture	2727
-----------------------	------

BEAUCE:

Roy vs Poulin	2728
---------------	------

WINDING UP NOTICES:

La Meunerie Coopérative agricole du Sol de Beauce	2719
--	------

APPOINTMENT:

Grundy, Harry E., K.C.	2719
------------------------	------

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business	2720
--	------

HEAD OFFICES:

Commission Industrielle de St-Jérôme	2721
Consolidated Central Cadillac Mines Limited.	2722
Institut Littéraire du Québec Ltée.	2720
Iron Ore Company of Canada	2720
Kress & Owen Company of Canada, Limited.	2721
Marcoland Mines Ltd.	2721
Omer Gingras & Fils Inc.	2722
Tormlin Taché Mines Ltd.	2721
Tracadie Investment, Ltd.	2721

TENDERS:

Montreal Metropolitan Commission	2722
La Tuque, School commission of the town of.	2723

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Boucher, J.-Bruno	2725
Brisson, André	2724
Larose, Isai	2725

SALE BY LICITATION:

Giguère et vir vs Heirs of Dame Zulma Giguère	2727
--	------

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Desrochers vs Couture	2727
-----------------------	------

BEAUCE:

Roy vs Poulin	2728
---------------	------

JOLIETTE:

Martin vs Martin. 2729

QUÉBEC:

J. Doyon Limitée vs Fontaine. 2730

La Caisse Populaire St-Laurent, I.O.,
vs Coulombe 2730

O. Chalifour Inc. vs Dubé 2729

RIMOUSKI:

Le Roi vs Morin. 2730

TERREBONNE:

Brunet vs Le Curateur Public des cité
et district de Montréal 2731

TROIS-RIVIÈRES:

Durand vs Pepin 2731

31123-o

JOLIETTE:

Martin vs Martin. 2729

QUÉBEC:

J. Doyon Limitée vs Fontaine 2730

La Caisse Populaire St-Laurent, I.O.,
vs Coulombe 2730

O. Chalifour Inc. vs Dubé 2729

RIMOUSKI:

Le Roi vs Morin. 2730

TERREBONNE:

Brunet vs Public Curator of the city
and district of Montreal 2731

TROIS-RIVIÈRES:

Durand vs Pepin 2731

31123-o